LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Tueurs, terreurs et tyrannies.

E. BORNE : « Les aventures de la dialectique », de Maurice Merleau-Ponty.

J. THOMAS : Presse et liberté.

A. FRISCH : Chances et illusions d'une grande détente.

P.-A. MARTEL : Les conventions franco-tunisiennes et l'avenir du Maghreb.

A. Z. SERRAND : Azimuts : Politique et religion.

LES SIGNES DU TEMPS

Conférences internationales.
Les Etats-Unis devant la détente.
L'Allemagne, enjeu ou partenaire ?
Rencontre à Belgrade.
Le poids du Parti.
Vocation de Beyrouth.
Troubles au Cameroun.
Les travailleurs américains devant l' « automation ».
Le syndicalisme britannique face à la crise de « prospérité ».
La littérature à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.
Billy Graham à Paris.
Jacques Lemaigre-Dubreuil.

ARTS. LETTRES. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Renouvellement de la C.F.T.C. ?

REVUE MENSUELLE

JUILLET 1955

LES ÉDITIONS DU CERF, PARIS

V. 2312
1955

SOMMAIRE

V. I. : **Tueurs, terreurs et tyrannies** 1
É. BORNE : **« Les aventures de la dialectique », de Maurice Merleau-Ponty** 6
J. THOMAS : **Presse et liberté** 20
A. FRISCH : **Chances et illusions d'une grande détente** 39
P.-A. MARTEL : **Les conventions franco-tunisiennes et l'avenir du Maghreb** 57
A.-Z. SERRAND : ***Azimuts* : Politique et religion** 69

LES SIGNES DU TEMPS

Conférences internationales (A. Frisch) 78
Les États-Unis devant la détente (A. Viatte) 80
L'Allemagne, enjeu ou partenaire ? (A. Paul-Grégoire) 85
Rencontre à Belgrade (J. Schwoebel) 89
Le poids du Parti (J. Rounault) 93
Vocation de Beyrouth (P. Rondot) 96
Troubles au Cameroun (R. de Montvalon) 99
Les travailleurs américains devant l' « automation » (L. Carliner) 102
Le syndicalisme britannique face à la crise de « prospérité » (M. Niveau) 105
La littérature à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. (F. Fejtö) 111
Billy Graham à Paris (J. Sainsaulieu) 113

PORTRAIT

Jacques Lemaigre-Dubreuil (P.-A. Martel) 115

CHRONIQUES

Gino Severini (R. Vrinat) 119
Romans et Poésie (M. Chavardès) 122
Le voyeur, de Robbe Grillet (A. Kerhorre) 127
Théâtre (H. Gouhier) 130
Cinéma : Trois exceptionnels « films de réalité » (J.-L. Tallenay) 132

DOCUMENT

Renouvellement de la C.F.T.C. ? (M. Gonin-P. Vignaux) 137

La Vie Intellectuelle

VINGT-SIXIÈME ANNÉE. — JUILLET 1955

Tueurs, terreurs et tyrannies

FLAMBANT *chacun dans son hémisphère, le Maghreb et l'Argentine connaissent un été sanglant nourri de passions nationalistes et racistes, fascistes et cléricales. Des hommes tuent et des hommes meurent, tous victimes haïssables ou pitoyables de ces jeux de la politique et de la mort qui sont la vieillesse de l'histoire. Se lamenter devant le scandale du Mal, condamner sans plus les violences « d'où qu'elles viennent » comme on dit dans le langage de la bonne conscience, c'est montrer en même temps que son bon cœur un très médiocre courage de pensée. Aucune mystique, se dirait-elle ou serait-elle chrétienne, ne dispense personne et surtout pas le chrétien d'analyser pour comprendre et pour agir.*

L'assassinat de Jacques Lemaigre-Dubreuil à Casablanca a été cet excès dans l'excès après lequel il n'y a plus que l'alternative du redressement décisif ou de l'inéluctable écroulement dans le chaos.

D'autres, certes, sont tombés avant lui. Le nationalisme extrémiste a choisi le premier au Maroc, en Algérie, en Tunisie, l'illégalité, la révolte, le terrorisme dans l'aveuglement du fanatisme ou la lucidité

de la haine. Un autre fanatisme et une autre haine prétendent opposer à ce feu le contre-feu d'un second terrorisme qui ne sauve pas la forêt de l'incendie mais la voue à un embrasement total. Dans cet entrecroisement de terreurs l'autorité bafouée se dégrade, les ultras des deux camps prêtent aisément à la modération les couleurs de la trahison, les chances d'une réconciliation entre les deux communautés européenne et musulmane vont s'effritant. Ou la France viendra à bout des terrorismes ou les terrorismes ruineront la vocation africaine de la France, emportant les débris de ce rêve moribond qu'on appelle encore par habitude l'Union française.

Si tous les terrorismes sont détestables, la terreur blanche, c'est-à-dire le terrorisme des installés et des hommes d'ordre a quelque chose de plus hideux que la terreur rouge, c'est-à-dire le terrorisme revendicateur des révolutionnaires. Qui prétend détenir des valeurs supérieures de culture et use de terreur pour les défendre entre consciemment dans une barbarie réfléchie, délibérée, étudiée qui dépasse d'un infini la barbarie naïve des opprimés et des humiliés en quête d'une dignité humaine par les voies atrocement courtes de l'instinct et de la vengeance. S'il y a une civilisation chrétienne et occidentale, la terreur blanche en est l'ennemi numéro un, et justement parce qu'elle se réclame pharisaïquement de l'esprit elle pourrait bien être une figure du péché contre l'esprit.

Or, Lemaigre-Dubreuil est tombé victime de cette terreur blanche. C'est pourquoi son sort prend une valeur symbolique et exemplaire. Il ne s'agit pas de transformer en héros de légende dorée un homme dont le passé fut tumultueux et contrasté, mais dont la vie publique, on le verra ailleurs, a obéi à une loi d'ouverture croissante au meilleur. Prenant ses risques, Lemaigre-Dubreuil avait choisi de combattre au Maroc pour le dialogue et la réconciliation contre les ultras

des deux bords. Certes, il défendait en même temps avec intelligence l'avenir des gros intérêts capitalistes dont il avait la charge. Mais l'intelligence n'est, après tout, pas un mauvais chemin vers la générosité et Lemaigre-Dubreuil est mort assassiné pour avoir opté pour le plus humain. La plus terroriste des deux terreurs n'a pas manqué l'homme qui, la défiant, avait entrepris de la faire reculer.

La déploration idéaliste de la mort de Lemaigre-Dubreuil serait, si elle se perdait en discours, une piteuse abdication car l'affaire marocaine devient maintenant une épreuve de force. Les complicités policières et administratives qui, jusqu'à ce jour, assuraient l'impunité au terrorisme blanc doivent être brisées et, surtout, l'entreprise de la terreur blanche doit être acculée à la faillite politique par des moyens politiques. Il faut et il suffit qu'un gouvernement français fasse son métier de gouvernement et mette les techniques normales de l'autorité au service d'un libéralisme en dehors duquel la France ne serait plus la France. Alors l'assassinat de Lemaigre-Dubreuil apparaîtra non seulement comme le plus odieux des crimes mais aussi comme une stupidité sans nom. Seule la justice dans tous les sens du mot, parce qu'elle est aussi une politique, sera plus forte que les tueurs et que les terreurs.

En Argentine où vient de se jouer une autre sanglante tragédie, les apparences sont plus consolantes. Tout s'est passé comme si, au moment où le général Peron s'en prenait à l'Eglise, menaçait d'introduire dans les institutions des lois de laïcité, empêchait les processions, brutalisait et proscrivait deux évêques, cette démesure éclatante appelait aussitôt contre lui la colère de la Providence. La tyrannie devrait en bonne logique providentialiste appeler la foudre, mais on ne voit pas ordinairement de tyran si promptement puni par le feu du ciel. A peine le général Peron était-il excommunié

que les bombes de l'aéro-navale argentine pleuvaient sur sa résidence. Quelle que soit l'issue de la rébellion le pouvoir de Peron en paraît profondément ébranlé. Jamais essai de persécution ne s'était retourné si vite contre le persécuteur.

Il faudrait pourtant se garder de donner aux événements argentins la figure trop stylisée d'une croisade intérieure de la liberté contre la tyrannie. Le régime peroniste était évidemment un fascisme, fort accueillant à tous les restes du nazisme et du vichysme qui avaient su trouver là-bas une arrière-saison de prospérité et d'insolence. Ne parvenant pas à donner à l'Argentine une indépendance économique, Peron avait dissimulé cet échec de son nationalisme par la diversion assez classique de l'anticléricalisme. Mais il combattait les anciennes classes dirigeantes, les « oligarques », il parlait le langage de la justice sociale, il donnait à la masse des « descamisados » en même temps que des avantages matériels vite rongés par l'inflation, un commencement de conscience politique, si bien que par le péronisme les plus pauvres comptaient maintenant dans la nation. Ainsi cette tyrannie, toute mystificatrice qu'elle fût, avait quelque chose de populaire. Et il semble bien que les notables d'un radicalisme conservateur et libre-penseur aient été du côté de l'insurrection et que les fils de famille des corps d'élite, marine et aviation, aient défendu dans la rébellion des valeurs qui n'étaient pas uniquement spirituelles, tout en se souciant assez peu, en faisant pleuvoir le feu du ciel sur Peron, d'atteindre à défaut du tyran le petit peuple. Et enfin, il faut bien constater que l'Eglise argentine s'est souciée de la liberté au moment où ses propres libertés ont été mises en question. Jusque-là son loyalisme avait été d'une exacte constance.

Les événements argentins ne nous proposent donc pas le clair et simple combat du Bien contre le Mal. L'analyse élémentaire empêche l'enthousiasme d'une

mentalité de croisade qui applaudirait la précieuse rencontre de l'Eglise avec le parti de la Liberté, mais la même analyse interrompt aussi bien le zèle laïc et anticlérical qui serait plein de complaisance pour le peronisme, en oubliant que le régime argentin était un reflet et une séquelle de ces fascismes contre lesquels, en d'autres temps, nous avons mené une guerre et une résistance.

Renvoyer dos à dos peronistes et antiperonistes serait cependant une forme trop facile de bonne conscience. Outre que cette pureté est interdite aux Argentins, elle serait en elle-même injuste. Que le peronisme soit ébranlé même par des moyens discutables, c'est une tyrannie qui cède et si l'Eglise argentine a montré dans le passé un excès de complaisance pour le peronisme, l'expérience cruelle qu'elle vient de faire lui permettra désormais de défendre ses libertés avec un sens plus profond de la liberté. Si bien qu'à travers tous les malheurs argentins, la liberté et le christianisme pourraient avoir plus gagné que perdu.

Tueurs et terreurs, tyrannies et rébellions armées sont le bilan négatif de ces dernières semaines. Si une civilisation se défait par la terreur et par la tyrannie, elle se refera contre la terreur par la justice et contre la tyrannie par la liberté.

V. I.

« LES AVENTURES DE LA DIALECTIQUE » DE MAURICE MERLEAU-PONTY

LES TEMPS MODERNES, dont le directeur est depuis dix ans Jean-Paul Sartre, défendent, comme chacun sait, la philosophie et la politique de l'existentialisme athée. Cette extrême-gauche intellectuelle se trouve depuis ses origines, au lendemain de la Libération, ravagée par un unique problème, devenu obsessionnel par manque d'une solution apaisante : faut-il être communiste ? La réponse à cette question est d'autant plus difficile à trouver qu'on ne saurait être anticommuniste, c'est la part de la bourgeoisie et de tous les « affreux », capitalistes ou croisés bellicistes, ce qui exclut le « non », mais qu'on ne peut non plus être communiste puisque entre le marxisme et l'existentialisme la répugnance est assez forte et qu'il est impossible d'abdiquer l'originalité philosophique de l'école, ce qui exclut le « oui », et qu'enfin on ne peut se réfugier dans l'abstention et ne dire ni oui ni non, puisqu'on ne saurait être neutre en une si grave rencontre et que le parti communiste a bien raison de considérer que qui n'est pas avec lui est contre lui. Aux prises avec un si grand embarras, *les Temps modernes* ont suivi une ligne passablement brisée qui exprime un beau cas de vertige

mental assez connu, chez ces étranges animaux politiques que sont par tradition les intellectuels français.

Dans l'euphorie de la Libération, *Les Temps modernes* étaient prêts à toutes les collaborations avec le parti communiste. Être existentialiste dans sa pensée, marxiste dans son action, cette issue commode ne paraissait pas faire une insoutenable contradiction. Le parti communiste refusa d'accueillir ces alliés douteux; l'existentialisme fut dénoncé comme une hérésie bourgeoise, un mauvais romantisme de décadence, une menace pour la santé morale des militants révolutionnaires. Devant cette agression, l'école ne réagit pas avec unanimité : Jean-Paul Sartre, suivi du gros de l'équipe des *Temps modernes,* releva le défi et entama le procès de l'idéologie communiste : ce fut l'époque de la série d'articles sur « Matérialisme et Révolution », qui contiennent une éclatante réfutation de la dialectique marxiste. En outre, Jean-Paul Sartre fondait avec David Rousset le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, première esquisse d'une nouvelle gauche, dont les initiales R.D.R. eurent un bref instant la vedette, qui dénonçait le stalinisme comme une entreprise de mystification de la classe ouvrière et entendait défendre contre lui les idées de démocratie et de révolution. Enfin *Les Mains Sales,* cette pièce qui représentait l'action du communiste comme une tragédie insoluble, parurent marquer la pointe la plus aiguë de cette sorte de titisme intellectuel qui ne paraissait alors susceptible ni de repentance du côté de Sartre, ni de miséricorde du côté de l'orthodoxie communiste.

En ce temps, Maurice Merleau-Ponty, deuxième philosophe de l'école, dont *La Phénoménologie de la Perception* fait symétriquement à *l'Être et le Néant* l'au-

tre colonne du temple, ne partageait pas cette humeur de contestation et de rébellion, il paraissait au contraire s'appliquer à une explication et justification des comportements soviétiques dans ce qu'ils ont de plus scandaleux pour une conscience libérale, kantienne ou chrétienne, et il proposait dans *Humanisme et Terreur* une phénoménologie des procès de Moscou et une doctrine de la responsabilité objective qui, sans concessions aux principes marxistes, n'était pas sans sympathie délibérée pour la pratique politique du communisme.

Tout aujourd'hui est changé et il s'est opéré entre Sartre et Merleau-Ponty un curieux chassé-croisé. Dans un série d'articles « Les communistes et la paix », Jean-Paul Sartre approuve cette fois globalement et totalement la politique du parti communiste, il tente même de la fonder philosophiquement, essayant de faire tenir dans une même vision de l'homme et du monde ce que pense un existentialiste et ce que fait un communiste. Mais cette fois, peut-être parce que l'ère stalinienne est close, le parti fait bon accueil à l'enfant prodigue perdu et retrouvé et fait silence sur les pourceaux et les courtisanes d'antan. Et dans sa neuve bonne volonté, Jean-Paul Sartre tente de réparer en écrivant *Nekrassov* le mal qu'autrefois ont fait *Les Mains Sales*. Par contre, Maurice Merleau-Ponty prend maintenant ses distances et avec le marxisme et avec le communisme. Il avait cessé sa collaboration aux *Temps modernes* et il signe régulièrement dans *L'Express* des billets d'une densité philosophique assez remarquable en ce lieu, ce qui déjà montrait que l'auteur d'*Humanisme et Terreur* avait congédié les grandes espérances révolutionnaires de jadis et se ralliait à une politique républicaine. Maurice Merleau-Ponty s'est enfin expliqué sur son actuelle

pensée politique en écrivant *Les Aventures de la Dialectique*[1], livre qui propose en fin de compte la philosophie d'une rupture avec le communisme.

L'œuvre est importante, scrupuleuse, honnête, lente, écrite d'un beau style à la fois éclatant et obscur. Il est seulement dommage que Merleau-Ponty procède par commentaires de Max Weber, de Lukàcs, de Trotsky, de Sartre et développe peu sa propre pensée, sauf par des biais indirects et en de rares raccourcis de style doctrinal. Tel qu'il se présente le livre est, comme on va le voir, un bon témoignage sur l'état actuel de notre philosophie politique.

Quelle que soit l'ampleur de leur dissentiment, Sartre et Merleau-Ponty sont d'accord pour convenir de la stérilité philosophique du marxisme orthodoxe, et plus particulièrement pour rejeter le mythe d'une dialectique qui prétend proposer d'emblée une doctrine totale et exhaustive de l'être. Si Sartre se contraint maintenant de rester quasi muet sur ce sujet et si Merleau-Ponty se contente de quelques allusions dont la force compense la rareté, il est clair que, pour l'un comme pour l'autre, la dialectique telle qu'elle est exposée dans les catéchismes du marxisme orthodoxe ne peut relever que d'un grossier archaïsme préphilosophique. Et en effet décrire un univers en mobilité incessante dans lequel les contraires luttent pour se métamorphoser dans le brasier de leur défaite commune et produire de nouveaux et plus riches antagonismes jusqu'à un dénouement nécessairement glorieux, c'est revenir à une poésie cosmogonique qui est proprement l'enfance de l'esprit.

1. *Les Aventures de la Dialectique*, par Maurice Merleau-Ponty, N.F.R., Gallimard, 313 pp.

Envelopper l'homme et l'univers dans les lois d'une même destinée, rien n'est plus contraire à cette sorte d'anthropocentrisme renouvelé qui est le thème fondamental de l'existentialisme aussi bien chez Sartre que chez Merleau-Ponty.

En son sens orthodoxe, la dialectique veut dire qu'une même vérité dogmatiquement assurée embrasse le sujet et l'objet, le monde et l'homme, la nature et l'histoire. Il ne faudrait pas presser beaucoup Sartre et Merleau-Ponty pour leur faire avouer que la dialectique en sa mésaventure marxiste se confond avec l'une de ces religions sans cesse renaissantes qui cachent à l'homme avec sa solitude et sa liberté la radicale contingence et l'insécurité absolue de ses entreprises, pour le mieux persuader que ses problèmes sont d'avance résolus dans l'en-soi du monde et que le succès de sa plus généreuse action est déjà inscrit dans la substance cachée mais un jour dévoilée des choses. La vérité avant l'homme, attendant l'homme, et la victoire de la révolution antérieure en quelque sorte à l'initiative révolutionnaire, cette naïveté réaliste, comme on dit dans la philosophie universitaire, dont l'existentialisme subit plus qu'il ne croit l'héritage, tel est le scandale insupportable à ces idéalistes demeurés que sont Sartre et Merleau-Ponty, car remplacer le sujet transcendantal ou la raison impersonnelle de l'idéalisme par l'homme charnellement existant dont on fait pareillement le centre du monde, ce n'est pas dépasser et encore moins contredire l'idéalisme, c'est le transposer, l'alourdir d'opacité et d'irrationnel, aller seulement d'un idéalisme classique à un idéalisme baroque.

On voit alors quelle est pour l'existentialisme la faute grossière de la dialectique marxiste : si, selon la même

oi universellement enveloppante, ici l'eau se métamor-
phose en vapeur d'eau, tandis que là les contradictions
du capitalisme éclatent en société communiste, la dialec-
tique signifie, traduite dans le langage optimiste des
manifestations et des meetings : « la nature avec nous »,
« l'histoire avec nous »; la dialectique est une sécurité
qui s'appellerait aussi bien fatalité ou providence, deux
choses que l'existentialisme de Sartre ou de Merleau-
Ponty abhorre également. La dialectique pouvait avoir
a grandeur lorsque dans Hegel elle développait l'aven-
ure d'un Dieu qui meurt dans les négativités de la
onscience humaine pour devenir enfin lui-même dans
'intégrité d'un savoir absolu dont il sera à la fois le
ujet et l'objet. Marx et Engels ont durci et dégradé
ette dialectique dans les étroitesses d'un positivisme
cientiste. Quel sens pourrait alors avoir cette théologie
u'on a amputée de Dieu? Quand une philosophie
omme l'existentialisme de l'école des *Temps modernes*
pris la peine de rejeter l'absolu divin, elle n'aura pas
inconséquence de professer une théologie sans Dieu.

Le mouvement critique qui vient d'être décrit appar-
ent ausi bien à Sartre qu'à Merleau-Ponty. Les diver-
ences commencent à apparaître lorsque se pose le
roblème de la valeur non pas de la dialectique marxiste
ais de la politique communiste. Sartre tient aujour-
'hui que la ruine de l'idée dialectique n'ôte rien au
ommunisme comme entreprise politique, paradoxe que
Merleau-Ponty contestera. La politique communiste a
esoin dans chacune de ses démarches d'un absolu de
stification; celui-là même que lui apportait la dialec-
que, la théorie et la pratique s'unissant dans une
ême « praxis », le sens de l'histoire se découvrant à
action qui fait l'histoire. Si la dialectique est convain-

cue d'être mythique, la politique communiste devient alors aussi arbitraire et vulnérable qu'une morale religieuse privée de l'autorité de ses dogmes. Sartre admet le principe et refuse la conclusion, parce qu'il s'estime capable de remplacer ce qu'il a détruit et de trouver dans sa propre philosophie de quoi donner à l'entreprise communiste la justification absolue qu'elle exige pour être valable. Il suffira d'un renversement qui n'est pas sans analogie avec la célèbre révolution copernicienne de la *Critique de la Raison pure* : dans le dogmatisme dialectique, l'absolu de vérité précédait l'action révolutionnaire lui donnant certitude et rectitude; dans ce qu'on pourrait appeler l'idéalisme sartrien, l'absolu de l'action révolutionnaire crée la vérité et le sens de l'histoire. Le parti communiste ne pense pas une vérité qui serait déjà là, mais ce que le parti pense est la vérité. Le parti communiste est alors semblable au Dieu de Descartes qui ne serait pas Dieu mais un fantôme soumis au Styx et aux destinées s'il y avait des vérités éternelles indépendantes de lui et sur lesquelles il devrait se régler, mais qui est le vrai Dieu parce qu'il établit ces vérités dans l'absolu par l'absolu de sa liberté.

On s'étonnera ici que Sartre fasse bon marché de l'esprit critique et qu'il engloutisse tout souci de vérité objective dans un pari tout de fidéisme et de pragmatisme en faveur d'un parti dont les violences et le fanatisme deviennent d'autant plus scandaleuses que le même Sartre leur a retranché la philosophie de l'histoire qui à la limite les justifierait. Mais Sartre, comme l'explique fort bien Merleau-Ponty, raisonne ici en moraliste, qui conclut du bien au vrai, seule méthode possible pour une méthode métaphysique agnostique qui maintient l'absolu d'un devoir. Un Kantien

lirait à peu près : « ce que veut une volonté authentiquement généreuse et universelle ne peut pas manquer l'être vrai, car c'est elle qui donne un sens à un univers nuet, inerte, moralement neutre. » Et de même Sarre, car pour lui le parti communiste hausse le prolétariat à la dignité de l'existence politique; rendant historique de ce fait la classe la plus démunie, contestant vec efficacité un ordre de préjugés et de privilèges, u'il rend injuste par son projet révolutionnaire même, e parti communiste invente dans une action pure et un venir au prolétariat et un sens valable à l'histoire. Dès ors il ne saurait se tromper ni tromper le prolétariat, uisque en dehors du parti le prolétariat n'est rien et u'il ne prend consistance que dans et par le parti; elui-ci devient ainsi une sorte d'Église dont les décrets ont des dogmes et qui fait le salut de ses fidèles, en lehors d'elle sans espérance humaine.

Ainsi sans recours à la dialectique, Sartre justifie tout lans le communisme et l'infaillibilité du parti, et le rime de toute dissidence interne, car il est impossible l'avoir raison contre un parti dont l'action est créatrice le raison, et le pouvoir « charismatique » des chefs uisque le prolétariat n'existe qu'en leur obéissant. Le otalitarisme du communisme n'est donc pas pour Sarre une nécessité de circonstance, excusable empiriquement et qui pourrait aller se défaisant, il est au conraire la structure même du parti de l'énergie et de la olonté, qui n'ayant d'autre garantie à son action que on action ne peut la penser et la vivre que comme un bsolu. Qu'on n'oppose pas à Sartre qu'un tel système le justification vaudrait aussi bien pour un fascisme; l répondrait que l'entreprise de faire reconnaître 'homme dans les offensés et les humiliés est la plus

universelle qui soit et que le fascisme n'exalte les maîtres qu'en les persuadant que leur destin est de régner sur des esclaves. Puisque ni la justice, ni la vérité, ni la raison ne sont (et c'est le refus fondamental de l'existentialisme sartrien) inscrites ni dans le ciel ni sur la terre, qu'il faut les inventer comme tout projet humain par une libre décision, autant décréter vraie et raisonnable la justice à rendre aux pauvres et aux malheureux. Il n'y a pas de lois éternelles plus antiques que le temps, et la vieille croyance d'Antigone est morte, mais par bonheur le parti communiste est un Créon qui fait la politique d'Antigone. Aussi ne peut-on lui refuser sympathie et concours sans se faire l'ennemi du genre humain.

Merleau-Ponty peut donc écrire d'un mot heureux que la philosophie de Sartre est un « ultra-bolchévisme ». Non pas, on le voit assez, qu'il y ait chez Sartre l'ardeur passionnelle du néophyte qui découvrirait une vérité longtemps méconnue; Sartre n'est pas un ultra à la manière des nouveaux convertis car il n'adore nullement la dialectique qu'il brûlait hier, mais c'est justement parce qu'il accepte tout de l'Église hormis la foi, qu'il joue le personnage de l'ultra, ne pouvant jamais en appeler du parti réel au parti tel qu'il pourrait ou devrait être par plus de fidélités à sa vérité puisque c'est la vérité qui dépend du parti et non le parti de la vérité; l'ultra, plus royaliste que le roi, cette vieille définition est à réviser car autrement ultra est celui qui s'applique à être exactement aussi royaliste que le roi; pour lui l'action du roi, le fait du prince dessinent chaque jour la figure de la vérité. Le plus délibéré des intégrismes dans une Église est celui des athées qui ne veulent voir en elle que la plus valable des entreprises

umaines. Sartre est un ultra du bolchévisme à la manière dont Maurras a été pendant un demi-siècle un ltra du catholicisme et pour des raisons analogues, 'un et l'autre agnostiques remplaçant la foi absente ar une apologétique forcenée des gestes visibles du Parti ou de l'Église, tous deux fabriquant une transosition durcie du « hors de l'Église point de salut » et ondammés au désespoir ou à l'incohérence le jour où s seraient désavoués par le Parti ou l'Église. Tragédie e l'ultra du dehors rejeté par le roi et qui ne peut en ppeler de l'ingratitude du prince réel et présent à un rince futur ou idéal.

Merleau-Ponty estime que la description faite par artre de l'action du parti communiste est sans défaut t que le portrait répond à l'original. Mais il en tire la onséquence qu'on ne peut pas être communiste. Car propos de Merleau-Ponty est de philosopher contre absolu, et le rationalisme de la dialectique marxiste omme l'irrationalisme de la liberté sartrienne justifient leinement le parti communiste de se croire le dieu qui nène désormais la machine de l'histoire. Les deux hilosophies ont beau se contredire, elles sont l'une omme l'autre une provocation à l'intolérance et au natisme, et plus encore celle de Sartre qui estime que sens de l'histoire est légitimement inventé par le arti, et qui ne reconnaît à personne au dedans et au ehors le droit de juger le Parti. Quelle que soit la esure du ton, la pointe de la polémique se trouve sinulièrement acérée et contre Sartre et contre le Parti. artre croit s'engager, mais ne serait-il pas, dans ses ecents articles, le reflet contemplatif, passif de la polique du Parti ? et cette image par sa fidélité est singu-

lièrement accusatrice. Par probité d'écrivain, Sartre vend la mèche, il décrit le Parti tel qu'il est, à la fois totalitaire et sans raison de l'être autre que sa décision d'être tel. Conception monstreuse, que le Parti jugerait provocatrice si la conjoncture n'était au racolage de toutes les bonnes volontés progressistes. « Damnabilis, non damnandus » comme disait Pie X de Maurras, d'un mot de grande finesse latine et romaine.

Considérée d'un peu loin, la philosophie de Merleau-Ponty pourrait paraître mal discernable de celle de Sartre. Dans *Les Aventures de la Dialectique,* Merleau-Ponty se montre d'autant plus soucieux de prendre ses distances et il explique son désaccord politique, non seulement par des divergences sur l'interprétation de tel ou tel événement comme les commencements de la guerre de Corée dans laquelles les responsabilités soviétiques lui paraissent peu niables, mais aussi par l'originalité de sa propre pensée philosophique.

Sartre a quelque chose de dualiste, de cartésien, il met à part une liberté pure créatrice de sens et un monde de choses et de faits opaques, neutres, d'un côté tout le sens, de l'autre tout le non-sens; philosophe de la liberté, Sartre est pareillement un philosophe du discontinu, car sa liberté qui est absolu est aussi bien néant et tout ce qu'elle a réalisé lui échappe et tombe du côté de l'être établi, de la chose, donc du non-sens; la liberté est donc condamnée à se réinventer perpétuellement elle-même par une suite de surgissements discontinus qui sont autant d'insurrections contre ce qui est. Liberté que Sartre veut reconnaître dans l'action toujours recommencée du parti communiste. Univers où tout est toujours à refaire, mais où il y a de l'absolu, de l'incontestable, de la clarté.

Tout autre est le monde de Merleau-Ponty, philosophe de l'ambiguïté, de la confusion indépassable, de la continuité. L'histoire d'un homme comme l'histoire des hommes n'est jamais pour lui parfaitement claire et on ne réussira jamais à l'établir dans la pure lumière soit par une dialectique qui lui serait immanente soit par un éclat de la volonté, car on ne décrète pas l'évidence. Il n'y a pas pour lui des hommes d'un côté et des choses de l'autre, séparables parce qu'ils seraient séparés, mais un « inter-monde » où ils sont tout mêlés les uns aux autres. Aussi la responsabilité des hommes n'est-elle ni totale, comme l'avance Sartre, ni nulle comme le conclurait si elle était logique une philosophie dialectique de l'histoire. Dans ce mélange impossible à purifier complètement, il ne se rencontre ni malin génie, ni dieu bienveillant, et l'histoire n'est ni un ordre qui se fait de lui-même, ni un chaos indébrouillable, mais un chantier toujours provisoire où rien n'est achevé, ni peut-être achevable. Il n'y a pas de vérité définitive, mais du vraisemblable et du probable. Par rapport au marxisme orthodoxe et à l'ultra-bolchévisme de Sartre, la pensée de Merleau-Ponty se présente comme un retour au bon sens et, contre la politique de l'absolu, elle défend la politique du compromis.

Une dialectique nouvelle peut alors être proposée : car tout est contrariété dans la politique humaine, et il ne faut pas oublier l'antithèse quand on avance la thèse, mais ne pas croire à un dénouement du conflit par une synthèse qui serait à la fois solution et suppression du problème et qui se trouvait virtuellement contenue dans les antagonismes sociaux et politiques. On retomberait dans l'illusion d'une dialectique dogmatique. La vraie dialectique critique d'elle-même n'est pas dans les cho-

ses et dans l'histoire, elle est toujours le fait de l'homme qui ne cesse de construire de l'unité avec des contraires et de contester l'unité ainsi réalisée.

De semblables généralités qui sont une bonne protection contre le mythe de l'absolu en politique manifestent une suffisante rupture avec le communisme. Merleau-Ponty avait pensé d'abord pouvoir s'associer à ce qu'il y a d'exigence critique et négatrice d'une société injuste dans l'action communiste : mais accepter que le prolétariat soit la classe universelle qui libère un jour l'humanité de la division en classes, c'était revenir à la dialectique comme mythe. Une négation absolue n'a de sens que si elle prépare une affirmation absolue. Et, malgré quelques réserves, Merleau-Ponty n'est pas loin de revenir à ce qu'Alain appelait dans l'entre-deux-guerres une politique de l'entendement qu'il opposait aux prétentions démesurées d'une politique de la raison et qui servait de base aux *Éléments d'une doctrine radicale*. Une fois de plus la critique fort valable d'une ambition révolutionnaire convaincue d'être mythique, contribue à ce qu'il faut bien appeler, d'un mot qui n'a rien de péjoratif, la renaissance partout visible de l'esprit radical-socialiste.

Le bilan positif du livre de Merleau-Ponty apparaît donc de lui-même : critique valable du marxisme qui mettant l'absolu dans la politique et dans l'histoire entreprend sur la liberté concrète de l'homme; discussion serrée et décisive de quelques thèmes sartriens et particulièrement de cette philosophie peut-être héroïque mais désespérée d'une liberté vouée à la négation et incapable de s'insérer dans le réel; défense et illustration enfin d'un relativisme qu'il faudrait enfin considérer

comme l'abécédaire d'une pensée politique à hauteur d'homme.

Les différences d'humeur et d'options politiques immédiates ont beau être éclatantes de Maurice Merleau-Ponty à Raymond Aron; ils sont cependant d'accord sur la nécessité d'un relativisme et il faut bien convenir que l'absolu révolutionnaire est « l'opium des intellectuels ».

La seule question pendante est de savoir si la mort de l'absolu politique ne risque pas d'entraîner le déclin de la passion et de l'imagination politiques sans lesquelles il est difficile que les hommes et les peuples participent à la vie publique. Entre un « progressisme » dont la justification s'avère mythique et un « radical-socialisme » qui ne dépasse pas l'horizon des tâches d'entendement et de la prudence technique, y a-t-il place pour une troisième voie ? Pour reprendre le langage d'Aron et de Merleau-Ponty, une politique d'entendement doit se dépasser dans une plus vaste politique de la raison, et les tactiques les mieux déterminées ne peuvent être que des moments d'une plus ample stratégie. Des mythes historiques, concrets, vraisemblables permettraient seuls de vaincre à la fois l'apocalypse révolutionnaire et le terre-à-terre de l'opportunisme « radical ». L'Europe pourrait être l'un de ces mythes vrais. L'idéal d'une civilisation travailliste en serait un autre. Mais on sait assez qu'ils sont combattus à mort par le romantisme progressiste et qu'ils sont méprisés par les prudents du « radicalisme ». L'issue pourtant existe, il suffirait pour la vouloir de surmonter le respect humain, cette triste faiblesse des « intellectuels ».

ETIENNE BORNE.

PRESSE ET LIBERTÉ

I. — Conditions d'une liberté conditionnelle

Feu *la presse libre?* Ce ne serait pas la première fois qu'on sonnât le glas pour cette moribonde qui s'obstine à ne pas rendre l'esprit. N'est-ce pas la condition même de la liberté des hommes que d'exister dangereusement? Ni les âges d'or les plus libéraux ni nulle sécurité sociale en perspective ne semblent prêter un espoir de réalité au rêve d'une presse irréductible à la copie conforme, et qui serait dispensée de jouer sa vie. Aussi bien le livre peu volumineux et à la portée de tous mais plein de faits et de problèmes exigeants, que Bernard Féron vient de consacrer à la situation et à l'avenir de la presse française[1], n'a-t-il rien d'un monument funéraire : c'est un bilan et une mise en question, toute tournée vers l'avenir — comme une mise en demeure.

« Le mal premier vient de la *caisse*[2]. » Si B. Féron s'en tenait à cette affirmation et à la ritournelle qu'elle comporte, il ne mentirait pas, mais il dirait peu de vérité, et il n'y aurait qu'à ranger son livre au rayon des amis inutiles. Si dans les régimes plus ou moins « capitalistes », où le marché tient une place plus ou moins considérable, les pressions accusées par la

1. Bernard Féron, *Feu la presse libre?* Éditions Témoignage Chrétien, Paris, 1954, 126 pp.; 300 fr.
2. *Op. cit.*, p. 57.

« caisse » sont sans conteste singulièrement importantes, il faut cependant être doué de la naïveté ou de l'habileté des terribles simplificateurs pour s'obstiner à réduire toutes les dominations observables aux rapports de puissance dénoncés par les comptabilités. Il n'est sans doute pas dépourvu de signification que la formule sommaire a été lancée au soir de *Ce Soir* par une équipe représentative d'un régime où l'absence des servitudes de la « caisse » ne semble guère avoir suffi à préserver la presse de tout risque d'assujettissement. B. Féron, qui, pour être engagé activement dans la haute lutte de la presse courageuse, connaît d'expérience les pesanteurs menaçantes, a le mérite de fournir — sans négliger en rien le très pondéreux élément « caisse » — les éléments complémentaires d'une analyse plus complexe, et par conséquent plus réaliste.

La presse dépend de ceux qui lui vendent de la marchandise, et de ceux qui achètent sa marchandise. Elle dépend aussi de ceux qui, dans la zone d'indétermination bornée par ces dépendances, « font » les journaux, les hebdomadaires, les revues.

Commerce et influences.

Trois postes surchargent, en France plus lourdement qu'ailleurs, le budget des fournitures de biens et de services. Il suffira de rappeler avec B. Féron que « quand le papier coûtait en France 83.750 francs la tonne, il valait 71.000 francs en Belgique et en Italie, 54.000 francs en Angleterre et 44.500 francs aux États-Unis [3] »; que, « aux États-Unis, il faut 60 heures pour composer un journal de huit pages, en Angleterre 94 heures, en Hollande 70 heures, en Belgique 104 heures, en Italie 132 heures et en France 168 heures [4] »;

3. *Op. cit.*, p. 58.
4. *Op. cit.*, p. 59.

que, en France, « le secteur distribution absorbe 43 % du prix de vente, sans courir d'ailleurs aucun risque, puisque les invendus sont retournés à l'éditeur et à ses frais[5]... » Il suffit de rappeler ces indices accablants, pour faire pressentir que le sobre témoignage porté par l'O.E.C.E. contre les « défauts structurels » de l'économie française, « trop protégée et, par suite, trop statique et rigide », ne dénonce pas seulement des entraves à la prospérité. Ces défauts structurels, « difficiles à réduire parce que la protection des situations acquises, assurée aux dépens de l'efficacité, est entrée dans les mœurs[6] » (des « petits » comme des « gros »), menacent — bien au delà des libertés douteuses du libéralisme — les conditions mêmes de la liberté.

Le consommateur est, comme on sait, le roi du marché : roi fort constitutionnel, conditionné par des structures et des conjonctures; mais, de surcroît, roi passablement fainéant. Qu'il s'agisse de gagner ou de diffuser, la publication offerte a besoin qu'on la demande. Le fâcheux de l'affaire est que le demandeur moyen semble affligé d'un piteux excès de modestie. « Qu'un chien morde un homme, ce n'est pas une nouvelle, mais qu'un homme morde un chien ça c'est une nouvelle. » La boutade, attribuée à John B. Bogart, résume assez fidèlement des symptômes tenaces. Il est normal que le lecteur réclame du neuf, il est de moins bon aloi qu'il se plaise tant aux étonnements médiocres. Le sang et le sexe à la une « rendent ». Le reportage d'un procès Dominici chasse l'intérêt pour des événements mondiaux où il va de la vie même de la nation — et ce que l'on demande et redemande n'est pas la mise en question d'un judiciaire qui arrange la justice et menace les libertés, mais les péripéties d'un roman

5. *Op. cit.*, p. 62.

6. *Situation et problèmes de l'économie française.* Étude publiée par l'Organisation Européenne de Coopération Économique (O.E.C.E.) en décembre 1954, pp. 7 et 17.

policier. « Faut-il donc sacrifier l'essentiel pour satisfaire les goûts d'évasion du public[7] ? » La clientèle veut-elle au fond vraiment des nouvelles, n'a-t-elle pas plutôt envie de bonnes vieilles informations éprouvées, du genre dont l'éternel retour des Tours de France est la perle et le parangon ? L'*Histoire Auguste* relate que l'on transporta le cadavre de l'empereur Numérien dans sa litière jusqu'au moment où l'odeur trahit la supercherie; il ne semble guère que depuis lors la sensibilité olfactive de l'humanité se soit notablement affinée. « Il faut, bien sûr, que les journalistes aient le goût et la possibilité matérielle d'exercer honnêtement leur métier. Mais il faut aussi que les lecteurs apprennent leur métier[8]. » Dans une mesure non négligeable les lecteurs auront la presse qu'ils méritent. C'est largement parce qu'ils n'ont plus « le nombre de lecteurs nécessaires pour se permettre d'en perdre en risquant une campagne d'opinion », que « les conditions économiques qui sont faites aux journaux n'autorisent plus une presse quotidienne d'opinion[9] ». S'il est vrai que, « restés seuls sur le marché, les gros tirages seraient à une presse de démocratie ce que le plébiscite est à l'élection[10] », il n'est pas moins vrai que, dans un régime où le marché — si imparfait qu'il soit — n'a pas encore perdu toute signification, les *plébiscites* ou les *élections* par lesquelles les lecteurs feront choix de leur presse seront pour quelque chose dans le déclin ou l'essor de la démocratie.

L'immixtion des opérations d'achat et de vente dans la vie de la presse va toutefois plus loin. Elles ne se bornent pas au débit du papier imprimé, mais comportent aussi la cession d'influences que le papier imprimé est susceptible d'exercer. Ce transfert onéreux n'est pas

7. *Feu la presse libre ?* p. 20.
8. *Op. cit.*, p. 8.
9. *Op. cit.*, p. 52.
10. *Op. cit.*, pp. 116-117.

toujours un trafic : il n'implique pas forcément l'outrage simoniaque à la sainte vérité. Mais qui oserait nier qu'il puisse y avoir comme une traite de lecteurs ? On peut acheter du battage ou du silence (sans parler des bonnes grâces des commettants de bulletins corporatifs). Cette transaction peut se faire ouvertement et le plus honnêtement du monde par un contrat publicitaire en vue d'une annonce qui s'avoue comme telle. Cependant, non seulement il est dans les règles du jeu mercantile que la liberté de faire de la réclame ne s'accorde qu'aux prétendants dont le pouvoir d'achat suffit à payer les libertés qui se vendent, mais il arrive de surcroît qu'à ces contraintes « régulières » s'ajoutent des pressions moins « régulières ». Lorsqu'il s'agit d'informer sur l'alcool, « quel organisme, quel groupement disposerait de fonds suffisants pour influer sur l'opinion par la voie d'articles de presse, d'affiches de réclame comme peuvent le faire les magnats de l'alcool, les grands propriétaires viticoles ou les sociétés productrices de spiritueux[11] ? » « En pleine épidémie de grippe, rapportent les docteurs Bruel et Lecoq, un chroniqueur scientifique avait écrit un article dans lequel il disait qu'il ne fallait pas se fier aux affirmations des marchands de rhum, prétendant qu'il suffisait de boire du rhum matin et soir pour être à l'abri du mal. Le surlendemain le chroniqueur est convoqué par son directeur, dans le cabinet duquel se trouvait déjà une délégation du Syndicat des Spiritueux. Ces Messieurs exigeaient une rétractation formelle, en brandissant leur traité de publicité. Celui-ci contenait en effet une clause par laquelle le traité devenait nul de plein droit le jour où le journal prendrait part sous une forme quelconque à une campagne antialcoolique. Et le journal dut s'exé-

11. Georges Malignac et Robert Colin, *L'alcoolisme*, Collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, Paris, 1954, p. 84.

cuter. La rétractation parut quelques jours plus tard, signée par un autre collaborateur, sous forme d'une interview du président du Syndicat des producteurs de rhum, qui se posait simplement en bienfaiteur de l'humanité[12]. » Et qui donc est assez robuste pour dire leur fait à tels corps de serviteurs de l'ordre public, généreusement doués des moyens légaux — pour ne parler que des moyens légaux.

Encore ne faudrait-il pas que la lucidité réaliste à l'égard des servitudes économiques dégénère en ce « réalisme » morose qui incline à se vautrer dans un monde plus sordide que nature. La condition économique n'est pas faite exclusivement d'échange avare et de contrainte avide. Et le peu que nous sachions de notre nature suffit pour le moins à certifier qu'une vie sans dépense gratuite est humainement manquée. Qu'il souscrive un abonnement de soutien, qu'il acquitte des frais de publicité avec générosité ou qu'il réduise par des subventions les coûts de la production, il arrive que Mécène fasse largesse en faveur de la liberté. Mais il arrive aussi que le libéral donateur se sente quelque vocation de protecteur et qu'il penche à tenir sous tutelle la liberté dont il se fait la providence. S'il ne faut certes pas exagérer les chances d'une justice automatique grâce à la compensation de libéralités prodiguées par des bienfaiteurs nombreux, il ne semble cependant guère que la prise en charge du mécénat par les pouvoirs publics constitue de soi une garantie tant soit peu suffisante pour la sauvegarde d'une presse libre.

Oligopoles et oligarchies.

Liberté à l'usage de qui ? En 1911, Jean Jaurès s'inquiète d'une concentration croissante : « Il s'est produit, il y a deux ou trois ans, un fait dont l'importance

12. *Op. cit.*, pp. 82-83.

n'a pas été soulignée, et qui a, qui doit avoir, qui aura dans toute notre politique un retentissement funeste. Les bulletins financiers étaient autrefois dispersés..., ils étaient à peu près autonomes dans chaque journal... Peut-être aucun ne disait-il la vérité; mais comme ils la faussaient tous d'une manière différente, cela faisait une sorte de vérité. Maintenant il s'est organisé un trust des bulletins financiers; c'est une organisation unique, centrale, qui, à la même heure, sur toutes les affaires qui se produisent, donne exactement la même note; et vous voyez d'ici l'influence formidable qu'exerce nécessairement sur l'opinion une presse qui, par tous les organes de tous les partis, donne à la même heure le même son de cloche, discrédite ou exalte les mêmes entreprises et pousse toute l'opinion, comme un troupeau, dans le même chemin[13]. » En 1954, Pierre Lazareff constate qu' « en exceptant les journaux spécialisés de sports, de finances, de courses hippiques ou les quotidiens de langues étrangères, il y a treize quotidiens à Paris aujourd'hui contre vingt-six à vingt-huit avant la guerre et trente-deux en 1946[14] ». Il ne semble pas que la montée de la presse de province ni la reconstitution d'un éventail d'hebdomadaires combatifs puissent être considérées, dans l'état actuel des choses, comme une compensation des journaux d'opinion — à opinions divergentes — disparus. D'autant plus que l'énumération des périodiques et des tirages[15] ne livre pas encore le

13. Discours à la Chambre des Députés, le 6 avril 1911, cité par Georges Weill, *Le Journal*, Collection « L'évolution de l'humanité », Albin Michel, Paris, 1934, p. 403.

14. Pierre Lazareff, *Le visage de la presse* (*L'Express*, 11 décembre 1954, p. 8).

15. Pour ce qui concerne les treize quotidiens parisiens, P. Lazareff fournit les précisions suivantes : « Quatre d'entre eux contre cinq avant guerre dépassent un tirage de 300.000 exemplaires. Ces quatre-là sont : *France-Soir* (quotidien que j'ai l'honneur de diriger et qui tire 1.100.000 exemplaires), *Le Parisien Libéré* (737.000 exemplaires), *Le Figaro* (505.000 exemplaires), et *L'Au-*

secret des connexions structurelles — notamment, mais pas exclusivement, financières — aux enchevêtrements certains, bien que (au moins de l'extérieur) souvent pratiquement insondables[16]. Et ce secret même, cette « impolitesse qui consiste à parler et à agir sans se présenter véritablement » et, par la suite, « l'impossibilité où se trouve le lecteur de critiquer ce qu'il lit[17] » en connaissance de cause, fonde de redoutables libertés au profit de ceux qui manœuvrent derrière le rideau de fumée.

Pratique de la liberté.

Il ne serait cependant pas sans danger d'identifier le mystère d'iniquité qui travaille le monde, avec les déterminations de l' « argent ». Le stratagème le plus astucieux du Malin, ne serait-il pas de susciter des définitions doctrinales des processus malfaisants? Victor Hugo livre au pilori les économistes distingués qui mettent « aux fictions profitables un masque de nécessité[18] ». Il y a pis : en définitive, ce « masque de néces-

rore (460.000 exemplaires). Six contre sept avant guerre ont un tirage entre 100.000 et 300.000 exemplaires. Ce sont, dans l'ordre : *Le Monde, Paris-Presse, La Croix, L'Humanité, Libération* et *Franc-Tireur*. Deux seulement tirent moins de 100.000 exemplaires : *Combat* et *Le Populaire* » (*ibid.*). — Selon A. Vanoli (*Économie et Politique*, 1954, n° 5-6, p. 48), « dans la presse quotidienne de province, huit journaux sur cent vingt font plus du tiers du tirage total ».

16. Les renseignements fournis par *Économie et Politique* (*art. cit.*, pp. 47-50) doivent sans doute être reçus sous bénéfice d'inventaire. Mais en ajoutant à ces données les subordinations *sui generis* de la presse communiste, on rend la question plus complète, on ne la résout pas encore.

17. Etienne Borne, *Apologie pour la démocratie et pour la parole* (*La Vie Intellectuelle*, février 1955, p. 91).

18. Cité par Henri Guillemin, *Victor Hugo par lui-même*, Collection « Écrivains de toujours », Éditions du Seuil, Paris, 1951, p. 84.

sité » n'est profitable à personne. Il est loin d'être sûr qu'il soit, au moins à la longue, dans l'intérêt d'un journal — fût-il fabriqué exclusivement en vue d'un gain monétaire — que de prendre ses lecteurs pour des pauvres d'esprit. Et il y a des soumissions qui procèdent plus de la servilité que de la contrainte. Mais aujourd'hui comme de tout temps, ici comme partout, le paresseux plaide : il y a un lion sur la route, un lion au milieu des places [19].

En fait, « la fameuse distinction entre les dépenses compressibles et les dépenses incompressibles a entraîné une répartition telle dans le budget des journaux que la décadence à peu près complète de la presse est au bout de la course. Trois postes occupent une place considérable dans le budget : prix du papier — impression — frais de distribution, cependant qu'un quatrième poste tout aussi essentiel, puisqu'il s'agit de la rédaction, occupe une place dérisoire, et de plus en plus dérisoire [20] ». Si cette analyse d'une décadence est exacte, elle ne dénonce cependant point seulement des déterminismes capitalistes — dont la constatation et la mise en accusation risquent de procurer aux victimes une conscience dangereusement bonne et immobile — mais, aussi et autant, des choix mauvais dans le cadre même du régime. L'histoire du journalisme connaît des exemples éclatants de victoires *profitables* sur cette « fatalité ». En cinquante ans, Adolph Ochs et ses compagnons ont su faire d'une feuille en déconfiture une affaire fort prospère et peut-être le journal le plus important du monde. Or ce n'est pas en grattant et en regrattant, ni en trompant sur la marchandise, que cette réussite a été obtenue. Le *New York Times* ne se contente pas de dépouiller les dépêches de dix-neuf agences; « il entretient lui-même dix bureaux dans les villes les

19. Proverbes, 26, 13.
20. B. Féron, *op. cit.*, pp. 57-58.

plus importantes des U.S.A. (Washington, Chicago, la Nouvelle-Orléans, Saint-Louis, etc.) et quatre cents collaborateurs occasionnels, ainsi que cent soixante reporters dans la seule ville de New-York; à quoi s'ajoutent cinquante correspondants et cinquante autres collaborateurs occasionnels dans tous les pays importants du monde »; sa station de radio occupe une centaine de personnes; la rédaction environ neuf cents... C'est par l'étendue et la sûreté de l'information, c'est-à-dire par le respect et le service du lecteur, qu'il s'est acquis sa place au soleil, et que, « bien que que le *New York Times* ne soit ni le journal au tirage le plus élevé ni le plus sensationnel, les annonces qu'on lui confie sont cependant de loin plus nombreuses et plus efficaces » que celles que publient ses concurrents [21]. S'il est sans doute exagéré de prétendre que le charlatanisme journalistique ne « paie » pas, il reste patent que l'information honnête, consciencieuse et compétente, est, elle aussi, susceptible de « payer ». Car s'il arrive que les lecteurs manquent encore plus de talent que ceux qui écrivent, le « lecteur moyen » lui-même — dont l'image discutable surgit de statistiques discutables comme toutes les statistiques — semble quand même sensiblement moins niais que le fruste personnage auquel certains quotidiens paraissent se destiner [22]...

21. Jakob David, *Das Bild einer amerikanischen Zeitung* (*Stimmen der Zeit*, juin 1954).

22. « Quels sont les événements qui ont augmenté la vente des journaux depuis la Libération ? Ce sont, dans l'ordre : le couronnement d'Élisabeth, le déclenchement de la guerre de Corée, la mort de Staline, l'éclatement de la bombe atomique à Bikini, le résultats des élections législatives de 1951, la chute de Béria, la fin de la guerre de Corée, la mort du général Leclerc, la fin de la guerre d'Indochine, la mort de George VI, le suicide de Masaryk, les plus récentes élections américaines, la mort de Marcel Cerdan, le blocus de Berlin, les inondations en France, Hollande et Belgique de 1953, la catastrophe d'Orléansville et le verdict du procès Dominici. Vous remarquerez que, dans cette liste, figurent pres-

Il n'est certes pas aisé d'être dans nos conditions réelles, sinon « indépendant » — il n'en peut, à proprement parler, même pas être question, — au moins aussi libre que possible. L'exercice de cette liberté *praticable* requiert non seulement quelque intelligence et beaucoup de sueur, mais encore un minimum de courage. « Ce qui distingue aussi, en nature et en qualité, est de savoir si on travaille dans l'ordre de la sécurité ou si l'on travaille dans l'ordre de l'entreprise », dirait Péguy, qui se connaissait dans la pratique de cette aventure, sachant d'expérience les risques du dehors et les périls du dedans [23]. A quoi bon, d'ailleurs, être « indépendant », si ce n'est que pour s'abandonner, en roue libre, à la pente commode des chemins battus. « Un journalisme indépendant ne sert de rien si les directeurs de journaux ne sont pas prêts à se servir de leur immunité contre le courroux populaire pour dire des vérités qui feraient perdre des millions de voix si elles étaient dites par des politiciens ou qui déclencheraient une grève si elles étaient formulées par les chefs d'une corporation nationalisée [24]. » C'est sans doute

que tous les plus grands événements internationaux auxquels l'opinion publique s'est, nettement, sensibilisée » (P. Lazareff, *art. cit.*).

23. « Dans cette entreprise des Cahiers, dans la misère perpétuelle de cette entreprise, ici même nous avons été, partiellement, vaincus. Il s'en faut, et de beaucoup, je le sais, qu'au moment d'accomplir cette dixième année de leur existence nos Cahiers soient ce que nous espérions qu'ils seraient, ce que nous voulions qu'ils fussent. Il ne s'en faut pas seulement de cette marge, de ce manque (de réalisation) affèrent à toute entreprise humaine. Il y a plus. Il y a autre chose. Il n'y a pas seulement le manque ordinaire. On sait assez que toute entreprise, humaine, manque à son idéal, à son projet, à son propos, à son plan, à sa proposition, qu'il y a là un phénomène de frottement et d'irréversibilité, une déperdition, une dégradation inévitable » (cité par Bernard Grasset, *Evangile de l'édition selon Péguy, La Table Ronde,* janvier 1955, pp. 14-15).

24. *The Economist,* 20 novembre 1954, p. 619.

la façon la plus lamentable de compromettre les revendications de liberté que de ne savoir que faire de la liberté qu'on a.

Les amis tutélaires.

Tout de même. Dans le régime de liberté conditionnelle qui constitue les modalités restrictives des libertés existantes, les conditions qui lui sont faites menacent la liberté de la presse au moins autant que l'usage déficient que la presse fait de sa liberté. Lorsque les techniques coûteuses augmentent les risques et que les risques accrus ou plus fortement ressentis exacerbent le protectionnisme endémique qui, à son tour, redouble encore les risques pour tout le monde, la liberté de l'opinion a, elle aussi, bon gré mal gré, besoin d'être protégée.

D'être protégée, non d'être « prise en charge ». La presse soviétique, elle aussi, est l'objet d'une protectrice sollicitude. Seulement, « ce n'est pas une presse d'opinion : c'est celle d'une opinion... Elle est l'exposé officiel de certains faits; elle est l'organe de diffusion de la doctrine officielle; elle est le moyen de notification officielle des desseins ou de la volonté du gouvernement, donc du Parti : c'est un simple bulletin officiel [25] ». Le pouvoir public est toujours tenté de trouver que l'opinion publique marche sur ses brisées, et dangereusement enclin à faire de sa protégée sa créature. « J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer. » Les traductions fidèles de cet alexandrin gouvernemental ne manquent pas — et non seulement en russe ou en espagnol [26]. L'Agence France-Presse n'est pas hors de toute

25. Contre-Amiral Peltier, *Attaché naval à Moscou*, Éditions France-Empire, Paris, 1954, p. 154.

26. Sur l'adaptation espagnole, en termes de censure et de consignes (« moyennant quoi on oblige les journaux à présenter

atteinte de contrôles politiques. Ce n'est pas pur hasard que ce soit un de ses anciens directeurs généraux qui s'efforce d'obtenir d'une société politique qui se dit démocratique, qu'elle prenne la démocratie au sérieux pour de bon, jusqu'à constituer un « institut du fait » indépendant des pressions gouvernementales [27].

Hélas! il n'y a pas que l'État à dispenser d'une main aussi pesante les libertés dont il a la gestion. Il arrive à d'autres détenteurs de pouvoir de ne point valoir mieux. Si le sort de la presse d'opinion a été si inégal en deçà et au delà de la Manche, ce n'est pas en dernier lieu parce que « les quotidiens étrangers (au moins anglais) jouissent à l'égard des autorités partisanes d'une autonomie qui fit défaut à leurs confrères français [28] ». Il est peut-être chimérique, il n'est sans doute pas déraisonnable, il semble en tout cas conforme au verdict des lecteurs, de préférer, avec B. Féron, une presse d'opinion qui traduise librement « le phénomène des tendances » à celle qui exprime servilement « le phénomène partisan ». Il est vrai que « ceci implique une autonomie à peu près complète, ce qui ne veut pas dire forcément une séparation radicale des journaux à l'égard des directions de parti. Il n'est pas choquant qu'un parti aide financièrement un quotidien en difficulté, ou qu'il subventionne le lancement d'une entreprise, qu'au reste il recommande à ses militants et adhérents la lecture de tel quotidien, qu'enfin il fasse bénéficier ce journal d'informations particulières. Mais là pourrrait se borner le rôle du parti : l'équipe d'un

comme leur propre opinion celle des gouvernants »), cf. le courageux éditorial *Hace falta ley de prensa,* publié par l'hebdomadaire *Ecclesia* (organe de la direction centrale de l'Action catholique espagnole), le 8 janvier 1955.

27. Paul-Louis Bret, *Information et démocratie,* Éditions Marcel Puget, Paris, 1954.

28. B. Féron, *op. cit.*, p. 11.

uotidien devrait alors mener sa barque sans prendre onstamment les ordres du port[29] ».

La discipline fait peut-être la force des armées — bien ue d'aucuns pensent que, même dans cette sphère de la ie sociale, un soupçon d'intelligence inventive ne soit as inadmissible, notamment si l'on considère l'appa-eil discipliné comme susceptible d'être bon à quelque hose, fût-ce à faire la guerre. Il ne semble guère, en out cas, qu'un journalisme réduit à manger de ce ain-là puisse être très fort ni bien bon pour le service émocratique. La préférence donnée à la tranquillité de ordre sur les vertus de l'affrontement indique qu'on 'accorde qu'une confiance mitigée aux chances de la érité et qu'on ne met que modérément son espoir dans n monde mis en liberté[30], que, partant, on n'entend oncéder à l'opinion publique qu'un rôle subordonné. insi, le vide de l'âme qui naquit un jour de l'uniformité oncerne, lorsqu'il émane de la presse, l'âme de la émocratie.

II. — Liberté, pour quoi faire?

Mais, comme « la démocratie », « la liberté de la resse » peut être un vain mot, voire une parole fumi-ène, que l'on formule pour mieux cacher ce que l'on

29. *Op. cit.*, pp. 14-15.

30. A tort ou à raison? « La vérité persécutée a triomphé par-out de l'erreur protégée et puissante : voilà l'histoire », écrivit un urnaliste connu. « Et aujourd'hui l'on vient nous dire que, si la rité est réduite à combattre l'erreur par ses seules armes, en ein air, librement, tout est perdu. Insensés! il n'y a qu'une euve que tout ne soit pas mensonge et jeu de l'esprit, c'est que uelque chose, haï depuis l'origine, esclave depuis l'origine, essé et sanglant depuis l'origine, a pourtant triomphé depuis rigine de tous les obstacles humains; et ce quelque chose battu s flots, vous croyez qu'il périra par la liberté! Beaucoup d'hom-

pense (ou que l'on pense peu), et que l'on « réalise (plus ou moins) pour mieux dissimuler ce que l'on fa (et ce que l'on se garde de faire). La liberté de la press n'est pas en soi une perfection digne d'adoration et d tout sacrifice. Elle contribuera à rendre le monde plu habitable à des hommes libres, et notamment à rendr les hommes plus libres dans leur cité — ou elle n vaudra rien. « Notre presse quotidienne s'acquitte asse bien dans son ensemble et parfois avec excès de sa pre mière fonction : la distraction du lecteur. A un pla limité, elle donne une image déformée, certes, mai encore valable de l'opinion, ce qui est sa deuxième fonc tion. En revanche, elle semble renoncer, par impuis sance ou par goût de la facilité, à son troisième rôle, qu devrait être sa justification : rôle d'éducatrice d'un opinion dont le penchant trop naturel est de décide d'après des intérêts proches et limités[31]. » Il y aurai beaucoup à dire. En ne nous arrêtant qu'à l'informatio et à la formation politiques, nous allons au plus pressé « Une souveraineté populaire opposée à une souve raineté héréditaire, c'était le problème du siècle dernier Permettre au peuple d'exercer effectivement une souve raineté que personne ne conteste en droit, tel est notr problème contemporain[32]. »

Nouvelles et information.

L'avènement (effectif) de la démocratie (réelle) sup pose l'accession du citoyen à la condition d'adult majeur. Réaliser, tant soit peu, cet avènement de cett démocratie implique donc que le citoyen soit informé d

mes ont secoué la tête en passant devant le Christ; mais, je vou le jure, je n'en ai point rencontré dans l'histoire dont le blasphèm ait égalé le vôtre. Vous ne connaissez pas le Galiléen » (H. L cordaire, *De la liberté de la presse, Avenir*, 12 juin 1831).

31. B. Féron, *op. cit.*, p. 36.

32. *Op. cit.*, p. 24.

ce qui se passe et des questions qui se posent, afin qu'il se trouve en mesure d'opter lui-même, en connaissance de cause. Cependant l'état plus ou moins satisfaisant de l'information ne se mesure ni au nombre des nouvelles ni à la surface imprimée. La reproduction d'un ramassis de dépêches d'agences ne supplée pas mieux à la tâche journalistique, qu'une pile de photos à un portrait ou une indigestion à la nourriture. L'informateur qui ne sait pas dégager du fatras des faits divers ce qui importe, et le situer dans le contexte des événements, des tendances, des questions d'aujourd'hui et pour demain, ne fait pas son travail. « Une vulgarisation bien faite suppose de la part des vulgarisateurs une connnaissance approfondie des problèmes » : des « spécialistes du superficiel » ne suffisent pas plus que des experts distingués mais inintelligibles, à cette fonction intermédiaire sans laquelle la démocratie ne peut pas fonctionner[33]. Personne ne conteste qu'il n'a jamais été plus difficile ni plus urgent de bien informer qu'en ce monde en croissance et en crise, où les choix, auxquels est mêlée l'opinion publique, ont de plus en plus les dimensions de la destinée mondiale. La présentation et l'interprétation des signes de notre temps requièrent aujourd'hui autant de compétence que la recherche scientifique. La mauvaise économie, qui livre cette mission aux marchands de papier et aux improvisateurs, constitue un de ces péchés sociaux qui ne paient pas, mais qui risquent fort de coûter tragiquement cher.

Opinions publiques et démocratie.

Et l'avancement des techniques de l'influence, qui ont rendu les chances et la portée du « viol de l'auto-

33. Alfred Frisch, *Les mal informés* (*La Vie Intellectuelle*, février 1955, p. 83). Cf. René Rémond, *Démocratie pratique et opinion publique* (*La Vie Intellectuelle*, juillet 1954).

nomie spirituelle du lecteur[34] » incomparablement plus redoutables, n'arrange pas les choses. « La conscience de l'individu du vingtième siècle est littéralement investie, pénétrée d'idées venue du dehors, et d'autant plus puissantes contre elle qu'elles lui arrivent continuellement sous forme d'images, échappant à la critique et créant l'obsession[35]. » Dans cette atmosphère de fascination et d'entraînement, l'écrit s'avère encore l'instrument, relativement, le moins doué pour l'envoûtement mystificateur. Analysant *l'opinion et la foule,* Gabriel Tarde constata, il y a un demi-siècle, que le « public » du journal manque sensiblement moins d'esprit critique que la « foule » sous l'emprise d'un orateur. Aujourd'hui, cinéma, radio ou télévision participent, à des degrés divers, des prestiges de cette présence persuasive et leur procurent une prodigieuse diffusion.

Certes, la presse n'est point pour autant exempte de la tentation ni de la capacité de « bourrer les crânes ». « Heureux ceux qui ne lisent jamais de journal, car ils verront la nature, et au travers d'elle, Dieu », prophétisa Henry-David Thoreau. Et son contemporain, l'abbé Lacordaire, nota parmi les raisons dont il croyait qu'elles l'empêcheraient « de jamais écrire une ligne dans quelque journal que ce soit », que « les journaux sont la chair des *opinions* » et que « les opinions tuent la vérité[36]. » En ressassant unilatéralement et exclusivement ce qu'il faut penser de ce qui se passe, la presse

34. Johannes Messner, *Kulturethik,* Tyrolia-Verlag, Innsbruck, 1954, p. 525.

35. Pierre-Henri Simon, *L'éducation civique,* dans *Crise du pouvoir et crise du civisme* (compte rendu *in extenso* de la Semaine Sociale de Rennes), Chronique Sociale de France, Lyon, 1954, p. 342.

36. *Lettres du R. P. H.-D. Lacordaire à Théophile Foisset,* Édit. J. Crépon, t. I, pp. 166-167 : lettre du 7 mai 1828, en réponse à la proposition de collaborer au *Provincial.*

risque fort de se muer en écran entre l'intelligence et les événements, voire en machine à empêcher la réflexion personnelle qu'elle a fonction de servir. Au lieu de mettre, par une information loyale, continuellement les préjugés en question, elle abuse alors de son pouvoir pour subjuguer les esprits à des options préfabriquées, dont il n'y a aucune raison à priori de penser qu'elles vaillent mieux que les préférences auxquelles elles se substituent. Si la presse a plus de mal à obnubiler les intelligences et à surexciter les passions que d'autres appareils à faire l'opinion, il lui suffit cependant de faire valoir le *slogan* pour transmettre contagieusement la « catalepsie incantatoire endémique et généralisée[37] » qui procède de l'activité restrictivement mentale des terribles simplificateurs.

Ce serait, certes, simplifier outre mesure que de réduire la différence entre une presse soumise et une presse en liberté, à l'opposition du noir et du blanc. Le coloris de la vie est autrement nuancé. Non seulement la presse est *plus ou moins libre et plus ou moins bridée;* mais, si inassujettie que puisse être sa liberté, elle n'implique pas de soi et inéluctablement la sauvegarde et la croissance de la liberté des lecteurs, de même que sa sujétion la plus pesante ne détermine pas fatalement la mort de leur liberté. Cependant, quelque modiques que soient les déterminismes inhérents à la liberté de la presse, il n'en reste pas moins qu'elle est la condition d'existence d'une véritable pluralité des opinions au niveau de l'opinion publique, et que cette coexistence publique des opinions diverses favorise et suscite la libre recherche qui rend les hommes plus libres. S'il importe tellement « de permettre aux journaux tirant entre soixante-dix et quatre-vingt mille exemplaires de boucler leur budget en entretenant une

37. Alexandre Arnoux, *Bilan provisoire,* Albin Michel, Paris, 1955, p. 166.

rédaction normale », c'est que la viabilité et la vitalité du « moyen tirage » est une condition de la pluralité effective d'organes capables de proposer des opinions discordantes[38]. Mais ce ne sera qu'en acceptant d' « aller parfois à contre-courant » et d'assumer le désaccord, non seulement avec les tendances des confrères mais avec les conformismes de ses propres lecteurs, que la presse pourra s'acquitter de sa « responsabilité dans l'évolution de la conscience publique[39] » — et bousculer les préjugés qui tiennent l'action captive[40]. Au vrai, une « presse libre » qui n'engendrerait pas de la liberté ne mériterait point ce nom exigeant. N'est-ce pas le signe d'authenticité de la vraie liberté[41] que d'être *pour* la liberté ? Il n'y a de presse vraiment libre que celle qui rend plus libre.

JEAN THOMAS.

38. B. Féron, *op. cit.*, p. 121.

39. *Op. cit.*, pp. 30-31.

40. « Lorsque l'opinion publique sera informée, des mesures réputées aujourd'hui impopulaires, impraticables, viendront presque d'elles-mêmes » (Alfred Sauvy, Préface à G. Malignac et R. Colin, *op. cit.*, p. 7).

41. Suprêmement authentifiée par la foi : « La liberté chrétienne est une liberté conquérante, toujours désireuse de s'accroître, toujours soucieuse de vouloirs plus vastes, en quête de plus de vérité et refusant la satisfaction d'égoïsmes isolés » (A.-J. Maydieu, *Catéchisme pour aujourd'hui*, Collection « Rencontres », Éditions du Cerf, Paris, 1954, p. 50).

CHANCES ET ILLUSIONS D'UNE GRANDE DÉTENTE

La Vie Intellectuelle présente pour information cette analyse d'une situation politique qui comporte, par sa nature même, des choix politiques dont elle laisse à ses collaborateurs l'entière liberté (N.D.L.R.).

Les maîtres de ce monde nous affirment que nous nous trouvons à un tournant. Chacun se fait évidemment son idée de ce tournant et des événements futurs auxquels il devra ouvrir les horizons. Assez curieusement, ce tournant, généralement accepté avec des arrière-pensées contradictoires, a eu comme point de départ le réarmement de l'Allemagne, qui pendant des années nous a été présenté par ses adversaires et ses protagonistes dans un climat de catastrophe. Les uns soulignaient sa nécessité pour la défense et le sauvetage des Occidentaux, les autres nous décrivaient avec l'encre la plus noire tout ce qui arriverait si on remettait en selle le militarisme allemand. L'objectivité nous oblige à reconnaître qu'un retard de plus de cinq ans dans le réarmement de l'Allemagne occidentale n'a point diminué les chances de l'Occident de résister à la menace soviéto-communiste et que la mise en exécution de ce même réarmement n'a nullement empêché le gouvernement de Moscou de s'engager sur la voie des négocia-

tions. Et le problème de l'unité allemande est, au moi psychologiquement, plus tangible après la mise vigueur des accords de Paris que dans la situation ant rieure de l'indécision générale.

Nous ne savons pas si nous nous trouvons réellem à un tournant, car le chemin de l'histoire n'est pas tr visible pour ceux qui le tracent en marchant. Le momen semble, cependant, propice pour faire le point de l situation internationale et d'alimenter la discussion pa un certain nombre de constatations ou de réflexions

La poutre et la paille.

Notre opinion occidentale s'honore d'une objectivit à rebours. Nous sommes tellement préoccupés des pailles dans nos propres yeux que nous ne voyons plus les poutres se trouvant dans ceux de nos voisins de l'Est. Nous nous permettons ainsi un complexe d'infé-riorité, pire encore un complexe de peur, qui n'a pas la moindre justification et qui fausse partiellement les jeux politiques. L'Occident se trouve continuellement sur la défensive. Trop de gens, foncièrement anti-communistes, vivent et agissent dans la conviction subconsciente que le bloc soviétique part gagnant et que nous ne pourrons que retarder sa victoire, et que seul un miracle pourra nous sauver au dernier moment.

La même mentalité s'observe en face des peuples jeunes d'Asie et d'Afrique. Sans hésitation, nous accordons au nationalisme le plus insensé une priorité absolue sur le progrès économique et social. Nous reconnaissons ce nationalisme comme force positive même s'il est intimement lié à des féodalités plus que douteuses, pour ne pas dire corrompues. Le rôle de l'Occident est extraordinairement simplifié. Après avoir été oppresseur et

exploiteur, il devra se transformer en émancipateur et éducateur, en retrait et à distance. On se demande s'il n'y a pas un moyen terme, s'il faut être ou colonialiste ou admirateur aveugle du cirque afro-asiatique de la conférence de Bandoung. Après tout, l'Occident reste au moins aussi efficace que ce monde de peuples dits jeunes, extrêmement divisés, où, en partie, le nationalisme n'est qu'un paravent pour remplacer dans l'exploitation des masses les anciens colons par des féodaux encore plus anciens et à présent freinés dans leur action anti-sociale et anti-économique. Bien entendu, il faut absolument tenir compte de l'évolution du monde afro-asiatique vers l'indépendance, et bien que nous ayons le devoir de favoriser son développement économique, nous n'avons pas la moindre raison d'être intimidés, ni de nous convaincre progressivement d'une nouvelle culpabilité collective. Ne serait-il pas plus digne de la part de la nouvelle ou de l'ancienne gauche occidentale de faire comprendre à ces pays que leur nationalisme a toujours été un mal et qu'il a déjà coûté fort cher au monde occidental, au lieu de s'extasier devant des exagérations de tous genres et de voir dans le réveil d'un passé funeste une nouvelle aurore des peuples de ce monde.

Par ailleurs, dans l'absence ou dans l'insuffisance d'une véritable diplomatie occidentale, nous concluons un peu trop rapidement et surtout trop superficiellement à l'existence d'une diplomatie soviétique infaillible, forte et omnisciente. Et pourtant, combien de fois Moscou ne s'est-il pas trompé! N'a-t-il pas cru à l'écroulement de l'économie capitaliste, à une nouvelle et terrible crise mondiale, annoncée dès 1947, démontrée comme inéluctable par tous les doctrinaires marxistes des deux côtés du rideau de fer, n'a-t-il pas basé toute

sa politique pendant des années sur cette hypothèse et sur les contradictions mortelles qui devaient en découler à l'intérieur du monde occidental ? Faut-il admirer une diplomatie qui ferme les yeux devant l'évolution de la science et de la pratique économique qui est aussi bornée que nos libéraux les plus entêtés, dont la particularité consiste à ne pas voir la prédominance dirigiste dans l'économie supercapitaliste des États-Unis ?

Parlons aussi de l'incapacité des Soviétiques de saisir les occasions d'exploiter les faiblesses ou les hésitations de l'adversaire. Pendant tout le débat autour de l'armée européenne, Moscou n'a absolument rien fait pour renverser les tendances nettement en sa faveur. Il s'est contenté d'une propagande purement tactique, d'une avalanche de slogans et de vagues promesses, qui ne pouvaient tenter que des forces marginales, à côté de ses amis traditionnels ou soumis. Pourtant, si Moscou avait offert à l'Occident immédiatement après l'échec de l'armée européenne, le 30 août 1954, le traité autrichien qu'il s'est décidé à signer après la ratification des accords de Paris par le Parlement français, il aurait sans doute rendue impossible l'approbation du réarmement allemand par la France et ébranlé dans ses fondements mêmes tout l'édifice atlantique. Qu'on s'imagine quelle politique aurait mené Mendès-France s'il avait pu se rendre à Vienne comme messager victorieux de la grande discussion planétaire Est-Ouest au lieu de prendre le chemin de Canossa de la négociation et de la signature des accords de Paris.

La véritable poutre orientale n'est pourtant pas diplomatique, mais économique. Moscou est à cet égard beaucoup plus faible que nos neutralistes par peur et nos hésitants par scepticisme intellectuel sont susceptibles

: se l'imaginer. Peut-être, la diplomatie moderne de us les pays est-elle si décevante parce qu'elle est enée avec une forte dose d'ignorance des problèmes émentaires économiques et qu'elle ne tient pas compte ı fait que les lois économiques joueront désormais un le de plus en plus prédominant. On a présenté l'ère alenkov comme une période de relâchement par rapırt au règne de Staline et la montée de Khrouchtchev mme un durcissement au moins intérieur, c'est-à-dire retour volontaire à la priorité des biens de production ı détriment de la consommation individuelle. Or, cette plication nous paraît d'une naïveté économique plut effrayante. L'industrialisation d'un pays suppose ujours l'existence d'une industrie lourde suffisamment uissante. Pour fabriquer des quantités plus grandes de ssus, il faut des machines textiles, pour fabriquer les achines textiles, il faut des machines-outils, pour briquer ces dernières, il faut du charbon, de l'acier, s fonderies et des laminoirs. Pour augmenter l'offre viande sur le marché, il faut du fourrage, pour obtenr davantage de fourrage, il faut des tracteurs et des grais chimiques, pour fabriquer ces derniers, il faut, e fois de plus, du charbon, de l'acier, des fonderies, s laminoirs, etc. Pour les maîtres du Kremlin, il n'y aucun véritable choix possible entre l'industrie lourde les biens de consommation. Leur politique est insite dans des lois économiques indépendantes de tout gime doctrinaire. Aussi longtemps que l'Union Soviéque manquera d'acier, d'énergie, de moyens de transrt, de machines et d'engrais chimiques, sa population stera soumise à des privations et à une austérité énibles. Malenkov, en développant d'ailleurs une polique déjà inaugurée sous Staline, fit seulement un pari

fort courant dans des États démocratiques et dictato riaux. Pour une période nécessairement limitée, il promi et offrit aux travailleurs un supplément de biens de con sommation, dans l'espoir de les inciter ainsi à de efforts plus grands et de faire sortir l'économie soviéti que de son impasse. Un vieux proverbe, qui doit êtr connu dans presque tous les pays du monde, dit qu'i n'y a que deux moyens pour faire avancer un âne récal citrant : lui donner des coups de bâton ou lui montre une carotte...

L'ère Malenkov apportait l'expérience de la carotte Or, comme les carottes sont en Union Soviétique, pou les raisons expliquées plus haut, une marchandise extrê mement rare, cette expérience ne pouvait être que trè brève. Elle a dû rapidement prendre fin, indépendammen du sort politique de Malenkov et indépendamment auss des convictions intimes ou des intentions réelles d Khrouchtchev. Qu'on sache donc, une fois pour toutes qu'il n'y a pas de miracle en économie et qu'aucun doctrine politique ne changera jamais les lois élémen taires de l'activité économique des hommes.

Dans les pays satellites, l'Union Soviétique a sub d'autre part, un double échec. Son emprise politiqu y est peu certaine, ses responsables sont suffisammen intelligents — plus intelligents sans doute que certain visiteurs occidentaux à la recherche de paradis faciles — pour ne pas croire en la fidélité communiste de la majo rité des Tchèques, des Hongrois et des Polonais. L situation économique est encore plus catastrophique Presque tous les pays satellites dépendent à présen de l'aide soviétique, afin de pouvoir assurer à leur populations les rations alimentaires les plus indispen sables, après avoir été avant la deuxième guerre mon

liale les gros exportateurs agricoles, après avoir fourni même après la guerre des quantités assez substantielles le vivres à une Russie affamée par les destructions. La structure agricole de l'Est est si fragile que dans l'espace d'une année, le bloc soviétique s'est transformé d'un exportateur important de sucre en importateur. Dans les premiers mois de cette année, l'Union Soviétique a ainsi acheté à l'Occident pas moins de 150.000 tonnes de sucre, soit presque 15 % de sa propre production record de l'année 1953. Ajoutons que la Chine communiste se plaint amèrement de la qualité absolument insuffisante des machines fournies par l'Allemagne orientale ou par la Tchécoslovaquie, qui disposent pourtant d'une longue tradition industrielle et qui furent jadis connues pour la qualité impeccable de leurs produits. En Tchécoslovaquie aussi bien qu'en Hongrie, la productivité des ouvriers est en baisse au lieu de s'améliorer. Les mineurs s'organisent pour travailler de moins en moins, les stakhanovistes sont isolés, neutralisés, poussés à l'abandon.

Dernier point, Moscou doit penser à la Chine. Ses problèmes asiatiques sont identiques aux nôtres. S'il veut maintenir son influence, s'il veut éviter que la capitale du communisme mondial ne soit transférée à Pékin, il devra contribuer par des investissements massifs au développement économique de la Chine. L'incompréhension économique équivaudra pour lui à une démission politique comme nous-mêmes nous avons le choix de remplir d'une façon assez désintéressée notre mission économique en Afrique et en Asie ou de nous retirer. Seulement, les besoins de la Chine sont énormes, ils devront être couverts en grande partie par de nouvelles renonciations du peuple soviétique, déjà trop

longuement habitué à des sacrifices et des pénuries. Il suffit à cet égard de signaler que les 600 millions d'habitants de la Chine n'ont disposé en 1954, d'après des statistiques chinoises, c'est-à-dire dans la meilleure des éventualités, que de 82 millions de tonnes de charbon, soit environ autant que les 42 millions de Français, de 2,2 millions de tonnes d'acier, soit moins que les 800.000 Sarrois et de 10,8 milliards de KwH. d'énergie électrique, soit moins d'un quart de la production française...

Le gouvernement soviétique se trouve ainsi en face du double dilemme : beurre ou canons, détente internationale ou perte de son influence asiatique. Avec ou sans réarmement allemand, avec ou sans concessions occidentales, avec Malenkov ou Khrouchtchev, avec Boulganine ou Staline, il dut, en l'année 1955, bon gré mal gré, jouer la carte de la détente, de la coexistence pacifique, de la pause dans la poursuite de ses immuables objectifs lénino-stalino-marxistes.

Objectif et tactique soviétiques.

Nous insistons sur le caractère immuable de l'objectif soviétique, car ceux qui croient pouvoir compter sur la moindre concession de Moscou quant au but final de sa politique, ne se font pas seulement des illusions — ce qui ne serait que leur affaire personnelle — mais risquent de fausser la base de la politique occidentale et de créer une atmosphère de diversion qui ne saurait être utile qu'à l'Union Soviétique. Illusion et bonne foi ne sont pas nécessairement incompatibles, mais les conséquences d'une erreur d'appréciation restent les mêmes, indépendamment de la bonne ou de la mauvaise foi de son auteur.

Est-il nécessaire de rappeler l'objectif invariable de la politique, c'est-à-dire la soviétisation intégrale de l'Europe d'abord, du monde ensuite? Qu'on évite surtout de confondre la fin et les moyens tactiques. Tout ce que les Soviets nous proposeront n'aura qu'une valeur provisoire, rendu nécessaire soit par une difficulté interne du régime soviétique, soit par l'espoir d'un affaiblissement à long terme du monde occidental. Leur tactique ne doit pas être jugée d'après la conjoncture du moment, mais d'après la finalité de leur politique à laquelle nous aurons à apporter continuellement la même attention que les maîtres du Kremlin.

Ces constatations n'excluent nullement une politique active de détente et de coexistence. Dans les relations d'affaires normales, on compte beaucoup plus sur sa propre intelligence que sur l'honnêteté du partenaire. La méfiance ou la vigilance ne condamnent nullement à l'inactivité. Il importe avant tout de ne pas être dupe, de déceler les véritables intentions de nos interlocuteurs et de ne pas faire dépendre notre destin de quelques apparences superficiellement prises en considération.

Ces dernières semaines, la tactique soviétique est devenue assez évidente. Elle consiste à préparer un vaste cordon sanitaire de neutres autour du bloc soviétique, des pays balkaniques jusqu'à la Scandinavie, en passant par l'Autriche et l'Allemagne. Cette opération trouve facilement des sympathisants et même des admirateurs en France. Elle ne manque pas d'une certaine logique, elle est facilitée par l'existence de trois chaînons déjà plus ou moins neutralisés : Yougoslavie, Autriche et Finlande. De plus, Moscou est suffisamment habile pour laisser entendre qu'elle se contentera

de la neutralité militaire et qu'il laissera éventuellement aux États visés le droit et la possibilité de se lier politiquement ou économiquement à l'Occident. Cette générosité soviétique n'est cependant point une certitude. Le gouvernement finlandais pourra-t-il jamais oser donner son adhésion à l'Organisation Européenne de Coopération Économique (O.E.C.E.) sans parler du Conseil de l'Europe? Pour l'Autriche, la liberté de mouvement politique et économique se limite au maintien du statu quo, c'est-à-dire à la collaboration du gouvernement de Vienne dans l'O.E.C.E. Mais Moscou lui fera très probablement comprendre que sa participation active au Conseil de l'Europe ou à la Communauté Européenne du Charbon et l'Acier sera jusqu'à nouvel ordre fort inopportune. La situation d'une Allemagne neutralisée pourra être encore plus ambiguë que celle des petits États voisins du bloc soviétique. On ne risque pas de se tromper en affirmant que Moscou n'aurait pas le moindre intérêt à laisser se poursuivre la construction européenne avec la participation d'une Allemagne unifiée.

Quoi qu'il en soit, il y a en France et dans le monde de nombreuses personnes qui se demandent très sincèrement si l'unification de l'Allemagne et la fin de la tension en Europe ne vaudraient pas le prix d'une neutralisation militaire et de certaines entraves d'ordre politique et économique. Elles oublient seulement que pour l'Union Soviétique, la neutralisation de l'Allemagne n'est pas une solution de stabilisation proprement dite mais uniquement une étape sur une route tracée depuis de longues années et conduisant à la neutralisation intégale de l'Europe par le départ définitif des troupes américaines. Dès le début, le pacte Atlan-

que gênait la Russie bien plus fortement que l'idée ıropéenne ou le réarmement de l'Allemagne. Lors-ı'elle prenait vigoureusement position contre l'armée ıropéenne, elle visait directement le Pacte Atlantique ıi était incontestablement menacé par un échec éven-ıel de la politique européenne dans le domaine mili-ıire. Personne n'ignore ce fait élémentaire que l'iso-ment stratégique de l'Allemagne rendra impossible ute défense terrestre du reste du continent européen. 'Allemagne neutralisée, les Américains ne pourront ıs éviter l'évacuation totale de l'Europe, exception ite de certaines bases périphériques et peut-être aussi : certaines positions en Italie, car dans les conditions ratégiques modernes, une bande de territoire de la rgeur de la seule France est absolument indéfenda-e. Tout en menant campagne contre l'armée euro-ıenne, les Soviets avaient d'ailleurs fait comprendre ı'ils accepteraient un réarmement allemand indépen-ınt, qui n'aurait nullement dérangé leur politique ıale et qui aurait présenté cet autre avantage de pro-ıquer une tension quasi permanente entre la France l'Allemagne.

Quel curieux spectacle de voir Moscou prêcher les rtus de la neutralité, elle qui n'a jamais voulu recon-ître une position intermédiaire entre le commu-sme et le capitalisme, entre la seule bonne et les mau-ises voies! Cette nouvelle attitude n'est que specta-laire, une partie du jeu tactique que la diplomatie viétique nous présente. Idéologiquement, la neutra-é en face du communisme restera toujours un défi supportable lancé aux maîtres du Kremlin, qui ne urront admettre à côté d'eux des hommes et des ats préconisant une manière de vivre différente de

celle du monde soviétique. Ajoutons à ces considérations la récente constatation de la revue anglaise *The Economist,* que « la neutralité est une plante tendre qui ne saurait fleurir que dans le monde libre ».

Les bases américaines constituent sans doute la hantise majeure et permanente du gouvernement soviétique. Toute sa politique est orientée vers un desserrement de ce vaste cercle américain, en Europe aussi bien qu'en Asie. Historiquement, il a tort d'y voir une preuve de l'agressivité occidentale, car la mise en place de ces bases a été incontestablement provoquée par l'expansionnisme soviétique auquel la présence américaine en Europe et en Asie a heureusement mis fin depuis l'échec des deux dernières tentatives soviéto-communistes à Berlin et en Corée. Lorsqu'on étudie l'évolution politique en Europe et en Asie à plus longue échéance, et non pas seulement sous l'impression d'une suave musique de détente, on comprendra sans peine les objectifs finaux de Moscou et de Pékin. Une Europe et une Asie détachées des États-Unis constitueront le champ de manœuvre idéal pour le dynamisme idéologique ou impérialiste de l'Union Soviétique et de la Chine.

Bien entendu, les intérêts de la Chine et de la Russie ne sont pas nécessairement identiques. Pékin n'acceptera jamais le rôle d'un satellite de Moscou. Un jour, la diplomatie occidentale pourra sans doute tirer avantage des contradictions internes du bloc soviéto-communiste en appliquant la tactique de diversion actuellement si chère à Moscou. D'ici vingt-cinq ans peut-être, lorsque la Russie se sera rapprochée du niveau de vie occidental, lorsqu'elle aura une position supérieure à défendre envers les masses défavorisées de l'Asie, elle

ourra devenir consciente du « péril jaune » et chercher ne alliance avec l'Occident, dont le capitalisme transormé ne se distinguera plus trop fortement du capitasme d'État soviétique. Mais ces visions d'avenir, si istifiées soient-elles, ne devront pas nous détourner our l'immédiat d'une analyse réaliste de la situation. usqu'à nouvel ordre, Moscou et Pékin poursuivront : même but, seront liés par les mêmes difficultés. Dans s questions de détail, il sera évidemment possible 'exploiter certaines divergences, mais dans l'essentiel, ous avons à faire face à un bloc suffisamment cohérent.

e sort de l'Allemagne.

En attendant, l'avenir de la lointaine Chine est moins nportant pour la France que le sort politique de l'Almagne. La carte maîtresse dans le jeu soviétique s'apelle l'unité allemande. Puisque Moscou contrôle la artie de l'Allemagne privée de liberté, puisque lui seul eut faire une concession essentielle, c'est-à-dire le étachement de l'Allemagne orientale du bloc soviétique, pour le rétablissement de l'unité du pays, l'initiave se trouvera toujours entre ses mains. Reste cependant à savoir si les puissances occidentales et la Répulique fédérale de Bonn doivent se résigner à vivre ontinuellement sous cette épée de Damoclès de la proagande soviétique ou si pour elles, il n'y a pas intérêt t même urgence à clarifier une fois pour toutes cette tuation impossible par des déclarations nettes et claies concernant les conditions minima dans lesquelles ette unité sera pour elles réalisable et acceptable.

A ce sujet, il est souvent question de l'opinion publique allemande qui subordonnerait tout autre désir ou

programme politique à l'unité perdue et retrouvée. Assez curieusement, dans notre siècle qui se veut scientifique et méthodique, personne n'a jusqu'à présent jamais sérieusement analysé l'opinion publique, ce qu'elle représente réellement, son influence véritable et son caractère fictif dans de nombreuses affirmations politiques. En méconnaissance des préoccupations réelles des masses, le gouvernement britannique s'efforça d'obtenir de ses partenaires en vue des élections l'accord pour une conférence à quatre à l'échelon le plus élevé, afin de constater immédiatement après que les masses électorales se distinguaient par une remarquable indifférence politique. L'exemple le plus caractéristique pour l'inexistence de l'opinion publique comme facteur diplomatique a été fourni par les récentes élections locales de l'État allemand de Rhénanie-Palatinat. Cette région est limitrophe à la Sarre. Son gouvernement, dirigé par un ami politique fidèle du chancelier Adenauer, hésita jusqu'au dernier moment de voter dans la Chambre haute allemande pour l'accord franco-allemand sur la Sarre parce qu'il craignait les réactions d'une population dont on supposait qu'elle regretterait vivement la consécration d'un détachement plus ou moins définitif de la Sarre. Durant la campagne électorale, l'argument sarrois avait été naturellement exploité à fond par l'opposition et aussi par le parti libéral, membre de la coalition gouvernementale. Or, le verdict des électeurs intervenu quelques jours après la mise en vigueur de l'accord franco-sarrois fut extrêmement net : la majorité absolue des sièges pour le parti du chancelier, une légère régression de l'influence social-démocrate et des pertes sévères pour le parti libéral. Ceci ne veut pas dire que la population du Palatinat soit particuliè-

lement satisfaite du règlement sarrois, mais uniquement que les problèmes de politique extérieure la laissent parfaitement indifférente.

En dépit de son désir d'unité, l'Allemagne a d'ailleurs rejeté avec une vigueur inattendue sa neutralisation dès que cette idée prit corps après la signature du traité d'État avec l'Autriche. Pour une fois, il y eut concordance de vues entre le chancelier et le chef de l'opposition socialdémocrate. Presque toute la presse approuvait dans ses commentaires les hommes politiques responsables, même les journaux qui avaient essayé dans le passé récent de développer dans l'opinion publique un culte ou un mythe de l'unité. Cette réaction anti-neutraliste s'explique probablement par un profonde conscience de l'origine allemande du danger soviétique. Qu'on attaque l'armée européenne ou les accords de Paris au nom de l'unité, qu'on rejette le réarmement allemand sous le même prétexte ou parce qu'on n'aime plus les casernes, cela ne veut pas dire qu'on soit disposé à renoncer aux garanties occidentales envers Moscou ou qu'on a effacé le souvenir des contacts avec le monde communiste et de l'occupation soviétique en Allemagne. C'est donc presque un instinct de conservation qui détermine l'écho allemand à la perspective de neutralisation militaire du pays.

Et pourtant, il ne faudrait pas sous-estimer ni la force ni le danger de l'idée de l'unité. Elle se prête à merveille à des exploitations sans scrupules, à la création d'un mythe, à sa transformation en une soif nationale cruellement insatisfaite. Qu'on pense au jour point inconcevable où l'Allemagne subirait une dépression économique, où ses industriels et ses chômeurs pourraient payer l'unité et les débouchés de l'Est à un prix trop

élevé pour le maintien de la liberté. Ce n'est pas u hasard que les communistes d'un côté et les dernière forces nationalistes de l'autre cultivent avec soin e persévérance, dès à présent, l'idée de l'unité allemand et que les observateurs allemands avertis commencen à s'inquiéter et à lutter contre cette savante et funest mystification d'une donnée politique résultant des rap ports de force existant dans le monde. De son côté, l chancelier Adenauer poursuit une ligne politique droit et habile en exposant au peuple allemand à chaque occa sion que l'unité ne sera pas obtenue par des concession faites à l'Union Soviétique au détriment de la libert et de la démocratie, mais uniquement par une collabo ration de plus en plus étroite avec l'Occident, afin d donner à l'Union Soviétique la conviction qu'elle devr purement et simplement renoncer à l'Allemagne orien tale pour permettre la réalisation d'un nouvel équilibr des forces stable et garantissant la paix pour une longu période.

Seul un rejet énergique et clair de la neutralisatio de l'Allemagne par toutes les puissances occidentale nous épargnera la mystification de l'unité avec toute ses conséquences imprévisibles, mais sans doute extrê mement dangereuses. Les Allemands les plus affairistes même certains milieux industriels de la Ruhr, ceux qu préfèrent les commandes à la défense des intérêts vitau de leur propre société, devront savoir que l'Occiden n'acceptera jamais l'unification de leur pays au prix de s neutralisation. Cette dernière est impossible non pas seu lement à cause de la défense de l'Europe et de l'entent entre notre continent et les États-Unis, mais aussi parc qu'elle permettrait à l'Allemagne de flotter entr l'Ouest et l'Est, de troubler sans cesse l'équilibre fragil

le l'Europe et de devenir elle-même dupe de certaines apparences d'indépendance dont les abus feraient très vite le jeu de l'Union Soviétique. Très savamment, pour ne pas dire diaboliquement, les Russes soumettent les Allemands à la tentation de l'unité. On sent fortement, outre-Rhin, le danger auquel on est exposé, à tel point que tous, gouvernementaux et opposition, défenseurs traditionnels de la politique européenne du chancelier et ses observateurs sceptiques, tournent leurs regards vers l'Occident, pour lui demander de retenir l'Allemagne, de l'empêcher de glisser dans une aventure politique dont l'issue désastreuse n'est un secret pour aucune personne lucide.

L'Occident ferait bien de se décider, enfin, à élaborer une politique constructive. Elle pourrait consister en une proposition de neutralisation militaire réelle et contrôlable de toute l'Europe centrale, l'Allemagne et l'Autriche du côté occidental, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie du côté oriental. Cette position, dont la logique est évidente, serait présentée comme inébranlable et ne permettrait aucun marchandage diplomatique. Bien entendu, il ne saurait s'agir que d'une politique à longue échéance, l'Union Soviétique n'étant pas disposée à faire les concessions nécessaires dans l'immédiat. Elle montrera, néanmoins, au peuple allemand que l'Occident est disposé à défendre son unité tout en sauvegardant la liberté, sa sécurité et la paix. En attendant, nous avons le temps de consolider la coopération économique européenne et de rattacher l'Allemagne occidentale d'une manière suffisante à l'Occident afin qu'une future neutralisation dans les conditions indiquées ci-dessus ne comporte plus le danger d'une rupture d'équilibre fatale. L'Europe continentale

aura, par ailleurs, intérêt à renforcer ses structures e l'ensemble de ses moyens de défense, dans le domain social aussi bien que dans le domaine militaire, pou pouvoir se passer au moment décisif de la présence amé ricaine et pour retirer à l'Union Soviétique tout espoi de se servir de la neutralité et de l'indépendance euro péennes comme tremplin pour la soviétisation du monde

Une telle politique à longue échéance comporte à elle seule l'espoir d'unification de tout notre continent au delà du rideau de fer, en vue de la constitution valable d'une troisième force susceptible de tenir la balance entre l'Ouest et l'Est et de préserver le monde du choc destructeur des deux blocs actuellement en présence Cette plus grande Europe n'est ni une rêverie ni une solution de rechange. Elle n'est concevable que comme aboutissement d'une politique de caractère occidental prononcé, excluant toute tendance neutraliste, elle ne sera que l'élargissement d'une première communauté européenne occidentale dont le sort se trouve entre nos mains.

ALFRED FRISCH.

LES CONVENTIONS FRANCO-TUNISIENNES ET L'AVENIR DU MAGHREB

« C'est l'heure critique entre la France et l'Islam où les réformes audacieuses, dans un climat de sincérité, doivent enfin ouvrir la voie à la justice. » *

L. MASSIGNON.

LA conclusion des conventions franco-tunisiennes a été saluée aussi bien par M. Edgar Faure que MM. Tahar Ben Ammar et Habib Bourguiba comme une « ouverture d'avenir », une « ère nouvelle » pour les relations de la France et de la Tunisie.

Pourtant, à l'heure où des perspectives meilleures se dessinent dans la Régence, la situation n'a jamais été aussi alarmante en Algérie et au Maroc. La question se pose dès lors de savoir s'il est possible d'établir un havre de paix en Tunisie, en faisant la guerre en Algérie, en conservant une attitude immobiliste au Maroc.

Les différences entre les trois territoires d'Afrique du Nord ont été abondamment et maintes fois soulignées par ceux-là mêmes qui craignaient rien tant que la contagion du nationalisme, de l'agitation, du terro-

* *Annuaire du Monde musulman*, 4e édition, revisée et mise à jour avec le concours de V. Monteil, 1954 : un ouvrage de références et un ouvrage d'orientation.

risme. Or, les réactions enregistrées sont très proche les unes des autres, qu'il s'agisse des peuplement autochtones unis par la religion, une ethnie, plus encor par d'analogues revendications et aspirations, — ou de colonies européennes : leurs représentants sont le premiers à insister sur l'incidence des solutions esquis sées ou adoptées dans l'un des pays, quand elles ap portent quelque satisfaction aux premiers. Il n'est enfi jusqu'au gouvernement qui ne réunit dans une com mune stratégie et ne coordonne en un même comité de affaires qu'il ne cesse de distinguer politiquement.

Aussi bien l'heureuse évolution des rapports franco tunisiens dans le cadre des récentes conventions est-ell subordonnée à des conditions propres, mais également à l'adoption d'une politique, à l'engagement d'une poli tique maghrébine et musulmane cohérente.

Que sont les conventions franco-tunisiennes ? Epou vantail pour les uns, panacée pour les autres, on en a parlé jusqu'à présent en termes abstraits. Il est assu rément difficile de résumer en quelques lignes cent cin quante feuillets où des dispositions de détails avoisinen des propositions d'ensemble. En fait les négociateurs se sont battus bien plus souvent sur des affaires mineures que sur les essentielles.

Suivant l'article 4 de la convention générale, « à dater de la ratification... la France reconnaît et proclame l'autonomie interne de la Tunisie, qui n'aura d'autres restrictions ou limitations que celles résultant des dispositions des présentes conventions et des conventions actuellement en vigueur, étant entendu que, dans les domaines de la défense et des affaires étrangères, l'état de choses actuel demeurera et les affaires seront traitées comme elles l'étaient jusqu'à ce jour ».

Nulle part n'existe d'autre définition du concept d'autonomie interne. La formule de cet article 4 n'est rien d'autre que ce qu'avait fait M. Mendès-France dans

son discours du 31 juillet à Carthage. Aussi bien les conventions définissent-elles, ne disons pas les limites, mais les limitations de l'autonomie interne.

Cette autonomie se distingue de l'indépendance parce qu'elle exclut de l'exercice de la souveraineté « les domaines de la défense et des affaires étrangères ». Mais pour les autres domaines, l'exercice de la souveraineté interne est soumise à de sérieuses limitations que les conventions n'ont pas d'autre objectif que de préciser. Une analyse systématique des textes devrait à notre sens distinguer :

1) Les dispositions qui échelonnent l'exercice de la souveraineté interne dans certains domaines (administrations et services intéressant la défense et la sécurité — organisation judiciaire — dévolution de la nationalité) ou excluant de l'exercice normal de cette souveraineté certaines zones réputées stratégiques (Bizerte, Freyville, fractions des anciens territoires du Sud) ;

2) Les dispositions qui garantissent un statut privilégié aux Français, à leurs personnes, leurs biens, leurs fonctions et leurs entreprises, — à la langue française, à l'enseignement du français, etc... Autant de dispositions que l'on trouve réparties dans les six conventions et les protocoles annexes.

3) Les dispositions qui organisent la coopération franco-tunisienne dans les différents domaines administratif et technique, culturel, économique et financier.

Si les conventions soustraient plus ou moins transitoirement certains domaines à l'action des futurs gouvernements tunisiens, il ne faut pas minimiser ce qu'acquièrent ou conquièrent ces derniers. A dater de l'entrée en vigueur des conventions, l'état de siège disparaît, ce qui n'est pas un mince progrès quant au recouvrement par les citoyens de la Régence de l'exercice des libertés et de leurs garanties. L'exécutif tunisien devient homogène : plus de directeurs français ayant rang

de ministre (le haut commissaire qui succédera au résident général conserve, il est vrai, la charge des Affaires étrangères et le commandant inter-armes celle de la défense nationale). Et la Régence acquiert, de plus, le droit de se donner des institutions, représentatives en particulier, et cette constitution qui est la revendication fondamentale des partis nationalistes (destour = constitution).

C'est ainsi sur une œuvre d'élaboration des structures de l'Etat que s'ouvre le proche avenir de la Tunisie autonome. Entre autres tâches d'ailleurs[1], car les problèmes ne manqueront pas sur tous les plans à la fois. Aussi bien, la conclusion des conventions marque une étape, un tournant dans l'évolution de la Tunisie et des rapports franco-tunisiens, mais c'est au lendemain de la ratification, avec la mise en vigueur des textes que « l'expérience » commencera et, avec elle, les difficultés.

Avec la caution de Bourguiba, mieux, sa participation ouverte au dernier stade des discussions, le régime établi par les conventions a toute chance d'être accepté et par le néo-destour et par la majorité du pays. Les dirigeants du néo-destour font campagne en faveur des textes. Mais il y a, on le sait, plusieurs oppositions : celle de Salah Ben Youssef qui, tantôt au Caire, tantôt à Genève, demeure secrétaire général du parti ; celle du vieux-destour, les « vieux turbans », des « amis de la France » qui pendant des décades ont servi l'administration tunisienne dans la dépendance du « contrôle » français. Comment apprécier l'importance de ces oppositions ? Celle des « amis de la France » est sans aucune portée sur l'opinion. Celle du « vieux destour » n'est guère déterminante par elle-même, mais plus

1. On se reportera avec fruit pour avoir une vue claire de ces problèmes aux trois articles de M. Henri de Montety parus dans *Le Monde* des 31 mai, 1er et 2 juin 1955.

éelle et plus forte est celle des éléments zitouniens (professeurs et élèves, cadres formés à la grande Mosquée) t s'exprime plus souvent à travers certaines cellules u néo-destour que par l'état-major sans troupe de archéo-destour. Les néo-destouriens ont fait un gros ffort pour les neutraliser.

Il reste que demain, Salah Ben Youssef peut crisulliser des oppositions à motivations différentes, voire ntagonistes. Mais à notre sens, cela n'est pas pour n très proche avenir, *si du moins la ratification interient dans les délais assez courts*. Un congrès du éo-destour doit trancher en principe le conflit qui ppose Habib Bourguiba au secrétaire général.

A plus long terme, tout dépend de la façon dont les onventions entreront en vigueur et seront effectivement ppliquées. Il y a bien des manières de définir l'oppotion Salah Ben Youssef-Bourguiba. Que l'un regarde, omme l'on dit, vers l'Orient n'attendant plus grand hose de la France, tandis que l'autre pose en principe – et il fut constant depuis vingt-cinq années à cet gard — que le destin de la Tunisie est dans une coopération libre », a sans doute une grande imporance mais n'intéresse pas immédiatement notre protos. En fait, Bourguiba admet que, les conventions econnaissant la souveraineté de l'Etat tunisien, le euple doit se mettre au travail, forger ses institutions t prendre en main, dans le cadre établi, la gestion des ffaires publiques. Salah Ben Youssef, au contraire, ffirme que l'Etat tunisien sera sans autorité réelle, eu gard aux limitations de l'autonomie dans certains omaines, celui de l'ordre public en particulier. Mais ourguiba, pas plus que Ben Youssef, n'estime que s conventions établissent un régime définitif ou même n régime s'étendant aux délais fixés pour le transfert es services de police ou de justice, qui s'étagent de eux à *vingt* ans. Pour Bourguiba lui-même les

conventions constituent une étape *importante,* mais une étape vers l'indépendance.

Le fameux article 6 (§ 2) de la convention générale, conclu dans sa nouvelle rédaction au cours de l'entrevue Faure-Bourguiba, est une « ouverture d'avenir » — si tout va bien ; ce peut être un explosif à la base de l'édifice — si les choses vont moins bien :

« Dans l'esprit du préambule, dit ce texte, les deux gouvernements se proposent de mettre à l'étude le principe et les modalités de l'accès des nationaux de chaque pays aux possibilités d'établissement ainsi qu'à l'exercice des droits civiques dans l'autre pays. »

Une étude bilatérale sur ces points ne représentera rien d'autre, lorsqu'elle interviendra, qu'une négociation tendant à la revision des conventions actuelles.

Mais l'important c'est de savoir si ces discussions nouvelles feront suite à un succès ou à un échec de l'expérience ouverte par les conventions. Aux conditions tunisiennes de ce succès (ou de cet échec) s'en ajoutent d'autres qui ne sont pas les moindres et ont trait à la colonie française de la Régence comme à la politique qui sera conçue à Paris et appliquée à Tunis.

« Une communauté franco-tunisienne établie par la contrainte, écrivait récemment Henri de Montéty, souffrirait du même vice que le protectorat. Elle doit découler de la nature des choses, des inclinations et des intérêts profonds : elle doit surtout être respectueuse de la personnalité tunisienne...

« L'avenir de la Tunisie est fonction de ses besoins de développement, des offres qui la sollicitent, de ses tendances personnelles. Pour la retenir, la France doit la comprendre et nos offres lui plaire. Une application loyale et confiante des conventions d'autonomie est la première condition pour une union consensuelle, questions d'hommes et de tact, plus que de textes. »

La communauté franco-tunisienne ne vivra que dans la sincérité et la loyauté. Est-ce possible ?

Cela dépendra assurément des hommes qui seront hargés d'appliquer la politique que l'on entrevoit à échelon du haut-commissariat qui doit remplacer la ésidence générale, comme aux échelons subalternes, omme dans les domaines techniques.

Problème de cadres au premier chef. En existe-t-il ui soient capables de jouer le jeu ?

Qu'on ne se leurre pas : les difficultés essentielles iendront de nos compatriotes, fonctionnaires de tous rdres à qui les conventions garantissent leur emploi, t parmi les fonctionnaires, tout particulièrement les oliciers — qui de la répression devraient passer à la oopération.

Pour que la transition puisse s'opérer, force est de econnaître que le haut commissaire devra être doté de oyens lui permettant d'exercer une autorité réelle sur colonie française qu'il aura d'autre part mission de eprésenter.

Or, l'obstacle qui tend à se dresser en cette période harnière à Tunis, est le même qui, en Algérie et au Maroc, empêche toute initiative politique. Ni les résients généraux, ni le gouverneur général n'exercent, u delà de leur cabinet, un pouvoir effectif, quand bien ême ils voudraient en exercer un. Ils ne sont jamais ûrs de leur administration dont une partie, a pu dire un d'eux, est elle-même en état de dissidence de fait.

Le général de Latour a bien usé de moyens qui ont onné des résultats certains : il a doublé autant que aire se peut, à différents postes clé, les fonctionnaires ivils par des officiers. Palliatif que pouvait seul adopter n chef militaire.

On doit néanmoins remarquer que si l'état-major du assemblement français bat le rappel d'un certain ombre de parlementaires pour les convaincre sur place, ux frais de la municipalité de Tunis, de ne pas voter s conventions, une bonne partie de la colonie française

admet l'expérience nouvelle, sans enthousiasme mais avec un minimum d'appréhensions.

Aussi bien les attaques les plus violentes contre les conventions viennent-elles présentement non de la Régence mais d'Algérie. La grande inquiétude des milieux français d'Afrique du Nord est en effet que la négociation de Tunisie ne fasse jurisprudence et que, manifestation d'une « politique d'abandon », elle ne soit le prélude à de nouveaux « abandons ». L'hostilité qu'ils manifestent à l'égard des conventions franco-tunisiennes n'est ainsi qu'un aspect de la lutte — préventive — qu'ils mènent contre toute novation dans le statut de l'Algérie comme à l'encontre de tout règlement de la crise marocaine.

« Pourquoi, demandions-nous récemment, la paix assurée en Tunisie ne serait-elle pas aussi contagieuse que la guerre et le terrorisme[2] ? »

Or, l'on évoque les troubles actuels de l'Algérie et du Maroc pour affirmer la priorité du rétablissement de l'ordre sur l'instauration de toutes réformes, surtout politiques, de même que l'on invoquait avec délectation il y a dix mois le « calme » de l'Algérie comme justification d'une politique où la tricherie était érigée en système.

M. Mendès-France a bien résumé le problème lorsque à Saint-Dié il a dit : « *Si le peuple tunisien, par son calme, semblait accepter le* statu quo, *on déclarait les réformes inutiles. S'il les revendiquait dans quelque agitation, on les déclarait inopportunes à cause même de la pression populaire. Ainsi a été accumulé un long arriéré qui a fini par engendrer les troubles les plus tragiques.* » Ces mêmes formules peuvent être appliquées au « peuple marocain » et au « peuple

2. *Le Monde*, 18 mai 1955.

gérien ». Car dans les deux autres pays du Maghreb ous demeurons en plein drame.

M. Edgar Faure se méfie, paraît-il, de la frénésie. 'est bien! mais l'immobilisme et l'attentisme des ouvernements (y compris de celui de M. Mendès-rance d'ailleurs quand il s'agit du Maroc) ont fait que on doit nécessairement « opérer à chaud » le corps un malade qui ne veut pas être endormi tant il corde peu de confiance au médecin.

Et la solution apportée au problème tunisien est d'au-nt plus fragile que l'on n'affronte pas résolument us les problèmes d'Afrique du Nord avec la même cision dont le président du Conseil fit preuve le juillet 1954.

Les choses seraient simples pour le Maroc pour peu ie l'on s'arrête à cette solution d'un conseil de ré-ence (ou de garde du trône), dont on a maintenant en précisé les contours — que l'on engage avec les embres d'un makhzen jeune et moderne des négocia-ons tendant à rechercher les formules et les étapes une indépendance marocaine, dans une interdépen-nce franco-marocaine[3], et à condition que l'auto-é résidentielle *largement renouvelée* procède à l'épu-tion des services gangrenés de la police surtout casa-ancaise.

Les choses sont nécessairement plus difficiles en gérie où l'on persiste à vouloir vivre sur des fic-ons juridiques (l'Algérie c'est la France), des pro-esses non tenues (celles de la constitution et du statut 1947), sur des mensonges (électoraux en particu-er), sur des injustices (dissolution du M.T.L.D.[4] dont s autorités ont la preuve que ses dirigeants n'étaient

3. Suivant l'expression qu'a lancée notre ami Si Belkaï et qu'a prise Bourguiba lui-même la veille de son départ pour Tunis.
4. Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques.

nullement à l'origine du « complot de la Toussaint »

La rébellion affecte certaines régions et mobilise delà des groupes armés de l'Aurès, du Nord co tantinois et de Kabylie, une *jeunesse sans travail* sans espoir. La population n'est pas dans son ensem en état d'insurrection : mais elle se trouve progre vement attirée par l'action du maquis quand elle n' pas directement contrainte de lui apporter son c cours. La loi d'urgence, la chasse aux suspects, les é gnements, les camps « d'hébergement » ont fait p que la terreur des hors-la-loi.

M. Soustelle a fourni de cette situation algérie une analyse lucide, soulignant les causes économiq et sociales mais surtout politiques qui sont à l'orig non seulement du terrorisme mais du malaise algéri Il a montré que l'action militaire ou policière au des effets opposés à ceux que l'on recherche t que l'on n'aurait pas trouvé des remèdes de même ture que les causes auxquelles il faut s'attaquer.

Nous ne sommes pas certains que les mesures p posées par le gouverneur général soient suffisan pour rétablir le calme et la confiance. Du moins m quent-elles une orientation dans laquelle il serait soul table de s'engager pour attester de la sincérité intentions françaises. Les porte-parole officiels

5. On sait, en effet, maintenant que la rébellion algérienn été préparée par le comité révolutionnaire d'unité et d'ac (aujourd'hui appelé front national de libération) qui, pour s' recruté parmi les membres du M.T.L.D., ne saurait être identif ce parti. Or, ce sont des membres du parti de Messali Hadj qui rempli les prisons depuis le 1er novembre, étant « naturelleme considérés comme suspects par la police. On peut noter à cet ég que Moulay Merbah, secrétaire général du M.T.L.D. (tenda messaliste), qui fut odieusement torturé après son arrestation a rieure à la dissolution du parti, avant d'être inculpé d'atteinte sûreté de l'État, vient d'être condamné à six mois de prison peine manifestement destinée à justifier les sept mois et demi détention qu'il vient de subir.

affirmé l'accord donné par le gouvernement aux vues de M. Soustelle. En admettant que ce fût vrai, les réserves exprimées sur deux points importants : l'indépendance du culte musulman à l'égard de l'Etat (art. 56 du statut), et l'enseignement de la langue arabe (art. 57) qu'on se refuse à rendre obligatoire en Kabylie, suffiraient, aux yeux des musulmans, à rendre vains les projets gouvernementaux.

Il y a un an encore, l'application loyale du statut aurait permis d'éviter l'impasse en Algérie. Il y a tout lieu de craindre que désormais il faille faire table rase de certaines institutions telle l'Assemblée algérienne, à qui le législateur avait remis un pouvoir de décision pour l'application de certaines dispositions essentielles du statut (transformations des communes mixtes, culte, enseignement de l'arabe). Comme cela n'est possible que par le vote d'une nouvelle *loi,* le problème se trouve au premier chef à Paris. On voit mal dans ces conditions le gouvernement de la présente législature (ni même de la prochaine ?) qui oserait déposer devant le Parlement un projet tendant à dissoudre l'Assemblée algérienne, instituer une représentation de la population où Européens et Musulmans ne seraient plus à parité, et ordonner des élections dont la liberté serait garantie par un *contrôle approprié.* Car M. Bourgès-Maunoury a beau repousser l'idée même d'un « interlocuteur valable » (*sic*), seule une consultation sincère, précédant avec des élus, représentants authentiques du peuple algérien, la recherche d'une association de l'Algérie avec la France ou d'une intégration de l'Algérie dans un ensemble à définir, peut encore sauvegarder la place et les intérêts de notre pays dans l'Afrique du Nord tout entière. Faute de quoi nous serions à l'aube d'une guerre d'un quart de siècle...

C'est dire en tout cas que l'on ne peut se réjouir sans réserve d'une conclusion d'accords franco-tunisiens qui représentent peut-être une expérience « excep-

tionnelle » mais dont la réussite restera subordonnée à l'accomplissement d'un effort lucide de novations dans le reste du Maghreb, à l'établissement de relations librement consenties avec la France.

On serait mal inspiré en tout cas, spéculant sur le « calme tunisien » de chercher à revenir sur des textes signés, à en dénaturer le sens ou à les vider de leur contenu.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

POLITIQUE ET RELIGION

SUR ce thème qu'on peut traiter des façons les plus diverses et même divertissantes, le lecteur sera probablement déçu de n'avoir à s'offrir que de secs résumés de considérations hautement morales ou historiques; les auteurs méritaient meilleur sort, mais je dois mesurer mes mots. D'ailleurs même de ce qui reste au pressoir après pression, on peut obtenir par distillation *de la bonne alcool,* comme on dit chez nous. Aussi bien si l'on veut davantage, on pourra se reporter aux deux revues d'universités catholiques des États-Unis où j'ai trouvé les articles dont j'ai fait mes digests. Dans l'une, *Thought,* publiée par les jésuites de Fordham, (automne 1954, pp. 403-427) l'historien connu H. Rommen esquisse la « généalogie des droits naturels » dont il est un des meilleurs spécialistes. Dans l'autre *The Review of Politics,* (avril 1955, pp. 167-189) éditée à Notre-Dame (Indiana), K. W. Thompson étudie les théories de politique internationale du théologien protestant le plus écouté des théoriciens et praticiens : Reinhold Niebuhr.

Politique internationale.

A ses deux niveaux, individuel et social, l'homme est, selon Niebuhr, fondamentalement ambigu, nature et esprit, ni totalement bon, ni entièrement mauvais :

anxieux donc, désireux d'une sécurité qu'il croit s'assurer par la domination d'autrui, alors qu'il développe ses risques à mesure de son pouvoir; être de conflit, forcé de recourir à la force; sa socialité n'est pour une part qu'organisation d'égoïsmes agrégés. Si le système de ses relations s'étend, les rapports entre les groupes ainsi formés, à l'intérieur de l'État, seront essentiellement politiques avant d'être éthiques, et la science politique traite au fond de la distribution objective de la puissance.

Capital pour les relations entre nations est le concept d'intérêt national. Les nations, dans l'ensemble, ne sont pas généreuses. La plus belle réussite morale qu'on en puisse attendre, c'est qu'elles se montrent avisées et prudentes dans l'intérêt qu'elles se portent à soi. L'intérêt national seul guide les nations : nulle ne s'engagera pour des valeurs qui dépassent sa vie propre, si ces valeurs mettent en péril son existence. Les organisations internationales ne passent à l'action que lorsque sont en jeu les intérêts vitaux de leurs membres les plus puissants (pp. 173-176). A lire ce début, on se figure Niebuhr comme un La Rochefoucauld qui aurait remplacé par la Nation l'Homme individuel qu'il fait le sujet de ses maximes désabusées.

Sur ou contre les lois expérimentales d'une telle physique politique, que peuvent la morale ou même le christianisme, pour parer à l'anarchie dans les relations internationales? La pensée de Niebuhr est étudiée sous deux chefs : *a*) la théorie, *b*) le passage de la théorie à la pratique.

L'étude théorique combat d'abord une certaine utopie chrétienne, qui connaît deux formes : l'utopie douce et l'utopie furieuse. Douce, celle qui voudrait transporter telles quelles au domaine de la politique internationale les lois et paradoxes de l'amour évangélique.

Sans doute la religion peut inspirer aux nations la patience, l'humilité, le support mutuel; mais l'évidence de

es qualités transformantes est plus modeste qu'on ne le outient fréquemment... « Une foi chrétienne qui déclare que outes les horribles équivoques (de la puissance atomique) 'existeraient pas si seulement nous nous aimions les uns es autres est exactement au même niveau qu'un idéalisme ifique qui soutient que nous pourrions facilement dominer es difficultés de la conjoncture si seulement on organisait un ouvernement mondial... » Un moraliste chrétien observait écemment que si les chrétiens étaient seulement assez ltruistes pour accepter de sacrifier « leur » civilisation omme la foi les a préparés à sacrifier « leur » vie, nous ésoudrions rapidement le problème de la guerre. Il n'est ue juste de demander comment un individu responsable des ntérêts de son groupe pourra justifier le sacrifice d'intérêts utres que les siens. De plus, « en de pareils termes, l'al-uisme chrétien réclame que nous capitulions devant la yrannie puisqu'il se trouve que la démocratie soit à nous, et n tyrannie à eux. Ainsi donne-t-on pour conséquence normale e l'amour chrétien la déloyauté et l'irresponsabilité à l'égard es trésors d'une civilisation historique » (p. 180).

L'utopie furieuse, c'est pour une nation la persuasion l'être chargée d'une croisade pour Dieu et la civili-ation chrétienne, grâce à quoi tout scrupule est étouffé. Et les démocraties, en identifiant la morale à leurs auses, soit dessein, soit ignorance de leur caractère artiel, risquent à peu près les mêmes erreurs que leurs dversaires.

Ces utopies expédiées, reste le problème de faire pen-er moralement des structures définies égoïstes. Com-nent y parvenir? Niebuhr croit pouvoir partir juste-ment de cet intérêt national, en lui donnant toutes ses limensions réalistes. D'abord, à se définir trop étroite-ment ou trop immédiatement, en termes par exemple de sécurité militaire, ne risque-t-il pas de sacrifier ces inté-rêts et sécurités qui ne peuvent s'établir que par une lévotion commune à des principes de justice et sur une sorte de mutualité dans une organisation des nations? Ensuite si une nation soutient d'une part qu'elle ne peut agir au delà de son intérêt, et si d'autre part, dès qu'elle agit, elle soutient qu'elle n'agit non par intérêt,

mais au service de plus hautes valeurs, telles que la « civilisation » et la « justice », ne risque-t-elle pas de se faire accuser par les autres de cynisme et d'hypocrisie, et donc de *se nuire*?

Qu'offrir pour règle, dès lors, à l'intérêt national bien compris? Si les ultimes normes religieuses ne peuvent le devenir immédiatement sans irréalisme, et si pourtant elles demeurent à l'horizon comme un idéal désirable, par quelle médiation pourront-elles s'imposer? Pour Niebuhr l'incarnation ici de l'amour c'est la justice, compromis de l'amour avec les plus obscures forces de la politique. Trois problèmes se lèvent alors pour Niebuhr : premièrement il cherche à distinguer ce qui est possible aux nations, et ce qui est possible aux gouvernements : alors que ceux-ci ne peuvent dépasser l'intérêt national, le peuple par un loyalisme à des valeurs supérieures peut crever certaines étroitesses. Secondement il conçoit la justice en éthique politique comme comportant une harmonie du tout, qui ne détruit pas la vitalité des parties. Troisièmement il veut concilier l'idéalisme et le réalisme politiques.

Mais sur la solution de ces trois problèmes son commentateur Thompson soulève des questions précises. Par exemple, sur le premier : l'attachement du peuple à des valeurs transcendant l'intérêt national, disons à une croisade militaire contre le communisme mondial, cet attachement, s'il ne tient pas compte de la puissance réelle, ne pourrait-il pas mener à une politique contraire au choix, rationnel et calculé, de ceux que concerne la sécurité nationale? Dans certaines décisions cruciales pour une démocratie, ce peut être précisément cette attache à des valeurs transcendantes qui empêche le peuple d'apporter son soutien à une politique étrangère rationnelle. — Sur le second problème, Thompson pense qu'entre des nations qui partagent certaines valeurs morales, comme dans l'O.T.A.N., on peut découvrir un esprit de justice, mais, entre des

ennemis ou des rivaux, la paix est une espérance sans fondement si elle attend que se développe des deux côtés le sens de la justice. Dans les relations américano-soviétiques, par exemple, si on peut imaginer pour un temps un armistice basé sur un arrangement territorial dont la violation serait un *casus belli,* on ne peut concevoir un système de justice commun aux deux parties. — Enfin sur le troisième problème, le réalisme conçu par Niebuhr en termes plus moraux rend-il mieux compte des faits que le réalisme de ceux qui conçoivent la politique, en tant que distincte de l'économie ou de l'esthétique, comme la recherche intéressée définie en termes de pouvoir? Et que signifie la justice en décisions réalisables dans une situation concrète, sociale ou internationale? Autant de difficultés qui laissent croire que la place définie par Niebuhr à l'idéalisme est déjà occupée par un réalisme qu'il n'a pas analysé à fond.

Reste le passage de la théorie à la pratique. Il semble que Niebuhr, dans ses derniers exposés, se rapproche du fameux politique et penseur anglais E. Burke (1728-1797) pour qui la relation de la théorie et de la pratique est assurée par la prudence; la prudence, non la justice, est la reine des vertus politiques (pp. 186-187).

En conclusion :

Si Niebuhr n'a pas réussi à transcender les tragiques paradoxes de la politique, il a clarifié et illuminé le problème plus qu'aucun autre philosophe politique actuel. Si, en acceptant les faits brutaux de la scène internationale, Niebuhr a limité l'applicabilité des normes théoriques, il a évoqué pour le peuple et ses hommes d'État une sorte d'humilité cosmique en ce qui concerne les qualités morales de leur action. La prétention morale qui dérive des politiques de complaisance éthique en soi-même, et qui engendre les conflits et les guerres, devient la base de la conclusion de Niebuhr qu'il est aussi nécessaire de modérer les prétentions morales de chacune des parties contestantes qu'il l'est de faire des distinctions morales concernant l'intérêt national... (pp. 187-188).

Christianisme et démocratie.

Niebuhr, dans l'exposé de Thompson, touchait en passant le problème des relations entre ces deux réalités sociologiques.

En opposition à ces chrétiens actuels qui saisissent presque partout l'occasion de recommander leur foi comme la source des qualités et disciplines requises pour sauver le monde du désastre, Niebuhr, comme chrétien, garde une attitude critique, judicieuse et réservée. Certains leaders chrétiens, par exemple, ont soutenu, contre leurs critiques laïques, que la démocratie... est le produit direct de la foi chrétienne. Cette proposition drastique est inacceptable à Niebuhr : car il apparaît historiquement que des forces séculières ont concouru avec les chrétiennes pour établir les institutions politiques de la démocratie. Il y a, d'autre part, des civilisations chrétiennes non-démocratiques (pp. 178-179).

Sans doute le christianisme fournit des vues qui développent les chances de la démocratie; la notion chrétienne de la dignité humaine, par exemple, provoquera défiance ou répugnance à l'égard de tous les efforts pour faire de l'homme une pièce détachée aux mains d'ingénieurs sociaux ou politiques. De plus la liberté individuelle est encouragée par le recours à une source d'autorité qui permet à l'homme de défier, pour obéir à Dieu, les autorités de ce monde. Enfin l'insistance biblique sur l'ambiguïté de la liberté pousse à rechercher cet équilibre du pouvoir et des forces sociales par restrictions mutuelles qui caractérise la démocratie.

Mais les forces séculières ou laïques ont aussi contribué à la démocratie; elles ont gêné, même chez la vraie religion, la tendance à identifier avec la volonté de Dieu quelque intérêt humain; et en attribuant un contenu profane à des objets ou fins sociales, elles leur ont donné une respectabilité morale, et découragé les sacrations prématurées. Ainsi chacune des deux forces, la religieuse et la laïque, ont fondé la démo-

ratie, soit par leurs valeurs positives, soit en neutralint chez l'autre l'idolâtrie ou la consécration abuve (p. 179).

Rommen, dans sa « généalogie des droits naturels » oit le problème dans son développement historique. Il ommence par une définition intéressante de la démoratie : il y a un trait commun à toutes les démocraes : le gouvernement du peuple par le peuple, rectement ou par personnes élues. Mais ce qui distinue à ses yeux les démocraties de type anglais des émocraties plébiscitaires, c'est la réservation d'une phère de liberté pour les individus et les groupes, rotégée par une déclaration officielle des droits; dans tte sphère, l'État n'a pas le droit d'intervenir, ou il réclame d'y intervenir, il a la preuve à sa charge, d'autre part est soumis à une stricte procédure. ommen donne donc beaucoup d'importance aux droits rocéduraux du citoyen et presque autant qu'aux droits i'il appelle droits substantiels ou d'initiative personelle. Et il ne faudrait pas le pousser beaucoup dans science historique pour lui faire avouer que c'est râce à la porte ouverte, au Moyen-Age, par les droits rocéduraux, par les strictes franchises et libertés des ourgeois espagnols, flamands, ou rhénans, que se sont troduits en Occident les droits substantiels restitués us tard par des théologiens à leur dignité native de oits naturels.

Dans une sorte de dialectique, institutions concrètes systèmes idéologiques s'engendrent et se nourrissent utuellement, mais la primauté ici semble appartenir à ction positive et limitée plutôt qu'aux vastes spéculaons idéologiques. Le récit qui va du dixième au dixptième siècle a pour étapes principales : des origines Occam; d'Occam à Vitoria; de Vitoria au traité de estphalie. Ceux qu'intéresse l'histoire pourront s'y porter; ceux surtout qui voient le droit naturel sortir mme Athéna de la tête de Zeus, alors qu'il doit son

entrée dans le monde à une maïeutique beaucoup plus roturière, où les mains crochues des marchands se sont montrées plus efficaces que les doigts des scribes. Il faut pas mal d'histoire pour hisser au-dessus de l'histoire certains principes, et pour rendre adulte leur naturalité. Et si je puis filer ma métaphore, les nourrices successives des droits naturels n'ont pas toujours été pasteurisées. Rommen fait là-dessus d'excellentes réflexions.

Marsile de Padoue dans son *Defensor Pacis* (vers 1320) a sans doute propagé des idées hérétiques et son interprétation de la constitution de l'Église est largement faussée. Cependant aujourd'hui on approuve généralement sa thèse qu'on ne doit pas convertir par force ceux qui sont dans l'erreur, que les armes spirituelles doivent être employées dans la conversion des hérétiques, que l'Église doit persuader, exhorter et convaincre, et qu'une conversion forcée ne profite pas au salut éternel de ceux qu'on force. Nous devons éviter la méprise d'écrivains catholiques du romantisme politique, qui par exemple vous condamnent absolument la démocratie moderne et son principe de la souveraineté populaire sous prétexte qu'historiquement elle a été en partie produite par l'inacceptable philosophie politique de Rousseau. Ces écrivains attribuent une sorte de péché originel à ces institutions politiques, oubliant que ce qui importe ce n'est pas la justification théorique présumément fausse d'une saine institution politique, mais son service effectif au bien commun dans des circonstances concrètes (pp. 405-406).

Autre crève-cœur pour les belles âmes. Les grands esprits sensibles à telle liberté sont, par l'atmosphère qu'ils respirent, insoucieux d'autres libertés qui nous paraissent logiquement liées celle-là. Ainsi les théologiens espagnols du XVIe sauront défendre le droit des Indiens, mais Las Cases ne saura prévoir qu'il lui sacrifie celui des Nègres. Et pareillement ils ne concevront pas une appartenance politique dégagée d'une confession religieuse. Le roi d'Espagne, dira un de leurs disciples, « punit les hérétiques (non les infidèles qui eux peuvent être tolérés) comme des ennemis, comme

es méchants rebelles qui menacent la paix du royaume, ui ne peut être préservée sans l'unité dans la foi » . 424, n° 30).

En ce XVIe également, ce n'est guère la pensée des éformateurs qui a aidé le développement des droits nturels : on sait que Luther s'est opposé à la liberté es paysans; il tient même (p. 412, n° 15) qu'un chré- en vendu à un Turc comme esclave ne peut tenter évasion. Ce sera plutôt la nécessité de la paix politi- ue, ou l'impuissance à réduire doctrinalement les dis- entiments engendrés par la Réforme, qui provoquera n Angleterre la tolérance civique. Ici encore, tant que s faits n'imposeront pas certains compromis néces- aires à la vie commune, resteront sans écho les adju- ations d'un adversaire de Luther et de Calvin, Sébas- en Castellion. (*Theology Today,* avril 1955, pp. 94-95.)

O Créateur et Roi du monde, vois-tu ce qui se passe? s-tu devenu si différent, si cruel, si contraire à toi-même? uand tu étais sur terre, nul n'était plus doux, plus clément, us patient sous l'injure. Comme une brebis devant le ton- eur, tu restais muet. Flagellé, couvert de crachats, moqué, couronné d'épines et crucifié honteusement entre deux oleurs, tu priais pour ceux qui te faisaient ainsi souffrir. s-tu donc si changé? Je t'en prie, au nom de ton Père, ommandes-tu vraiment que ceux qui ne comprennent pas s préceptes comme l'exigent les puissants soient noyés, oient déchirés par les fouets jusqu'aux entrailles, qu'on pande du sel sur leurs blessures, qu'ils soient démembrés ar le glaive, brûlés à petit feu, et subissent toutes sortes autres tortures aussi prolongées que possible. O Chrit, com- andes-tu, approuves-tu ces mœurs?

A.-Z. SERRAND.

Les Signes du temps

Conférences internationales

Si l'efficacité des conférences internationales était seu lement partiellement conforme à leur fréquence, l monde s'approcherait sans doute d'un état de parfait équi libre et d'une organisation irréprochable. Malheureusement l'observateur a l'impression qu'il y a beaucoup plus de mou vement que de progrès et que nos vaillants diplomates de deux côtés du rideau de fer piétinent admirablement su place. Essayons néanmoins de résumer le calendrier diplo matique et de tirer quelques conclusions des conférence récemment passées ou prochainement à venir.

Au début du mois de juin, les ministres des Affaires étran gères des pays membres de la Communauté Européenne d Charbon et de l'Acier se sont rencontrés à Messine, en Sicile, pour relancer l'idée européenne. Ils avaient le choi entre les propositions assez énergiques du Benelux et l passivité de certains milieux politiques français qui n'on jamais vu dans la construction européenne une œuvre parti culièrement recommandable. Le délégué français a défend une thèse adaptée à la structure de son gouvernement. I s'agissait en premier lieu d'assurer d'une manière incon testable la survie de l'idée européenne tout en ralentissant s marche, au moins jusqu'aux prochaines élections françaises afin de lui éviter de nouveaux échecs. Un comité d'expert présidé par le ministre des Affaires étrangères de la Belgi que, Spaak, commencera très prochainement à explore plus méthodiquement le terrain européen pour permettr aux ministres de prendre en octobre prochain leurs pre mières décisions concrètes, qui se limiteront probablement à la convocation d'une conférence européenne pour la créatio

l'une institution commune chargée de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins industrielles et peut-être aussi d'une autre conférence, moins importante, en faveur d'une amélioration de la collaboration européenne dans le domaine des transports. Toutes les autres questions mentionnées dans le communiqué de Messine, notamment la préparation du marché commun, constituent un programme à très long terme sans actualité immédiate.

Une semaine après Messine, les ministres des Finances ou de l'Économie des pays membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (O.E.C.E.) se sont rencontrés à Paris pour discuter sur la convertibilité des monnaies et le sort de la coopération monétaire européenne. La rupture entre le continent et la Grande-Bretagne d'une part, les monnaies faibles et les monnaies fortes d'autre part, a pu être évitée. La Grande-Bretagne donna son accord au maintien de la solidarité monétaire européenne, aussi bien en raison de l'importance du marché européen pour ses exportateurs qu'à cause des difficultés qu'elle rencontre encore sur le chemin vers la convertibilité. Selon l'avis des experts, la liberté des monnaies ne sera pas pour demain. Il n'est pas exclu que l'Union Européenne des Paiements, prorogée jusqu'au jour de la convertibilité, connaîtra une nouvelle année entière d'existence. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'O E.C.E. et l'idée de la coopération économique européenne sont sorties renforcées de la dernière réunion des ministres.

La pièce de résistance du calendrier diplomatique constitueront les conversations avec l'Est et leur préparation dans le monde occidental. La communauté de vues est cette fois-ci presque totale entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et aussi avec le quatrième partenaire, dont le rôle est d'autant plus déterminant qu'il se trouve au centre des discussions et des préoccupations, c'est-à-dire l'Allemagne occidentale. Les négociations préalables de New York dans la deuxième quinzaine du mois de juin ont confirmé l'opposition de l'Occident à toute neutralisation de l'Allemagne. Le contact des trois Occidentaux avec Molotov à San Francisco, le 20 juin dernier, ne fut consacré qu'à la mise au point de l'ordre du jour de la conférence des quatre chefs de gouvernement, qui commencera à Genève le 18 juillet

prochain. Il est certain qu'il ne s'agira là que du début d'une très longue négociation. Contrairement aux projets initiaux, les ministres des Affaires étrangères des quatre pays ne continueront pas immédiatement la discussion à Genève, mais ne se retrouveront qu'après un délai de réflexion et d'étude de plusieurs semaines, probablement pas avant le début de l'automne. Il est, en outre, à prévoir que la question allemande ne se rapprochera pas de sa solution lors de la conférence de Genève. Elle ne semble pas mûre pour une négociation valable, et ceci d'autant moins que le chancelier Adenauer ne se rendra à Moscou qu'en septembre et que son voyage ne sera la première étape que d'une normalisation des relations entre l'Union Soviétique et l'Allemagne, et point encore de l'unification de son pays.

ALFRED FRISCH.

Les États-Unis devant la détente

Les États-Unis sont le pays des revirements brusques, des coups de collier secouant une insouciance naturelle et dissipant la nostalgie des temps bénis où ils pouvaient ignorer le reste de l'univers : pour mesurer leur ressort, il suffit d'avoir vu l'Amérique de 1940, encore tout absorbée dans la poursuite du bien-être, se transformer d'une année à l'autre en une nation armée jusqu'aux dents; mais aussi, le péril écarté, nul ne s'est plus hâté que les Américains de rapatrier les *boys*, de jeter l'uniforme aux orties, de faire confiance aux alliés, russes ou autres, et à la bonté du genre humain qui garantirait la paix. Que cette confiance ait été trompée, cela explique leur exaspération; que l'isolationnisme, à base de rancune méfiante envers l'extérieur et de confiance excessive en soi, menace toujours de renaître, cela fait comprendre la tendance des autorités à grossir les dangers pour impressionner l'opinion. Nous avons

aint, hier, un énervement générateur de catastrophes; ue la détente internationale s'accentue, et nous devrons entôt insister sur le minimum de précautions néces- ire à la prudence.

Cette détente intervient au moment où décline l'étoile McCarthy, où le président Eisenhower, en vue des ections de 1956, a rompu avec l'aile droite du sénateur nowland, où d'autre part les démocrates, redevenus ajorité au Sénat, ont remplacé Knowland par le véné- ble et paisible sénateur George. La ratification des cords de Paris apportait d'ailleurs au Département État une satisfaction d'amour-propre, en même temps u'en divers lieux du monde, Italie, Japon, la précarité u les équivoques des gouvernements pro-américains nt sentir la nécessité de ne pas tirer trop sur la corde. vent souffle donc à la modération. Et quelles que ient les arrière-pensées, comment nier que pour la emière fois, en signant le traité avec l'Autriche, les aîtres du Kremlin aient fait une de ces concessions ngibles qu'on leur demandait, tandis que leur visite Tito désavouait la ligne stalinienne?

Les Américains observent ces événements avec une taine perplexité. Ils flairent des manœuvres sus- ctes : l'évacuation de l'Autriche rompt l'unité du ont européen, c'est clair; on a cajolé Tito pour le mener au bercail, c'est évident, et s'il avait cédé le oins du monde vous entendriez mille voix répéter : Nous vous l'avions bien dit! » A l'inverse, les intran- geants sont fondés à soutenir que la fermeté paie, que accords de Paris semblent une cause déterminante la nouvelle politique soviétique, et qu'au surplus elle renonce pas à les annuler en neutralisant l'Allema- e. Un mot du président Eisenhower, vite corrigé par Foster Dulles, laissait entendre qu'une telle hypo- se — la neutralisation de l'Allemagne — ne lui répu- ait pas absolument : M. Adenauer cependant n'aura ère de peine à obtenir des assurances à cet égard;

il reste *persona grata,* les affinités sentimentales ave la « bonne Allemagne » démocratique subsistent, et le techniciens du Pentagone ne classent pas si facilemen leurs épures parmi les vieux papiers... Mais que propo sera Moscou à M. Adenauer? Et que sera l'attitud concrète de Washington devant un projet concret? Ell ne peut rester purement négative sans risquer de s'a liéner les sympathies; aussi bien une neutralisation plu étendue, qui embrasserait les satellites de Moscou, s'ac corderait-elle avec la politique de « refoulement » pré conisée envers le communisme : attendons-nous au moins à des sondages pour évaluer jusqu'où la Russi s'en accommoderait.

Pour la plupart des Américains, malgré M. Know land et autres sénateurs ou députés du Far West l'Europe demeure le théâtre principal des opérations la détente en Asie pose des problèmes beaucoup plus complexes. En Europe la « guerre froide » approche rait assez vite de la congélation; en Asie la « guerre chaude » vient à peine de tiédir. Les armées campen encore sur les lignes d'armistice, ou se canonnent, en Chine, d'une île côtière à l'autre; et les élections viet namiennes, qu'elles aient lieu ou non dans le délai prescrit, remettent d'avance l'avenir en question. Mao Tsé-Toung domine la Chine et la transforme en une puissance formidable, réalisant ainsi le rêve même des nationalistes qu'il a dépossédés : impossible de nier ce fait éclatant; mais Ngo Dinh-Diem, Syngman Rhee n'ont aucune envie de céder la place, pas plus, bien sûr, que Tchiang Kaï-Chek à Formose, c'est un autre fait; leur expulsion nécessiterait de nouvelles hostilités, et la Corée du Sud tout au moins — la personnalité de Syngman Rhee mise à part — ne semble pas plus disposée à s'incliner devant celle du Nord que l'Allemagne de l'Ouest devant l'Allemagne de l'Est. Bien plus : Ngo Dinh-Diem, Syngman Rhee, souffrent d'une coupure artificielle, contraire à l'histoire et à la géo-

graphie autant qu'aux aspirations des Vietnamiens et des Coréens unanimes; qu'on les laisse agir, et ils se lanceront dans une bataille pour l'unification, comme Tchiang Kaï-Chek, s'il en a les moyens, dans la reconquête du continent; ce ne sont pas des instruments dociles, et il y aurait de l'indécence à le leur reprocher, du cynisme à leur signifier un congé comme à des serviteurs devenus inutilisables.

Dans cet ensemble, la question des îles Quemoy et Matsu se réduit à ses justes proportions. Amené par la persuasion à évacuer le surplus de son chapelet d'îles côtières, Tchiang Kaï-Chek tient à ses deux derniers bastions comme à un symbole; ils bloquent les ports d'Amoy et de Foutchéou, mais aussi, seuls de ses territoires, ils appartenaient à la Chine avant 1939 : tremplins éventuels d'une invasion, ils marquent la volonté de n'y pas renoncer; pour la même raison, Pékin ne peut tolérer leur occupation par le Kouomintang. Auprès de ces considérations, le point de vue militaire compte peu. Washington a bien pu laisser entendre que son état-major ne juge pas les îles indispensables à sa stratégie et que sa diplomatie hésiterait à faire de leur défense un *casus belli* : toute déclaration plus nette aboutirait à décourager Formose.

Faut-il en venir là? Le jour où les exilés perdraient l'espoir de revoir le sol natal, la débandade commencerait. L'atout qu'ils représentent vaut-il la peine de le conserver, au prix de la fiction qui traite le gouvernement de Taïpeh en gouvernement légal de la Chine? Plus le temps s'écoule, et plus cette fiction devient insoutenable : à chaque réunion des Nations Unies, l'idée de reconnaître Pékin fait de nouveaux pas; elle aurait eu gain de cause depuis longtemps sans l'intervention chinoise en Corée. Il existe cependant des solutions intermédiaires. Reconnaître à la fois les deux Chines? Ce ne serait guère moins fictif, et cela entraînerait bien des complications. Reconnaître un État séparé

de Formose? Tchiang Kaï-Chek, son maître, n'acceptérait pas et Mao Tsé-Toung non plus. Neutraliser l'île sous une tutelle internationale? Ce serait en fait éliminer unilatéralement le seul Tchiang Kaï-Chek. Mais on ne manque pas de voix pour rappeler que les habitants ont le droit d'être consultés, que peut-être, après un demi-siècle de domination japonaise, ils ne tiennent pas tant à retomber sous une dépendance chinoise, communiste ou non; un plébiscite devrait leur laisser le choix de l'autonomie : encore la présence d'un million de réfugiés l'embrouillerait-elle singulièrement. D'autres se disent que Tchiang Kaï-Chek a soixante-huit ans, et qu'il suffirait de laisser passer le temps, en évitant le pire, pour que sa disparition modifie les données et permettre de trouver du neuf.

Tout comme le problème des îles Quemoy et Matsu se résorbe en dernière analyse dans celui de Formose, le problème de Formose à son tour se ramène à celui de la Chine, et le problème de la Chine ou de l'Extrême-Orient n'est qu'une annexe du problème général de la détente. *One world* : le monde est un, écrivait M. Wallace pendant la guerre, s'adressant aux isolationnistes; colonisation ou pas colonisation, nous ne pouvons plus penser par continents. Et personne ne peut non plus se comporter par décrets, comme s'il n'avait pas de partenaires. L'incertitude sur les dispositions des partenaires, sur les secrets mobiles des initiatives soviétiques ou les ambitions cachées d'un Mao Tsé-Toung, amène les États-Unis à s'interroger, autant que nous, sur la conduite à tenir : ne redouble-t-elle pas, cependant, cette incertitude du fait qu'on s'est trop longtemps borné à parer les coups, en fonction du mythe d'une agression armée, et l'heure ne sonne-t-elle pas de raisonner sur un autre plan où l'Occident puisse montrer son esprit inventif?

AUGUSTE VIATTE.

L'Allemagne, enjeu ou partenaire?

On a parlé, en Allemagne et dans le monde occidental, de bombe pour qualifier l'effet de la note oviétique au gouvernement allemand de l'Ouest invi-ant le chancelier Adenauer à venir en visite officielle Moscou.

Ainsi, moins de deux mois après l'octroi par les Occi-entaux à la République fédérale de la souveraineté, près l'entrée de celle-ci, encore dépourvue de soldats, ans le N.A.T.O., Moscou se décide à un geste en ontradiction formelle avec ses déclarations antérieures. Pendant toute la période qui a précédé la ratification des ccords de Paris, Moscou a dit et fait répéter par ses atellites, à commencer par le gouvernement de Berlin-Est, qu'en cas de ratification il ne serait plus possible le discuter et que la réunification de l'Allemagne se rouverait, par ce fait, renvoyée aux calendes, sinon urement et simplement enterrée.

Or que se passe-t-il? Moscou accepte une rencontre les quatre Grands à l'échelon le plus élevé et invite e chancelier Adenauer à venir discuter avec lui de 'établissement de relations diplomatiques, économiques t culturelles et des autres problèmes. Enfin, et pour que nul ne s'y trompe, il répète aux journalistes alle-mands de l'Ouest, en voyage en U.R.S.S., pour la pre-mière fois depuis la rupture le 22 juin 1941 de l'amitié cellée par Molotov et Ribbentrop en août 1939, que Moscou entend discuter de réunification et qu'il est ersuadé que le chancelier repartira satisfait.

Une victoire de la politique du chancelier.

L'opposition social-démocrate en Allemagne de 'Ouest, adversaire, comme on le sait, des accords de Paris, jouait les Cassandre, affirmant qu'il fallait pren-dre au sérieux la menace de Moscou et que quiconque était pour la ratification des accords était un adver-

saire de la réunification. Le chancelier affirmait, soutenu à peu près unanimement par sa majorité, que c'est seulement après que Moscou se serait persuadé de la volonté de l'Allemagne de l'Ouest de ne pas se laisser intimider qu'on pourrait parvenir à une discussion sérieuse.

C'est donc la thèse du chancelier qui se révèle juste et s'il se contente de triompher avec modestie c'est qu'il estime, pour la première fois peut-être depuis six ans qu'il conduit l'Allemagne de l'Ouest, que la partie qu'il va devoir jouer maintenant, face à l'U.R.S.S., est si sérieuse, si lourde de conséquences pour l'avenir immédiat du peuple allemand tout entier qu'une ligne de conduite soutenue par l'ensemble des partis allemands de l'Ouest est nécessaire, un rapprochement entre majorité et opposition souhaitable au premier chef.

A l'heure où nous écrivons, rien de précis n'a encore été entrepris dans ce sens. Le chancelier Adenauer est aux U.S.A., mais on apprend de bonne source qu'il a, dans une lettre personnelle, invité le chef de la social-démocratie à lui faire visite après son retour.

Le double aspect de l'offre soviétique.

Les experts étudient la note soviétique, cherchant à interpréter, à deviner les intentions du Kremlin.

La première partie des suggestions est claire. Le chancelier Adenauer, chef d'un gouvernement souverain, est invité comme tel à se rendre à Moscou pour discuter de l'établissement de relations diplomatiques, économiques et culturelles entre la République Fédérale et l'Union Soviétique.

Les commentateurs de l'Ouest ont vu dans l'établissement de relations diplomatiques la possibilité, que rien dans le texte ne laissait prévoir, que Moscou exige comme condition préalable à l'établissement de ces relations une reconnaissance par le gouvernement de Bonn de celui de Berlin-Est. La diplomatie allemande son-

era sans doute les intentions du Kremlin à cet égard t il est à peu près certain que Moscou répondra : Nous ne posons aucune condition préalable!

On peut penser que le problème de l'envoi à Moscou 'un ambassadeur de la République Fédérale ne posera as de trop grandes difficultés. Un nom est d'ores et éjà avancé dans les milieux politiques de Bonn, celui u député libéral Pflleiderer, et cette désignation aurait ans doute l'agrément du Kremlin pour qui il n'est pas n inconnu. C'est lui qui, il y a un an, suggérait déjà a reprise de relations normales avec Moscou, lui qui ut longtemps diplomate en U.R.S.S. après avoir été ttaché à la Légation de Pékin et qui connaît personnelement nombre de diplomates soviétiques au premier ang desquels on cite l'ancien Haut-Commissaire en Allemagne Semionow.

Celui de la désignation de l'ambassadeur soviétique à Bonn pourrait être résolu justement par l'envoi de Semionow qui, dit-on, est l'un des instigateurs de l'invitation soviétique et le tenant d'une politique allemande plus réaliste.

Ce premier problème étant résolu, le second, celui des relations économiques, devrait l'être aussi facilement. Si l'Union Soviétique a toujours été intéressée au commerce avec l'Allemagne, elle sait bien que les importations les plus intéressantes pour elle ne proviennent pas de l'Est, mais de l'Ouest allemand. Il y a, bien sûr, l'embargo de l'Ouest sur un grand nombre de matières premières et de produits fabriqués, considérés comme « stratégiques », mais la liste laisse tout de même bien des possibilités.

A cette reprise du commerce avec l'U.R.S.S., les industriels allemands sont aussi intéressés que les Soviétiques eux-mêmes, on l'a bien vu à la façon dont ils ont soutenu l'initiative Pfleiderer l'an dernier. L'Allemagne occidentale, dont l'extraordinaire développement industriel depuis la Réforme monétaire de 1948

est connu, a « fait le plein » sur le marché occidental. Elle ne peut guère espérer trouver de nouveaux débouchés lui permettant de continuer à développer son industrie en plein essor. A la veille d'une surproduction dangereuse, l'Ouest lui offre la solution de fabrications d'armement et d'équipement pour sa propre armée, mais l'Est lui offre l'accès au marché oriental : l'U.R.S.S. d'abord, la Chine et les États satellites d'Europe ensuite, ce qui serait encore plus profitable... à moins qu'elle ne puisse satisfaire les deux, pourquoi pas ?

L'établissement de relations culturelles, corollaire habituel des deux autres, pourrait être réglé de même, pense-t-on : échange d'étudiants, rencontres d'intellectuels, de savants, Le danger d'une infiltration communiste sera peut-être un frein léger, limitant mais n'empêchant pas la réalisation d'un accord.

Ceci étant réglé, la vraie conversation pourrait s'engager.

« Statu quo » ou réunification ?

Tout ceci ne sera, si nous pouvons nous exprimer ainsi, qu'un hors-d'œuvre. Après le caviar et la vodka viendra le plat de résistance.

Que veut Moscou ? Tirer le maximum d'un *statu quo* amenant une détente dans le monde et maintenant la coupure de l'Allemagne pour dix ou vingt ans, comme le pensent certains, quitte à reprendre l'idée d'un pacte de sécurité européen pour contrebalancer le N.A.T.O. ? Veut-il, au contraire, comme le prophétisent d'autres cercles politiques, faire quelque proposition sensationnelle de réunification en souscrivant à des élections libres, secrètes et générales sous contrôle international, négocier un traité de paix laissant l'Allemagne libre de mener sa politique comme elle l'entendrait ?

Moscou veut peut-être les deux, c'est-à-dire celle des deux solutions qui, compte tenu de concessions

utuelles, se révélerait la plus profitable pour lui. Concessions mutuelles, disons-nous. Mais jusqu'où a dans cette voie le chancelier allemand ? Va-t-il poser mme condition préalable le retour de tous les prison-ers de guerre allemands encore retenus en U.R.S.S. ? a-t-il exiger le maintien de l'alliance avec l'Ouest et présence de l'Allemagne dans le N.A.T.O., le retour s territoires situés au delà de la frontière actuelle de Oder et de la Neisse, ou au moins de la partie devenue olonaise de ceux-ci ?

Il est encore trop tôt pour porter un jugement à t égard. Quelques mois passeront, sans doute, avant e le vieux chancelier n'entreprenne le voyage, d'ici là quatre Grands se seront rencontrés et, entre Bonn Moscou, des conversations d'experts, voire des con-cts directs d'hommes politiques, auront eu lieu.

La République fédérale, souveraine depuis moins de is mois, va jouer une partie décisive pour elle et ssi, peut-être, pour le monde. Elle devient, dans une taine mesure, l'arbitre du conflit qui oppose les S.A. à l'U.R.S.S. Certains esprits inquiets se deman-nt ce que l'Ouest peut encore offrir à l'Allemagne ur l'empêcher d'écouter le chant des sirènes. Un lomate allemand répondait à cette question, il y a elques jours, par une boutade (?) : « Nous pouvons tenir beaucoup de l'Union Soviétique, si nous savons us y prendre et *si l'Ouest sait lui accorder ailleurs s le monde des compensations substantielles...* »

A. Paul-Grégoire.

Rencontre à Belgrade

Personne n'aurait pu penser qu'après avoir rompu avec le maréchal Tito, après l'avoir traîné dans la e, traité de traître et de Judas, après avoir exercé

sur le régime de Belgrade les pressions les plus vio lentes, les maîtres du Kremlin reconnaîtraient solen nellement leurs fautes et se rendraient en personne Belgrade pour se réconcilier avec les hommes que Sta line avait condamnés. C'est pourtant ce qui vient d'arri ver du 26 mai au 2 juin.

A la vérité, la stupéfaction fut aussi grande en You goslavie qu'ailleurs lorsqu'on apprit la décision de Russes. Certes on négociait depuis quelques mois entr Belgrade et Moscou la réunion d'une conférence à u niveau assez élevé en vue de normaliser définitivemen les relations entre les deux pays. Ce n'est qu'à la der nière minute cependant, après que le lieu et la date d cette rencontre eurent été fixés, que le Kremlin fit con naître aux Yougoslaves abasourdis la composition de s délégation, présidée par M. Khrouchtchev et le maré chal Boulganine.

Mais si le maréchal Tito et ses compagnons furen surpris à l'égal des Occidentaux par l'ampleur sensa tionnelle de la démarche des Soviétiques, ils n'eurer jamais en revanche d'inquiétude sur les suites que pour rait avoir la rencontre russo-yougoslave. Ce qui ne fu pas le cas des Américains, et surtout des Turcs qui n cachèrent pas leurs craintes que leurs alliés yougoslave puissent rejoindre le camp soviétique.

Ces inquiétudes ont vivement irrité les milieux polit ques de Belgrade qui se sont demandés comment l'o pouvait douter de leur fermeté. N'avons-nous pa démontré, nous ont déclaré plusieurs Yougoslaves notre volonté d'indépendance en résistant victorieuse ment à toutes les pressions qui se sont exercées su nous au cours de ces dernières années ? Comment peu on imaginer que nous nous laissions assujettir une nou velle fois par les Soviétiques alors que nous connais sons mieux que personne les procédés et les visées d Moscou ? Ne serait-ce pas d'ailleurs une folie pour nou de renoncer à notre indépendance au moment même o

lle-ci n'a jamais été aussi glorieuse et aussi payante? e serait méconnaître étrangement les qualités d'homme État de Tito que de penser un seul instant qu'il isse abandonner une politique assurant à la Yougo-vie une position en or entre les États-Unis et l'Union viétique. Nous ne parlons pas du ralliement au régime la plupart des Yougoslaves, intensément flattés par rôle prestigieux actuellement joué par leur pays.

Cette prudence n'exclut pas chez Tito et ses compa-ions le désir d'améliorer les relations de la Yougos-vie avec ses voisins de l'Est. Les dirigeants yougos-ves ne peuvent oublier que la rupture avec l'U.R.S.S. s a conduits un moment au bord de l'abîme; ils savent mbien la pression économique et militaire des pays Kominform a retardé le relèvement du pays et ûté de grands sacrifices à la population. Qu'on ima-ne par exemple le poids que peut représenter pour un ys petit et pauvre l'entretien de trente divisions. to et ses compagnons ne voient donc que des avan-ges à renouer des relations normales avec leurs ciens collègues de l'Est : accroissement des échanges mmerciaux, relâchement de la tension aux frontières donc possibilité de limiter le niveau des forces armées ugoslaves, moindre nécessité de faire appel à l'aide s États-Unis qui se font actuellement tirer l'oreille.

C'est en vain qu'à Belgrade les Russes s'efforcèrent rétablir les relations russo-yougoslaves dans le cadre s relations de parti à parti. Le fait que le chef de la légation russe fût M. Khrouchtchev, secrétaire du rti communiste et non le maréchal Boulganine, pré-lent du Conseil, les déclarations de M. Khrouchtchev son arrivée à Belgrade, rien ne put changer la déter-nation des Yougoslaves. Les Russes durent s'incliner le maréchal Boulganine signa à la place de . Khrouchtchev la déclaration commune qui consignait s résultats de la conférence. Moscou reconnaissait nsi qu'à l'avenir les rapports entre l'U.R.S.S. et la

Yougoslavie seraient des rapports d'État à État

En lisant la longue déclaration russo-yougoslave rédigée en des termes très généraux, on peut se deman der pour quelles raisons les Soviétiques ont décidé d venir à Belgrade. On voit bien tout de suite ce qu'il ont dû céder à l'inflexibilité des Yougoslaves; on voi plus difficilement ce que ces derniers leur ont accordé

Faut-il penser que les Russes ont accepté de paye les Yougoslaves comptant, avec la certitude que l'opé ration serait bénéficiaire pour eux à terme dans l cadre général de leur politique européenne de coexis tence pacifique?

Ils peuvent en effet penser que, grâce à leur visite Belgrade :

1° Ils ont fourni de façon spectaculaire à l'opinio mondiale la preuve que l'Union Soviétique ne craignai pas, en vue de renforcer la détente mondiale, de recon naître ses erreurs passées et de condamner indirecte ment les excès impérialistes de l'ancienne politiqu stalinienne.

2° Ils ont arraché la Yougoslavie à l'influence exclu sive de l'Occident. L'Union Soviétique espère ainsi neu traliser indirectement la Yougoslavie, réduire la porté du pacte balkanique et accroître les réserves des You goslaves à l'égard du pacte atlantique.

Le simple fait que les Yougoslaves, soucieux de n pas compromettre leurs nouvelles relations avec Mos cou, soient désormais enclins à mettre fin à leurs atta ques contre la politique soviétique sera considéré comm un gain précieux par le Kremlin qui supportait très ma ces critiques venant d'un autre pays socialiste.

3° Ils ont acquis les Yougoslaves à certaines de leur thèses concernant l'Allemagne.

Il n'est pas possible de juger encore si tous ce « gains » recherchés par les Russes doivent se situer comme le prétendent ces derniers, dans la perspectiv d'une politique de détente et de coexistence active

stématiquement poursuivie par Moscou, ou s'ils ne sent qu'à réduire les forces du camp occidental et à lâcher les liens d'amitié que la Yougoslavie avait bués depuis la rupture avec les pays de l'Ouest. En vanche ce que l'on peut assurer avec certitude, c'est e les Yougoslaves ne se contenteront pas de mots et 'ils n'accepteront de coopérer étroitement avec les oviétiques que dans la mesure où cette coopération ra pour objectif réel la détente et la paix en Europe, ns des conditions qui assurent l'indépendance et l'éga- é à toutes les nations de ce continent, petites ou andes.

Le rôle que jouera Belgrade dans les prochains mois ut donc être infiniment utile. Cela ne saurait être ailleurs un rôle d'arbitre, la Yougoslavie n'a ni la lle ni la capacité de le jouer. Elle peut, en revanche, noigner de la sincérité des intentions soviétiques, de sincérité aussi des intentions occidentales. Les diri- ants de Belgrade ont acquis, grâce à leur volonté ndépendance, assez d'autorité, pour que leurs criti- es concernant les prétentions des pays de l'Est ou de Ouest ou leur appréciation des propositions de ces mes pays soient considérées par l'opinion européenne nme un témoignage valable dont les gouvernements vront, en conséquence, tenir le plus grand compte.

JEAN SCHWOEBEL.

Le poids du Parti

Ce n'est pas avec de bons sentiments que l'on fait de la bonne politique étrangère, pas plus d'ailleurs qu'avec de uvais sentiments. N'en déplaise aux hommes d'État, aux lomates et aux journalistes. L'affaire de Yalta aurait dû faire réfléchir. La politique n'est pas une affaire senti- ntale. Parler de grande ou de petite détente paraît pro- ment grotesque, car en fin de compte cela suppose tout de

même que l'on assimile les deux blocs à un couple humai dont les partenaires usent à l'égard l'un de l'autre « cruauté mentale ». Il est peut-être très regrettable que l rapports entre les blocs ne soient pas réductibles à cett psychologie que nous avons apprise chez Corneille et Racin car le manichéisme de l'homme-qui-lit-chaque-jour-so journal s'en accommode fort bien. Mais il n'est peut-étr pas recommandé de traduire toute chose à tout prix dans c langage psychologique, même si électoralement ou commer cialement le procédé rapporte. Il vaudrait infiniment mieu d'avoir la force d'une charité vraie. Ce qui implique comm première démarche que l'on essaie de comprendre autru J'avoue volontiers que ce n'est pas là chose facile. Les hom mes d'État, les diplomates et les journalistes n'ont proba blement pas le temps d'apprendre à connaître la situatio soviétique. C'est une étude fastidieuse et que peu de le teurs accepteraient de lire.

Et c'est pourtant par là qu'il faudrait commencer. O n'aurait pas risqué de faire un grave contresens en trouvan ridicule que Khrouchtchev chargeât Beria de tous les péché soviétiques. Le parti communiste russe joue un rôle capit dans la politique de l'U.R.S.S. Il s'ensuit que sur le pla intérieur, comme sur le plan extérieur les changements l'intérieur du parti, les luttes de tendance, etc., ont des répe cussions considérables. Khrouchtchev n'a pas pu dévoiler lutte qui a conduit à la liquidation du jdanovisme. En non mant Beria, il savait que les Yougoslaves, et en premier lie Tito, le comprendraient. Peu lui importait ce que dirait presse occidentale. Il est capital pour les dirigeants actue du parti russe de trouver sur leur front chinois comme su leur front européen des points d'appui qui permettent continuation du jdanovisme par de nouveaux moyens.

Et d'abord qu'est-ce que le jdanovisme? La tendan extrême du parti qui, après la guerre, a réussi à rendre a parti la place qu'il avait perdue pendant la guerre. C'est un perspective révolutionnaire qui devait justifier un reno veau. De là est né le Kominform. Jdanov et Tito appart naient à la même tendance extrême et c'est pourquoi Be grade devint la capitale de la révolution mondiale où chaq semaine l'organe du Kominform, « Pour une Paix durable donnait les mots d'ordre à l'ensemble des partis comm

istes du monde entier. Le jdanovisme échoua. L'opération expulsion » qui ajoutait douze millions de prolétaires aux inze millions que l'Allemagne occidentale comptait déjà, e provoqua point la révolution, mais la reconstruction et, our finir, le miracle allemand. Les socialistes sous la direction de Schumacher eurent suffisamment d'intelligence pour e point suivre les conseils anglo-américains qui les poussaient à s'unir aux communistes. Si le coup de Prague réussit, les mouvements déclenchés en France et en Italie n'aboutirent point.

A l'intérieur, Jdanov réglementait les lettres et les arts, établit la discipline du parti, s'opposa à la vague de l'opposition paysanne, mais ne fut pas capable de donner la reconstruction l'élan nécessaire. Beria, Malenkov et Molotov mirent fin au jdanovisme. Aux arrestations et exécutions en U.R.S.S. correspondaient la rupture avec Tito la liquidation des hommes mis en place par Jdanov dans s républiques populaires.

Après le XIXe congrès du parti, la lutte entre les tenants u jdanovisme et ses adversaires reprit. Elle atteint son point ulminant avec le complot des médecins qui laissait prévoir une purge sanglante dont le groupe Beria aurait fourni s victimes. Là dessus Staline mourut fort opportunément. t Khrouchtchev s'assura non sans mal le secrétariat du arti que Malenkov dut lui céder [1]. Mais Khrouchtchev avait é l'homme de Jdanov à Moscou, chargé d'exécuter les esures révolutionnaires en matière agricole, l'inventeur des s agrovilles que Malenkov avait critiquées au XIXe congrès. Sous une forme nouvelle, le jdanovisme l'emportait. enregistra une victoire importante, en liquidant Beria et bokoumov, puis en rétrogradant Malenkov au commencement de cette année.

Pour Khrouchtchev et Boulganine il est de première nportance de consolider leur position et, du même coup, elle du parti. Or, rien ne peut être plus urgent pour eux ue d'obtenir le retour au bercail de Tito. Certes, il ne agit pas de revenir à la situation de 1946-47, mais il faut tablir avec Tito, comme avec Mao un pacte de *coexistence ctive*, de collaboration efficace, capable de sauvegarder le

1. Cf. notre article dans *La Vie Intellectuelle* d'avril 1953.

rôle du parti à la fois en U.R.S.S., en Chine et Yougoslavie, comme dans le reste du monde. N'oublions jamais qu'en Russie comme en Yougoslavie, le caractère parasitaire du parti pèse sur l'évolution normale du pays. Il n'en est pas de même en Chine, où il joue encore le rôle de bulldozer. Milovan Djilas, dans une intervention dramatique, avait montré ce rôle du parti. Tito en le sacrifiant indiqua clairement qu'il entendait maintenir la structure dictatoriale du parti unique, dût l'évolution yougoslave en souffrir. Mais si Tito entend rester indépendant, il n'est pas impossible qu'il s'alignât à nouveau sur le front qui passe par Moscou et Pékin, avec la volonté, sans doute, de jouer un rôle de plus en plus grand en Europe centrale et de peser à la fois sur Moscou et Washington.

Devant cette perspective, le camp atlantique a besoin d'autre chose que d'une politique dite de détente. Les structures soviétiques et yougoslaves sont condamnées par le caractère de corset inutile qu'est devenu le parti dans l'un et l'autre pays. Il faut que l'Occident crée sur le plan européen des formes nouvelles de vie pour servir de pôle d'attraction, d'exemple aux forces qui préparent des changements dans le camp soviétique.

JEAN ROUNAULT.

Vocation de Beyrouth

Les récents événements du Proche-Orient : conclusion du pacte turco-iraquien et crise de la Ligue arabe, n'ont eu nulle part de témoins plus attentifs, ni plus clairvoyants, qu'à Beyrouth. La presse, de langue française ou arabe, de la capitale levantine, pressentait pareille évolution depuis l'été 1954 et en a subtilement analysé tous les aspects. Le gouvernement, organiquement islamo-chrétien, de la République libanaise, s'est efforcé de définir, puis de faire valoir, le point de vue d'un État fondé sur le sens du compromis et sur le souci de la paix, pour lequel la concorde dans le monde arabe et l'entente entre l'Orient et l'Occident constituent les bases mêmes de l'existence.

Au moment où s'élargissaient les fissures de la Ligue rabe, où une coalition égypto-séoudite s'opposait au acte de Bagdad, où la Syrie était soumise à une vive ression turque, le gouvernement de MM. Camille Chaioun et Sami bey Solh devait tenter de s'entremettre. névitable, l'entreprise était risquée; on a enregistré son hec, on l'a même sans doute exagérément souligné. i cette tentative, en effet, n'a pas atteint son but ambieux de conciliation générale, elle a sans doute beaoup contribué à éviter le pire et à maintenir cet équibre oriental auquel Paris, on le sait, n'est d'ailleurs as moins attaché que Beyrouth.

On comprendrait mal, au demeurant, l'attitude du iban, si on ne lui attribuait que des mobiles politiques. De toute antiquité, la côte libanaise fut un lieu privilégié our les contacts de civilisation; cette vocation historiue, tellement antérieure aux circonstances politiques u siècle, les dépasse et les domine. Le grand empoum du Levant, porte de l'Orient sur la Méditerranée, onnaît le prix d'un arrière-pays ouvert et paisible : ans la Ligue arabe, le Liban n'a pas vu seulement la neilleure garantie de son originalité étatique, de son ndépendance et de ses frontières; il espérait y trouer aussi la base d'une large unité économique qui eût rocuré à ses nationaux, intermédiaires universels et éniaux vendeurs de services, le moyen de plus commoément s'employer au bénéfice de tous.

Mais la Ligue ne s'est jamais suffisamment souciée e construire cette union économique, que le Liban fut ans doute seul à pleinement comprendre et à tout à ait vouloir. Du moins en préparait-elle, plus ou moins onsciemment, les conditions; aussi le Liban voit-il vec déplaisir tout ce qui concourt à son effritement. l lui faut bien, cependant, constater la stérilité, au oins provisoire, du pacte du Caire de 1945, comme les angers du pacte de Bagdad de 1955. Sans renier la igue, Beyrouth cherche donc au delà, et vient d'abri-

ter une Conférence au cours de laquelle les bases d'une Organisation Économique du Proche et du Moyen Orient (O.E.P.M.O.) ont été esquissées par les représentants de seize États (les huit membres de la Ligue arabe, la Grèce, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde, Ceylan, l'Abyssinie).

La tâche est ardue, elle aussi : les échanges réciproques de ces États sont minimes; leurs économies, surtout agricoles, ne sont guère complémentaires; leurs régimes économiques, très variés, vont de l'autarcie au libéralisme; leurs niveaux de vie et de civilisation ne sont pas tous comparables; leurs politiques souvent divergent. De cette conférence préparatoire il n'est donc sorti qu'un programme. Mais Beyrouth, siège de l'organisme naissant (dont les langues officielles seront l'anglais, l'arabe et le français), va consacrer tous ses efforts à sa survie et à son développement.

Si la chance favorise cette tentative, l'heure de Beyrouth aura sonné. Des perspectives neuves s'ouvriraient à un Orient qui trouverait en cette capitale le lieu de ses études économiques, le foyer de ses réflexions, le cadre de ses contacts. Avec ses grandes Universités de triple culture : libano-arabe, américaine, française, son vaste port, héritage du mandat français, son aéroport mondial, première grande réalisation de l'indépendance nationale, son peuple auquel rien n'est étranger du commerce universel, Beyrouth peut renouveler et amplifier encore le destin de Tyr et de Venise.

Ces vastes ambitions, dussent-elles n'être que lentement et partiellement remplies, constituent peut-être aussi le moyen le plus sage d'affirmer et d'affermir l'État libanais et de modeler pour de bon ses structures. Est-il interdit de concevoir, autour de l'emporium beyrouthain élargi, une République commerçante et lettrée, non plus aristocratique comme les cités marchandes de jadis, mais moderne et sociale, fondée sur les bases originales que procurent au Liban l'équilibre des commu-

autés qui le composent, son vieil humanisme et le onstant élargissement de ses élites ? Ce n'est encore là, ertes, que l'esquisse d'un rêve; mais l'esprit libanais st habile et prompt à rapprocher l'idée et les faits. On eut faire confiance à ces organismes libanais si divers, nais également riches d'initiative et d'intelligence : la ociété libanaise d'Économie politique, l'Association des ommerçants de Beyrouth, les *Kataeb,* le Parti Social rogressiste, le Cénacle libanais, les Semaines Sociales e Beyrouth, etc... pour découvrir les ressources qu'offent dans la conjoncture actuelle les réalités locales, et ermettre à leur Cité de définir et de pleinement réaliser a vocation.

PIERRE RONDOT.

Troubles au Cameroun

Horace montrait de l'esprit de système jusque dans le combat à l'arme blanche : il divisait la difficulté en ntant de parties... Mais la difficulté, qui s'appelait Curiace, vait reçu des coups et Horace gardait bon pied, bon œil. a colonisation française est blessée, et tous ses interloteurs l'assaillent à la fois. Après le Viet-Nam, le Maroc, Tunisie, l'Algérie, voici maintenant le Cameroun. On presse aux grilles des Tuileries. Que serait-ce s'il fallait mpter les absents ? Madagascar qui depuis 1948 est resté u tapis; le Togo où la nouvelle Assemblée Territoriale ne mpte aucun membre d'un des partis les plus représentatifs. Du Cameroun au lendemain des troubles on a déjà tout t, c'est-à-dire rien. « Le territoire attend des réformes ciales hardies » et « La terreur règne à Douala. » Qu'il tende de nouvelles réformes sociales, c'est parbleu vrai. ais il commence à attendre aussi autre chose : cette parlle (le mot est trop faible) de libre détermination de soiême sans laquelle, comme n'a pas dit Lyautey, rien de and ne s'accomplira jamais. Quant à la terreur, s'il plaît Dieu et aux politiques, le Cameroun peut encore en faire conomie.

Les troubles des derniers jours de mai ont fait plus de victimes qu'il n'avait semblé tout d'abord. Neuf ou dix morts, quelques dizaines de blessés, telles étaient les premières estimations. Aujourd'hui des informations puisées à bonne source dénombrent une cinquantaine de tués. Presque tous sont Africains, militants de l'Union des Populations Camerounaises (U.P.C.) ou simplement entraînés par ces militants dans les manifestations du mois dernier. L'U.P.C. est un parti politique local qui s'est signalé en revendiquant l'indépendance dans les termes les plus intransigeants. Il affirme avoir été victime d'une provocation, monté de toute pièce par l'administration pour l'abattre. Que l'administration n'ait guère de tendresse pour lui, voilà qui n'est pas douteux. Que le « complot » administratif soit prouvé, c'est une autre affaire. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de forcer ainsi le trait pour faire apparaître la gravité de l'événement.

Pour autant qu'on puisse reconstituer le déroulement des troubles, il semble bien qu'ils trouvent leur origine dans l'agitation suscitée dès les semaines précédentes par l'U.P.C., surtout dans la moitié sud du territoire qui comprend les deux villes principales, Douala et Yaoundé, et où le parti recrute le gros de ses adhérents parmi la population Bamiléké. Agitation d'ampleur réduite au demeurant, se traduisant par une succession de réunions sur la voie publique et de courtes grèves sans objectif social défini, mais dont la diffusion est significative. Où l'on commence à apercevoir d'autres interventions, c'est d'abord dans la réunion dite du « Front National Camerounais » qui fut organisée à Douala le lundi 23 mai. Réunion franchement orientée contre l'U.P.C., et contre le communisme avec lequel ce parti entretient des rapports. Le « Front National » n'a pas réussi à rassembler tous les groupes politiques du territoire, mais les militants U.P.C. de Douala se sont portés contre les participants. C'en était assez pour échauffer les esprits, et, dans les jours suivants, des troubles sérieux se produisaient dans plusieurs centres, notamment à Douala, puis à Yaoundé. La force publique est intervenue contre les manifestants, et a fait usage de ses armes. Du côté européen la seule victime d'une blessure par arme à feu paraît être un gendarme atteint par des chevrotines; il n'y a donc pas lieu

le croire que les manifestants aient possédé d'autres armes que des armes blanches plus ou moins improvisées, à l'exception d'un ou de quelques fusils de chasse. Enfin la permanence de l'U.P.C. à New-Bell, quartier africain de Douala, a été incendiée; mais il est troublant de constater que les habitants africains des cases environnantes, prévenus, avaient quitté les lieux.

L'U.P.C. mène depuis plusieurs années une action qui éveille dans la population un écho certain. S'il en faut une preuve, on la trouvera dans la récente déclaration des vicaires apostoliques qui ont jugé nécessaire de mettre en garde leurs fidèles contre elle, à raison de son attitude hostile à l'Église et de ses liens avec le communisme. Des militants formés aux écoles communistes poursuivent d'ailleurs un effort de propagande et d'organisation qui, pour être relativement récent, n'en est pas moins appelé à porter des fruits. C'est qu'ils savent tirer parti de l'aspiration à l'autonomie et au mieux-être qui grandit très rapidement, surtout dans les villes. Tout le problème est de savoir si cette double et réelle aspiration ne pourra s'exprimer qu'à travers la doctrine et l'organisation communiste. L'Europe connaît bien ce problème. On s'étonne qu'en Afrique elle en cherche si souvent la solution à contre-courant, et fasse parfois flèche de tout bois contre une volonté de rénovation que rien n'arrêtera. Si Dieu écrit droit avec des lignes courbes, les imperturbables lignes droites de notre politique pourraient bien se recourber vers des abîmes.

Car — et cela importe peut-être plus que le démontage minutieux des événements de mai — il n'y a pas de morts inutiles. C'est ce qu'écrivait *Maroc-Presse* après l'assassinat de M. Lemaigre-Dubreuil et, tout idéalisme oublié, il n'a sans doute pas tort. Quand les Noirs se heurtent aux Blancs, il ne peut pas ne pas en résulter une prise de conscience plus vive d'une solidarité africaine, que ni les divisions des partis, ni les antagonismes ethniques, ni le conflit des anciens et des modernes, ne pourront entièrement étouffer chez un peuple dépendant. Sa dépendance même le rassemble. Le moment est donc venu de savoir si le monde noir devra se faire contre le monde blanc. On ne le souhaite ni à l'un ni à l'autre.

ROBERT DE MONTVALON.

Les travailleurs américains face à l' « automation »

L'*automation,* telle qu'elle apparaît aujourd'hui aux États-Unis, constitue un développement aussi révolutionnaire que le fut l'introduction de la machine à vapeur dans les manufactures à la fin du XVIIIe siècle. L'idée même provoque chez certains une telle frayeur que des entreprises ont enjoint à leurs cadres de ne point employer ce mot. Il y a moins d'un quart de siècle que la désorganisation suscitée par la révolution de la production en masse aboutit à la *grande dépression*, préparant le sol où put prendre racine la semence totalitaire qui produisit sa moisson à la deuxième guerre mondiale.

L'*automation* est « l'exécution automatique de tranches d'opérations entre des processus de production progressifs ». C'est la définition de ce qu'on nomme « l'automation de Détroit ». Les experts et les théoriciens déclarent que l'*automation* est « une nouvelle philosophie de l'aménagement, une nouvelle méthode de production industrielle ».

Déjà, l'*automation* a réduit, dans quelques usines, le travail à n'être plus qu'un élément négligeable du coût de la production. Dans une telle usine la production devient comparable avec celle d'un puits de pétrole, où il suffit de manier une valve pour augmenter le débit à volonté.

Après enquête auprès des spécialistes de l'*automation*, les experts du C.I.O. (*Congress of Industrial Organizations*) affirment que dans l'usine automatisée le salaire est tout à fait indéterminé. « Vous pouvez payer les deux ou trois hommes qui resteront au travail dix dollars l'heure ou cent dollars l'heure », dit l'un des spécialistes à son interviewer, « cela ne fera point de différence pour le coût final, après que les trois cents travailleurs employés avant l'*automation* auront été éliminés du processus de la production ».

Dans l'industrie électronique américaine l'emploi n'a ugmenté ces dernières années que de 40 %, en même mps que la production s'est accrue de 275 %. Ce n'est u'un commencement. Dans telle usine où il fallait, il a quelques années, deux cents travailleurs pour produire mille appareils de T.S.F., il suffit aujourd'hui de eux travailleurs pour obtenir aisément le même résultat.

Le magazine américain *Newsweek* rapporte que l'usine automatique de Ford sort deux fois plus de nachines qu'une usine d'ancien style, et cela avec un ixième de la main-d'œuvre antérieure ». Des machines mouler qui, automatiquement, reçoivent le moule, remplissent, y pratiquent des évents, pressent et étient, mettent *un* homme à même d'accomplir un travail qui requérait quarante-cinq ouvriers. Dans beaucoup de fonderies de machines de l'industrie des automobiles et des tracteurs, l'assemblage des noyaux, qui tait une des opérations majeures, est aujourd'hui ntièrement éliminé. Des économistes estiment que ans dix ans l'*automation* permettra dans l'industrie utomobile à deux cent mille travailleurs d'égaler la roduction obtenue actuellement par un million de travailleurs.

Face à l'*automation* le C.I.O. s'assigne quatre ìches :

1. La coopération avec les technologues les mieux nformés, afin de connaître ce qui arrive, et de prévoir e qui se développe avant qu'il ne soit arrivé.

2. L'élaboration d'un programme pratique pour épondre aux besoins des travailleurs au fur et à mesure ue leurs problèmes se posent.

3. La mise au point d'une vaste politique syndicale, pte à guider les syndicats dans les négociations des nnées de transition à venir.

4. L'obtention, en accord avec d'autres groupes de communauté nationale, d'une législation procurant

la planification nationale, les lois fiscales, les facilités pour l'éducation et les loisirs, ainsi que les salaires, les arrangements horaires, les mesures de réinstallation et d'assurance sociale, que l'*automation* rendra nécessaires.

Le C.I.O. et, tout particulièrement, les U.A.W. (*United Automobile Workers*) — C.I.O. sont déjà pleinement engagés dans la réalisation de ce programme d'action.

Les U.A.W.-C.I.O. ont chargé un comité d'experts de suivre de près les développements dans le domaine de l'*automation*. Dès à présent les commissions déléguées par les syndicats pour négocier de nouveaux taux de salaires et de nouvelles hiérarchisations pour les emplois touchés par l'*automation*, sont assistées d'ingénieurs et d'autres conseillers techniques.

Des revendications sont en voie d'être formulées : en vue d'obtenir des contributions au réapprentissage et des programmes en faveur des travailleurs mis sur le pavé; en vue d'accords assurant à ces travailleurs un embauchage préférentiel; en vue de prévenir la dégradation des standards dans les métiers qualifiés. Les U.A.W. n'entendent conclure leurs conventions que pour des périodes assez brèves, afin d'être mieux en mesure de parer aux changements rapides.

Dans les jours à venir le syndicat s'efforcera, sans nul doute, d'obtenir une forte réduction de la semaine de travail. Mais la revendication la plus importante, non seulement dans l'esprit du syndicat mais dans l'esprit de la majorité du pays, est celle d'un *plan d'emploi garanti*. A cet effet le syndicat a engagé des négociations avec deux des plus grandes entités industrielles du monde, *la General Motors Corporation* et la *Ford Motor Company*. Le syndicat demande à ces compagnies : 1) de garantir à chaque travailleur, chaque semaine au cours de laquelle il est employé, une paie correspondant à quarante heures de travail; 2) de con-

inuer à verser à tout travailleur régulier normalement employé, en cas de chômage forcé, jusque pendant cinquante-deux semaines, sa paie hebdomadaire[1]. Les syndicalistes espèrent que, grâce à une paie régulière assurée et à la garantie d'un revenu transitionnel d'au moins une année permettant de faire vivre la famille en dépit de toute crise d'emploi, les travailleurs seront dans une position économique assez saine pour aborder efficacement la conquête d'autres garanties fondamentales susceptibles de disposer les machines et les méthodes nouvelles au service de desseins pacifiques et constructifs.

LEWIS CARLINER.

Le syndicalisme britannique face à la crise de « prospérité »

C'est sous le signe de la prospérité et du plein emploi qu'il faut situer les problèmes sociaux auxquels la Grande-Bretagne doit aujourd'hui faire face. Depuis quelques mois plusieurs grèves ont eu lieu et, à l'époque où nous écrivons, la grève des mécaniciens et chauffeurs de locomotives dure depuis plus de quinze jours, à cause du conflit sur l'éventail des salaires dans les chemins de fer. Le syndicat londonien des dockers et arrimeurs (N.A.S.D.) est suivi sans défaillance par ses vingt mille membres depuis plus de trois semaines, dans une grève qui l'oppose directement, non pas aux employeurs, mais au syndicat général des transports (T.G.W.U.) d'une part, et à la confédération générale des syndicats (T.U.C.) d'autre part. C'est

1. On sait que le syndicat des ouvriers de l'automobile affilié au C.I.O. (U.A.W.-C.I.O.) vient d'obtenir de Ford et de la General Motors une clause de salaire garanti, qui, si elle ne réalise pas encore le salaire *annuel* garanti (Ford ne s'engage à payer les indemnités que pour une durée maximum de vingt-six semaines), en consacre le principe. (N.D.L.R.)

en décembre 1954 que ce conflit des dockers a éclaté, entraînant une première grève « non officielle » qui dura près d'un mois. Les marins ont également débrayé dans plusieurs ports, empêchant le départ de nombreux paquebots. Cependant, le syndicat national des marins (N.U.S.) a condamné la grève et demandé en vain à ses membres de reprendre le travail. Les conducteurs de métro et d'autobus londoniens ont également débrayé pendant vingt-quatre heures il y a quelques semaines, contre l'avis des dirigeants de leur syndicat. Nous retrouvons cette même opposition entre les responsables syndicaux et les adhérents, dans la grève récente des mineurs qui fut déclenchée à propos des taux de salaires au rendement dans les mines. Enfin, rappelons qu'en avril dernier les journaux ont cessé de paraître pendant un mois à la suite de la grève des électriciens et mécaniciens de la presse, qui demandaient une augmentation à la suite d'un trop grand nivellement des salaires dans la profession. Étant ouvriers qualifiés, ils tiennent à conserver des avantages pécuniaires par rapport aux autres employés de la presse.

Dans tous ces conflits nous retrouvons des traits communs : caractère souvent « non officiel » des grèves condamnées par les dirigeants du syndicat des grévistes, ou bien grèves déclenchées officiellement par un syndicat et condamnées par d'autres groupements syndicaux et par la Confédération générale syndicale (T.U.C.). La grève des marins entre dans la première catégorie, et la grève des dockers et des arrimeurs (N.A.S.D.) dans la seconde. Les autres conflits que nous avons mentionnés n'entrent pas aussi nettement dans l'une ou l'autre de ces catégories, mais reflètent plus ou moins certaines querelles entre syndicats. Malgré les démentis des chefs responsables, la grève des chemins de fer — grève officielle — traduit certaines frictions entre le syndicat des cheminots (*National Union of Railwaymen*) et le syndicat des mécaniciens et chauffeurs de locomotives

Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen).

Rappelons enfin que dans ce dernier conflit, comme ans celui qui paralysa la presse, nous sommes en préence de revendications d'ouvriers spécialisés et qualifiés ui demandent que leurs salaires soient nettement plus evés que ceux de leurs camarades non qualifiés. Il xiste donc aujourd'hui en Grande-Bretagne un malaise ocial que nul ne conteste, mais dont les causes peuvent re discutées.

I. — *Prospérité économique et plein emploi*

Dans les années qui ont suivi la fin de la guerre, les ndicalistes comme les économistes ont été avant tout ucieux d'éviter le chômage et ont été pris au dépourvu r la persistance de l'inflation et du plein emploi. Alors 'il aurait fallu développer au maximum la productité dans tous les secteurs de l'économie, les syndicats, doutant toujours le retour d'une dépression, ont opté une attitude plutôt malthusienne. En outre, les orts entrepris dans le cadre du programme travailliste ur élever le niveau de vie de la classe ouvrière ont rtout profité aux groupes sociaux les plus défavoés. La hausse du salaire réel du manœuvre par rapt à l'avant-guerre a été proportionnellement plus portante que la hausse du salaire réel de l'ouvrier alifié. Tous les travailleurs ont bénéficié de l'amélion des conditions de vie, mais l'éventail des salaires st refermé. Pendant la période d'inflation de 1945 1952, la hausse périodique des salaires a empêché les vriers qualifiés de prendre conscience de l'amenuisent de leurs avantages relatifs, mais ceci n'est plus i dans une période de prospérité et d'équilibre au eau du plein emploi[1]. Il était parfaitement légitime

[1] On pourra s'étonner que nous parlions de « prospérité » et équilibre » pour qualifier la situation économique de la Grande-

que les plus défavorisés dans l'échelle des revenus bénéficient par priorité des hausses de salaires, mais une trop grande égalité économique au sein même de la classe ouvrière risque de décourager l'effort et de dévaloriser les responsabilités tout en créant des conflits graves.

Un certain mécontentement résulte aussi des inégalités existant entre les différents secteurs de l'économie. Les employés des chemins de fer britanniques sont très mal payés par rapport aux ouvriers de l'industrie, mais le plein emploi n'a fait qu'accroître la rigidité de la main-d'œuvre.

II. — *Structure et fonctionnement des institutions syndicales*

La structure des institutions syndicales et leur fonctionnement ont aussi une large part de responsabilité dans les problèmes présents. La multiplicité des groupements syndicaux et leur inégale importance peuvent être sources de conflits inattendus aboutissant à des grèves. Le syndicat des dockers et arrimeurs, dont les vingt mille membres sont en grève depuis plus de trois semaines, a été exclu du T.U.C. pour avoir accepté de nouveaux membres venus du syndicat mixte des transports (T.G.W.U.) groupant près d'un million trois cent mille membres. De tels procédés — même s'ils répondent aux « règles du jeu » du syndicalisme britannique — nous paraissent très peu aptes à respecter la liberté individuelle. L'ouvrier qui a adhéré à un syn-

Bretagne en 1955. Il y a eu, en effet, un déficit dans les paiements extérieurs du Royaume-Uni dans le second semestre de 1954, et la Banque d'Angleterre a élevé le taux de l'escompte. Cependant toute la littérature parue sur les risques d'inflation nous semble d'un pessimisme exagéré — ce qui s'expliquait peut-être à la veille des élections — et on définira mieux la réalité en disant que la Grande-Bretagne de 1955 est dans une situation de prospérité économique au niveau du plein emploi, ce qui n'est pas du tout synonyme d'absence de problèmes.

cat n'a-t-il donc plus le droit de le quitter même il n'est pas satisfait ?

La grève de l'impression des journaux fut décidée par s deux syndicats des électriciens et ingénieurs ne faiunt pas partie de la confédération groupant les douze utres syndicats de la presse. Il fallut alors, comme ujourd'hui dans la grève des chemins de fer, accomir des prodiges de diplomatie, non seulement pour ntrer en contact direct avec les représentants des ndicats patronaux, mais aussi avec le T.U.C. ou bien vec les syndicats ne participant pas à la grève. Il est ssi difficile pour les syndicats d'une même industrie e se mettre d'accord sur un programme de revendicaons, que pour les représentants des syndicats ouvriers patronaux d'aboutir à un accord sur une augmentaon de salaires. De telles difficultés contribuent direcment à faire durer les grèves.

Enfin, au plan du fonctionnement, il semble qu'il y it une rupture parfois profonde entre les dirigeants ndicaux et la masse des syndicalistes. Les chefs synicalistes partent du principe que la grève est devenue n moyen d'action inélégant et quasi périmé dont il e faut user qu'avec modération et quand tous les oyens normaux de négociation ont été épuisés. Le avail des secrétaires régionaux de syndicats étant vant tout de négocier perpétuellement avec les patrons, n arrivera finalement à la condamnation systématique e toute grève. Il serait souhaitable que le langage des hefs syndicalistes différât quelque peu de celui des utorités gouvernementales. Mais n'est-ce pas là le rix d'un syndicalisme solidement établi et qui finit par e confondre avec l'administration ? Il est très sage ue les chefs syndicaux conscients de leur responsabité recommandent de n'utiliser la grève qu'avec pruence, mais en allant trop loin dans ce sens ils risquent e mécontenter la masse des adhérents et la direction es syndicats les plus faibles. Les grèves éclatent alors

comme de véritables crises dans un climat de rancunes, ce qui rend difficile les rapports entre les syndicats eux-mêmes, et fait perdre de vue le but de toute action syndicale. Le plein emploi et l'élévation du niveau de vie des ouvriers d'une part, la puissance et la sécurité des institutions syndicales d'autre part, ont fait perdre de vue l'idée de lutte des classes. Le souci majeur du T.U.C. est aujourd'hui de gérer et d'administrer beaucoup plus que de combattre. Il faut ajouter que les militants ont quelque responsablité dans cette situation, car ils s'abstiennent trop souvent d'assister aux réunions et de prendre une part active à la vie du syndicat. Cette apathie à la base approfondit la rupture entre les chefs syndicalistes et leurs adhérents.

Nous pouvons finalement rapprocher l'échec grave des travaillistes aux dernières élections de la crise syndicale. Les chefs syndicaux s'enracinent au moment où les travaillistes n'ont pas de programme solide à proposer à la nation. On parle de « Mr. Butskell » ou de « Mr. Gaitler » pour indiquer qu'il n'y a que peu de différence entre la politique économique du parti travailliste et celle du parti conservateur. En politique étrangère on cherche en vain ce qui peut séparer les deux partis. Enfin, l'ostracisme dont est frappé l'aile gauche travailliste et son chef Mr. Bevan, n'est pas de nature à conduire le *Labour Party* sur la voie d'un socialisme plus authentique.

Depuis 1951, les conservateurs ont gouverné avec sagesse et succès. Ils ont eu sans aucun doute plus de chance que leurs concurrents, à cause d'une conjoncture économique internationale beaucoup plus favorable. Le maintien de la prospérité et du plein emploi, l'abolition des contrôles, les erreurs de l'aile droite travailliste qui arrive difficilement à s'opposer à la politique des conservateurs, expliquent en partie les résultats des dernières élections. Au lieu d'accuser Mr. Bevan d'être responsable de l'affaiblissement du *Labour Party,* les

efs travaillistes et les chefs syndicalistes devraient utôt repenser leur politique en fonction des problèmes i découlent de la prospérité et du plein emploi. Le cialisme ne devrait pas être seulement l'ami des mau- is jours.

MAURICE NIVEAU.

La littérature à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S

Une discussion intéressante vient d'avoir lieu à l'Institut de Littérature Mondiale de l'Académie des Scien- s de l'U.R.S.S., sur des problèmes de la littérature soviéque contemporaine. L'intervention la plus intéressante fut lle du critique V. Kousnetsov, qui déplorait que les ivains soviétiques choisissent leurs sujets le plus souvent ns la vie des membres de l'*intelligentsia,* en se souciant t peu de la destinée des « gens simples ».

« Les héros présentés par la plupart de nos romanciers : krassov, Nikolaiev, Ehrenbourg, Granine, Soboliev, Tchouvski, etc., sont tous des intellectuels, des officiers, des agromes, des cadres du Parti, des ingénieurs, etc., a dit notamnt Kousnetzov. On chercherait en vain parmi ces héros de nples kolkhoziens, de simples ouvriers... »

Il semble que les poètes soviétiques soient moins fermés e les romanciers aux aspirations des « gens simples », de ite cette masse immense et indistincte d'ouvriers et de ysans qui constituent la base du régime. En effet, un tre académicien ayant pris la parole à la même occasion, Agniev, a félicité les poètes de l'U.R.S.S. de la symthie qu'ils manifestent à l'égard du « destin des gens nples », qu'on appelle chez nous les petites gens.

On voit par là que les dirigeants de la vie intellectuelle l'U.R.S.S. éprouvent quelque inquiétude devant les lets, dans la littérature, de la nouvelle « stratification » iale. La littérature russe, en effet, montre une tendance s'embourgeoiser; elle est, en tout cas, beaucoup moins pulaire qu'à l'époque de Gorki. Faut-il croire qu'il y a

entre l'intellectuel et l'homme du peuple moins de communication actuellement que sous l'ancien régime ?

Par ailleurs, il ressort de la discussion dont nous avons trouvé un compte rendu détaillé dans le dernier numéro de la *Gazette littéraire* de Budapest, que le nouveau ministre de la Culture, le jeune et dynamique Mikhailov, s'efforce d'orienter la littérature soviétique dans une voie de « juste milieu » à égale distance du conformisme « jdanovien » et de l'anticonformisme dénoncé au dernier congrès des écrivains de l'U.R.S.S. en décembre 1954.

C'est ainsi que V. Kousnetsov qui a présenté tout un bilan des activités littéraires de douze derniers mois, a fait l'éloge du romancier Ovetchkine qui avait été, à ces congrès, à côté de Chokholov, un des porte-parole de l'opposition réformiste. Mais il a blâmé Ilya Ehrenbourg, pour son roman intitulé *Le Dégel,* où, a-t-il dit, « on ne trouve pas assez d'ardeur combative et révolutionnaire ». Ce qu'on reproche surtout à Ehrenbourg, c'est d'avoir présenté dans ce roman l'atmosphère empoisonnée qui régnait en U.R.S.S. au cours des derniers mois de la vie de Staline, sans établir nettement la responsabilité de... Béria.

En effet, selon la nouvelle doctrine littéraire, l'écrivain doit exposer courageusement les contradictions de la vie; il ne doit pas passer sous silence les difficultés qu'on surmontera avec une foi partisane, communiste (Kousnetsov). La théorie de la « vie sans conflit » est condamnée. On reconnaît maintenant que la vie soviétique a ses contradictions propres, ses conflits spécifiques et que la littérature — pour ne pas devenir ennuyeuse et pour ne pas se séparer de la réalité — doit s'en occuper. Ainsi, Mme Garbounova, qui a fait un exposé sur l'année théâtrale, a salué avec enthousiasme la nouvelle tendance qui consiste à « découvrir sans peur ni tribulations les contradictions de la vie soviétique ». Elle a déploré cependant que les dramaturges s'intéressent surtout « aux aspects négatifs de la vie et ne représentent pas avec assez de souci les mœurs nouvelles de l'homme soviétique ». C'est que les dirigeants aimeraient une littérature plus proche de la vie, mais où la note dominante devrait être tout de même joyeuse et optimiste.

Cet optimisme officiel doit inspirer également la poésie. On voudrait y faire une place plus large au « lyrisme per-

onnel », mais à condition « que cela ne nous mène pas à ne étroitesse caractéristique de l'esprit petit-bourgeois », elon les termes employés par l'académicien Agniev, « nous oulons, a-t-il ajouté, un lyrisme personnel plus social, plus istorique » (*sic*). On demande aux poètes soviétiques de anter « l'héroïsme du travailleur, l'amour, l'amitié, la foi n l'homme, la colère et l'indignation devant les défauts t les erreurs ».

On ne comprend vraiment pas pourquoi les meilleurs poè-es soviétiques contemporains s'acharnent à écrire des vers ombres, nostalgiques, souvent désespérés.

FRANÇOIS FEJTÖ.

Billy Graham à Paris

Le *Méthodisme* anglais est un mouvement religieux dans toute la force du terme, puisqu'il vise à provoquer es conversions collectives et instantanées, sous le coup d'une rédication à la fois ardente et exigeante, mais sans réfé-ence à des dogmes ni à un culte précis. Cette « méthode » 'apostolat étant à peu près sans exemple en France faisait intérêt théorique et, espérons-le, pratique de l'évangélisa-on de Paris en cinq jours, par Billy Graham.

La location du Vel' d'Hiv, la profusion des affiches, l'ori-ine américaine de Billy Graham et son immense tournée en urope faisaient craindre un « réveil » en fanfare. Il n'en rien été : décor, musique, discours, affiches, personnage et piritualité étaient d'une discrétion parfaite pour une mani-estation populaire de cette ampleur. Il avait laissé en Améri-ue le sex-appeal, le rire aux éclats et les promesses de pros-érité. Peu de sentiment, à dessein ou non très peu d'idées : le pasteur français qui le doublait continuellement avait la iction grave et dépouillée d'un authentique spirituel.

L'éloquence de Billy Graham est du genre volontaire, omme celle du P. de Ravignan sous la Restauration, du . Doncoeur et du P. Pinard de nos jours, mais lui utilise lus systématiquement sa puissance d'affirmation pour des ises en demeure. Il ne suggère ni ne suggestionne, mais il xige le retournement sur place de son auditoire jusqu'à ire : c'est le moment, voici le pas à faire, avancez. Alors,

sans bruit ni hâte, les *convertis* se lèvent, traversent l'assemblée et viennent se rendre au Christ au pied de la chaire. C'est simple et grand. On leur donne en viatique l'Évangile de saint Jean et des conseils s'ils le demandent.

Cependant une telle mise en demeure doit être efficace. Or à Paris, le mercredi, nous n'avons vu qu'un vingtième d'une assistance sympathique se rendre ainsi aux objurgations du prédicateur. Cela semble un échec. A quoi tient-il? à la présence d'un grand nombre de catholiques qui n'ont voulu faire ni un geste d'apostasie ni un geste en l'air au degré de sincérité où on était. Quant aux non-pratiquants de tous les cultes, ils n'aiment pas se convertir en public, ni surtout en famille. La pudeur du sentiment religieux en France n'est pas propice au Méthodisme.

Je hasarderai pourtant deux autres explications, qui sont relatives au prédicateur : d'abord ses meilleurs effets oratoires consistaient en un certain emploi des noms de *Dieu* et de *Jésus-Christ*, qui supposaient une culture biblique trop rare dans une foule parisienne. Le refrain : « Ils n'ont pas de temps pour Dieu! » par exemple ne prend toute sa valeur que dans la hantise de l'*Éternel* des Bibles protestantes. De même la répétition de *Jésus-Christ* à chaque phrase n'a plus la résonance affective escomptée quand l'auditoire est habitué à prier *le Christ*. Les sensibilités religieuses sont trop désaccordées entre protestants et catholiques après quatre siècles pour qu'un même vocabulaire puisse les émouvoir en même temps. Nos ferveurs ne convergent plus au niveau de leur manifestation.

Enfin, sans qu'on puisse dire si cette impression est générale, l'homme qui parlait ne m'a pas paru suffisamment d'un autre monde pour exiger que j'abandonne celui-ci séance tenante. Je l'aurais voulu plus ascète ou plus mystique pour jouer ce rôle de prophète. Son interprète parlant seul m'aurait, je crois, atteint plus profond, en tout cas tel ou tel religieux que je connais et peut-être même l'abbé Pierre. Je ne reproche pas à Billy Graham les tons variés qu'il a pris pour nous détendre, mais les accents qu'il n'a pas eus. Ce n'est pas encore le Curé d'Ars, ni Wesley, me disais-je en sortant, ce n'est que le sympathique Billy Graham...

JEAN SAINSAULIEU.

PORTRAIT

JACQUES LEMAIGRE-DUBREUIL

ANS la nuit du 12 au 13 juin, Jacques Lemaigre-Dubreuil tombait à Casablanca sous les rafales de traillettes de terroristes français. Ainsi disparaissait, 'âge de soixante et un ans, un homme qui venait de sacrer sa vie et son action à la recherche d'un apaiment dans les relations franco-marocaines. Dans la rnée même de sa mort, il s'était entremis pour enir des commerçants marocains de la capitale écomique qu'ils rouvrent leurs boutiques. L'accord était lisé : sa mort devait tout remettre en cause; un facr de confiance s'écroulait.

Ces interventions devaient attirer sur Jacques Leigre-Dubreuil la haine de quelques-uns de nos comtriotes — pas seulement du Maroc — Mais la déuille mortelle du riche administrateur des entreprises sieur allait être saluée par une foule de trois à quatre le Marocains et Marocaines en deuil, par une majoé d'ouvriers.

l y a longtemps que Jacques Lemaigre-Dubreuil it menacé. Il le savait mais en manifestait moins ngoisse que d'irritation, cette irritation que suscient chez lui les imbéciles. Qui connaissait son goût pour trigue, son esprit frondeur, son besoin bouillonnant

d'action, le soupçonnait même de tirer de ces menaces une sorte de délectation nullement morose. Ce n'est pas impossible.

Un grand bourgeois, a écrit de lui Mme Chamine. D'origine et de fortune, peut-être. Mais c'était bien plutôt un seigneur du monde moderne. Il dominait par sa stature — mince longtemps, qui s'était alourdie depuis quelques années —, des yeux gris perçants, sa démarche de cavalier, sa voix curieusement enrouée, une certaine désinvolture, une forte sûreté de soi. Il suscitait lui-même tantôt irritation, tantôt fascination. « C'est un puissant, un agressif, un homme d'affaires, une dynamo d'énergie plus dans le genre américain que dans le style français », a pu écrire le journaliste américain Kenneth Pandar. C'est bien situer le personnage. Une démocratie américaine eût fait de Jacques Lemaigre-Dubreuil un de ses grands commis. Il n'a jamais pu entrer dans le jeu des institutions françaises et n'a jamais cherché à le faire. Comme de Gaulle qu'il n'aimait pas, il méprisait les hommes du système des partis.

— Est-il vrai, lui demandait un jour devant nous Pierre Clostermann, que vous soyiez ennemi du régime parlementaire ?

— Mais non, mais non, mon cher député, répondit Jacques Lemaigre-Dubreuil. Le régime parlementaire, je le subis. Je subis tout!

A vrai dire, il ne « subissait » pas sans réagir. De là ses relations de naguère avec les hommes de la « cagoule », et cette ligue des contribuables des années 1934-1936... De là ses flirts avec l'héritier de la monarchie... De là aussi le fait qu'il ait pu donner toute sa mesure et jouer un grand rôle à une époque où les institutions étaient en sommeil, pendant la guerre et l'occupation. Dans la préparation du débarquement des Américains à Alger, Jacques Lemaigre-Dubreuil put témoigner en effet aussi bien de son goût pour le

complot », la conspiration[1], *que de ces qualités qu'il ossédait à un degré exceptionnel : le courage physique moral, l'intelligence politique, le patriotisme.*

Il recueillit à Alger, comme plus tard à Paris, uand il dut faire l'objet d'une instruction devant la stice militaire, bien des déceptions. Mais les désillu-ons n'ont jamais entamé chez Jacques Lemaigre-ubreuil son optimisme constructif — un optimisme ue chez tout autre personnage on eût été tenté de ualifier parfois de naïf.

C'est en tout cas avec cet ensemble de qualités et e défauts, un sens de l'honneur et un goût du pana-ne, qu'il devait se lancer dans une nouvelle, une der-ière aventure marocaine.

Ayant fondé, pendant la guerre, la branche Afrique es établissements Lesieur, il n'avait cessé de se pen-her sur les affaires du Maghreb et de faire en Algérie, ais surtout au Maroc, de fréquents séjours. Après éloignement de Sidi Mohamed Ben Youssef — qu'il e connaissait personnellement pas et n'estimait pas — ne tarda pas à mesurer vers quel abîme nous enga-eait la politique suivie ou tolérée par les responsables rançais. Il se décida à agir.

Agir ? Ce fut d'abord la recherche d'une solution onorable à la crise dans laquelle s'est trouvé entraîné n Empire... jadis fortuné. Il a multiplié les contacts ans les milieux français comme dans les milieux maro-ains. Il n'a cessé, inlassablement, à temps et à contre-emps, de tirer le signal d'alarme, d'alerter les res-onsables : le résident général, les présidents du onseil, les ministres, leurs collaborateurs. Il a réussi, oici plus d'un an déjà, à imposer que des contacts

1. « Essentiellement de droite, avec le goût de l'intrigue et du ystère, au surplus *conspirateur-né* », a écrit l'ambassadeur Kam-nerer.

soient établis, à titre officieux, entre des responsables et des nationalistes...

Il y avait déjà là de quoi s'attirer la haine des auteurs du coup monté d'août 1953. Mais ce n'est pas tout. Quand le terrorisme européen s'installa en maître à Casablanca, Jacques Lemaigre-Dubreuil n'a cessé de souligner dans quel cycle infernal il entraînait, d'en révéler les plans, d'en dénoncer les instigateurs, les agents, les protecteurs... de faire, autrement dit, un travail que refusaient d'effectuer des services gangrenés.

Voici environ deux mois, Jacques Lemaigre-Dubreuil avait acquis le contrôle du quotidien casablancais Maroc-Presse *dont le propriétaire, M. Jacques Walter, cherchait à se débarrasser — fût-ce entre les mains du trust Mas de la presse marocaine. Sous l'impulsion de deux autres Français courageux, le commandant Sartout, directeur, et Antoine Mazella, rédacteur en chef, — qui échappa lui-même à deux attentats contre-terroristes, — le journal avait déjà tenté de maintenir une ouverture d'amitié et d'espérance. Avant d'en acquérir les deux tiers des actions, Jacques Lemaigre-Dubreuil avait sollicité — et obtenu — des instances gouvernementales une approbation, non de l'entreprise, mais du but qu'il entendait lui assigner : offrir aux Français et aux Marocains de bonne volonté, privés localement de moyens d'expression, une tribune pour la libre recherche d'une issue à la crise.*

Autant de raisons qui le désignaient à l'attention des tueurs.

Il n'empêche. La mort de Jacques Lemaigre-Dubreuil est un témoignage que Français et Marocains peuvent invoquer pour une cause commune et qui, comme tel, mérite d'être médité et d'inspirer une relance de son action.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

Chroniques

ARTS

GINO SEVERINI

QUELLE que soit l'esthétique qui préside à son élaboration, un art religieux doit être une manifestation de vie, une émanation de l'art vivant autant que d'une spiritualité agissante. Nombreux sont les artistes qui ont su satisfaire à cette exigence et par suite atteindre une haute qualité; mais sans doute aucun plus que Gino Severini n'a rendu sensible ce caractère d'universalité qu'exige l'art religieux dans la vie de celui qui s'y consacre.

Nous éprouvons quelque tristesse à remarquer que ce Toscan — il est né à Cortone en 1883 — dont la plus grande partie de la carrière se déroula en France — il était déjà à Paris en 1906 — ne fut appelé à s'exprimer avec quelque ampleur dans l'art religieux qu'en Suisse. Ni l'Italie ni la France ne surent ou ne voulurent s'attacher son talent et enrichir leur patrimoine artistique des grandes réalisations qu'il eût été à même de leur offrir. D'autant plus que, à la différence de tant d'autres grands artistes dont les œuvres honorent cependant l'art religieux de notre siècle, il avait particulièrement étudié les techniques traditionnelles du décor sacré : la fresque et la mosaïque.

C'est déjà un trait de son caractère, cet intérêt porté à la matière et au métier. Ne pas se perdre dans les nuées, ne pas créer dans la gratuité, en un mot n'être ni cérébral ni intellectuel, mais au contraire rester en contact intime et constant avec les exigences matérielles de l'exécution, tenir

compte des rapports permanents et nécessaires de l'œuvre avec l'armature spirituelle qui l'informe et la sous-tend, voilà le nœud de ses préoccupations. Qu'on ne lui reproche pas de manquer d'audace : ne fut-il pas avec une éminente originalité l'un des promoteurs du futurisme dès 1909 ? Ce qui est à son honneur, c'est que jamais il ne se laissa dépasser par son élan : son enthousiasme, pour authentique qu'il ait toujours été, fut sans relâche contrôlé et dirigé par une vue claire du but à atteindre et un équilibre parfait des moyens, selon la destination de l'œuvre.

Ses débuts avaient été dominés par l'impressionnisme et le néo-impressionnisme; mais dès qu'il connut l'art de Seurat, il en pénétra la poésie profonde autant que la richesse; sans doute fut-il le seul Italien qui en comprit l'essence et, par suite, sut en recueillir les plus fécondes leçons. Sans doute aussi trouvait-il dans l'apparence optique du divisionnisme un attrait qui se retrouvera plus tard dans la prédilection pour la mosaïque et le morcellement des tessères. Ce serait toutefois le trahir que penser à une fixation dans un style déterminé par un moyen d'expression : déjà il cherche la séparation de la forme, le mouvement par la couleur, la vie en un mot dans une synthèse de ses différents aspects d'analyse. C'est par là qu'il arrivera au futurisme, conscient et médité, dont il n'a jamais renié l'esprit, et dont il reste encore aujourd'hui un fidèle et prestigieux représentant. Il est simplement nécessaire de considérer que le futurisme devait être un mouvement vivant, et qu'il ne saurait avoir en 1955 le même visage qu'en 1909.

Cet esprit de méthode, de logique, allié aux plus riches facultés créatrices, à l'imagination plastique ardente et cependant ordonnée, le guida toujours dans le domaine de l'art religieux. Lorsque, après de timides essais, il fut appelé en 1924 à réaliser son premier ensemble important à l'église de Semsale, en Suisse, il savait avec certitude quelle voie il suivrait dans ce genre trop souvent abandonné aux imitateurs du passé; il en avait posé les bases spirituelles, dont il ne s'est jamais écarté. Que ce soit à La Roche, près de Semsale, dans la mosaïque de Saint-Pierre de Fribourg, dans la fresque de l'Apologie de la Vierge à Notre-Dame du Valentin à Lausanne, et tant d'autres encore, il reste fidèle à ses conceptions : la nécessité des images, le devoir d'offrir

à la méditation des fidèles une matière lisible et signifiante. Car cet artiste que d'aucuns nomment abstrait, qui le fut certes parfois à bon escient, refuse l'art abstrait dans le domaine religieux; il insiste sur le rôle des images, tout au moins des signes évocateurs, dans la vocation d'enseignement de la grande décoration religieuse; les fidèles ne sont jamais de purs esprits, c'est commettre une faute, une imprudence aussi, de les laisser devant une évocation trop vague dont le caractère ornemental risque de l'emporter sur l'invitation précise à une méditation religieuse.

Pour cela même il attache une importance extrême au sujet. On peut certes concevoir un sujet sans images; alors il n'a plus la même valeur de symbole et d'enseignement, car il laisse la part trop belle au jeu de la sensibilité de l'individu. Profondément chrétien, Severini veut arriver à une expression chrétienne de l'intérieur et non par une approche périphérique; lui qui des premiers sut soumettre et élaborer les éléments plastiques abstraits de la nature jusqu'à une expression créatrice entièrement nouvelle, il tient à affirmer l'esprit plus que la forme, à conserver sa lucidité vis-à-vis de l'art comme du public, à faire de son art un miroir de la vie, lisible tout au moins dans sa signification et son contenu, à transcrire un sujet accessible à tous comme tel; non qu'il s'abaisse à un niveau qu'il estimerait inférieur, mais il tend la main au fidèle pour l'aider à accéder, dans l'exercice voulu, à la prise de conscience d'une valeur plastique supérieure. Il y parvient par une étude préalable approfondie de tous les aspects du sujet, des exigences liturgiques des données de la foi; ceci bien posé, il peut oser traiter son œuvre en toute liberté, selon les moyens techniques et stylistiques de son temps, ce qui jadis avait fait la grandeur des primitifs comme des médiévaux et des renaissants.

L'aboutissement doit se présenter comme une création poétique vivante; poésie d'une langue particulière, celle de la matière picturale ou de la mosaïque, par exemple. La syntaxe est évidemment celle que l'artiste s'est établie au cours de toute une vie de travail. En cela, Severini est remarquablement personnel. Il a creusé les notions de départ de son cheminement futuriste : mouvement, simultanéité, rythme, vie; il leur associe une longue expérience de techniques et de matériaux dont il a su renouveler le passé gran-

diose; il a surtout donné à chaque chose sa place, la primauté au spirituel. A première vue le profane reconnaît la maîtrise unique dans l'articulation des plans rigoureusement découpés; la précision et la pureté de ce graphisme brisé qui déroule et suscite le mouvement, enferme le simultané; l'éclat adouci des tons qui ajoutent à leur présence matérielle une aura spirituelle; mais, par delà cet abord, se dégage le véritable sens de cet art chrétien naturellement, et aussi de conscience et de volonté. L'art n'est pas seulement une longue patience de travail et d'exécution; c'est bien plus une longue patience de recueillement et de méditation. L'œuvre de Severini est tout entière un effort vers un idéal d'humanisme chrétien moderne, pour recréer les valeurs éternelles qui ont modelé notre civilisation dans une forme vivante qui doit retrouver la fécondité des temps anciens. Pour cela sans doute, l'art de Severini demande une attention exemplaire et se pose comme un phare de notre monde spirituel.

ROBERT VRINAT.

ROMANS ET POÉSIE

L'été n'en finit pas, par Emmanuel d'Astier (Julliard).

Est-ce vraiment un roman? Cette tranche d'histoire un peu touffue qui, de 1947 à 1954, évoque notre monde et nos soucis, ces pages où l'auteur est mis tout entier (Emmanuel s'appelle Emmanuel, et quelquefois, pour quelques-uns, « le diable »); où de Gaulle est de Gaulle, mais où Bidault est Bidard; Moch, Stock; Claude Bourdet, Claude Archal; où chacun se voit jaugé avec les mêmes poids et la même mesure — est-ce une chronique à peine déguisée, est-ce un récit romanesque? Qu'importe. L'actualité en demeure celle d'événements qui ont une suite (nous vivons cette suite); la part d'imaginaire, décollant à peine de la réalité, aide à humaniser ce qui sans elle nous paraîtrait reportage de journaliste ou dossier politique.

Du titre même de l'ouvrage on peut tirer le propos d'Emmanuel d'Astier. L'été n'en finit pas d'arriver : la révolution n'en finit pas d'asseoir la justice... 1944 a vu s'étreindre la liberté et l'égalité. L'étreinte fut aussi brève que passionnée. La liberté est retournée bien vite au vocabulaire parlementaire, l'égalité a regagné le fronton des mairies, figée, stérilisée dans la pierre... 1947, c'est le discours de Rennes : de Gaulle fonde le Rassemblement et découvre le mot *séparatistes* appliqué aux communistes... 1949 : dégradation de la situation politique; 1951 : élections législatives : le balancier de l'histoire oscille à droite (on l'y a poussé, convenablement)... 1954 : sous cette date, d'Astier appelle « choral et fugue » quelques événements publics ou privés et clôt à ce millésime la méditation terminale du livre.

Dur avec les siens, chapitre après chapitre, il a peint la décadence d'une aristocratie dont il est, qu'il connaît bien, et parallèlement, la montée d'une conscience populaire à laquelle il voue sa sympathie. Dur aussi avec les anciens camarades, quand Vichy, par exemple, sonnait le glas de la pensée libre. Dur et lucide : « Le plus grand débat de notre vie scociale, un débat qui serait d'abord celui du refus ou de la résignation, puis celui des maîtres et des sujets, pour finir dans la grande dispute sur la structure du monde et les rapports entre les hommes. » Dernier problème, mais qui les récapitule tous, à la dernière page de *L'été n'en finit pas*, celui du bâton dans les roues : le char de l'histoire peut-il être retardé ou doit-il briser toute résistance — et l'homme, alors, devra-t-il mourir parfois de la main de l'homme ? On connaît la réponse que profère Camus, avec une sérénité un peu haute. Plus inquiète est celle de l'auteur : « Je n'aime pas ceux qui justifient toutes les erreurs, toutes les contraintes, toutes les morts. Mais je crains beaucoup ceux qui, se refusant à toute erreur et à toute violence, restent assis devant le monde tel qu'il est, priant et vaticinant, et faisant le jeu de ceux-là même qu'ils condamnent. » Dans un sens proche, le Dubreuilh de Simone de Beauvoir refusait dans *Les Mandarins*[1] « ... d'être complice de tous ceux qui veulent maintenir ce monde tel qu'il est. » *Ce monde tel qu'il est*. A certains, il paraît très bien

1. Cf. *La Vie Intellectuelle*, janvier 1955, p. 135.

ainsi : heureuse patrie que celle où l'on est confortable! *Patria ubicumque bene est*... Et qui, bourgeois de culture sinon de cœur, recru de luttes impatientes, ne soupira une fois ou l'autre, comme cette jeune femme que d'Astier rencontra en Pologne : « Paris n'a pas changé ? » Paris des arts, Paris de l'indépendance, Paris ferment de pensée, Paris dont l'éclat dissimule si bien les misères du monde. D'Astier ajoute, simplement : « Elle (*la jeune Polonaise*) ne se demandait pas qui avait accès à ce paradis. »

Pour les amateurs de dualité commode, les hommes sont noirs ou blancs, mobiles ou ataraxiques, bons ou mauvais. Il y a ceux qui marchent et ceux qui regardent. Intolérance de part et d'autre. Parmi ceux qui avancent, ne risque-t-on pas d'en trouver qui, tournés vers l'avenir, n'ont pas le temps de se saisir du présent ? Parmi ceux qui sont assis, cramponnés à leur siège, combien ignorent ou veulent ignorer la nécessité pour ceux qui étouffent d'ouvrir les fenêtres ? Aux uns, d'Astier avoue qu'il aurait aimé dire : « Allez moins vite »; aux autres : « Allez plus vite. » Si vite que l'on aille, l'histoire ne se laisse pas bousculer. L'espoir n'en finit plus (de naître et de fleurir). Pour en apprécier les fruits (jamais tout à fait mûrs, jamais tout à fait au point), un jugement d'ensemble s'impose. A l'échelle d'une saison, le changement d'une société peut paraître angoissant ou intolérable. Mais à l'échelle des générations ?

Le problème ne se résout pas de lui-même. Le poser ne suffit pas. Choisir — même dans la nuit — est mieux. S'en tenir à son choix est noble, sans cesser de réexaminer ses « certitudes difficiles » (pour reprendre le titre d'un ouvrage posthume d'Emmanuel Mounier). Emmanuel d'Astier clôt son livre en écrivant : « On ne peut détester aucun homme. On ne peut même le négliger, quelque combat qu'on mène contre lui ou contre son esprit. Parce que, en fin de compte, il faut réunir. »

Les poings sur les i, par Paul Valet (Julliard).

Paul Valet est un poète de combat. La société actuelle l'écœure. Non l'homme, mais la façon dont l'homme est domestiqué. Non la nature, mais les imitations stupides

qu'on fait d'elle. Il faut déblayer, manier le pic et la dynamite. On dira que c'est négatif. Que mettre à la place des décombres ? Quoi de neuf et de non souillé ? Valet propose l'enfant, l'arbre, les étoiles, le soleil, la lune. Pas si neuf, direz-vous ? Neuf est le regard qui les scrute, neuve la plume qui les chante, neufs les élans qui les font aimer.

La partie déblayage est enlevée de main de maître :

... j'ai trop de vie pour vos cantiques
Et trop de chant pour vos mélodies
Et trop de fièvre pour vos lits
Et trop de silence pour vos gueules
Et trop de gueule pour vos cellules...

Quarante ans à conspuer depuis la guerre de 1914. Quatre vers :

Le père mourut dans la boue de Champagne
Le fils mourut dans la crasse d'Espagne
Le petit s'obstinait à rester propre
Les Allemands en firent du savon.

Rit qui voudra. Et que celui qui est sans remords jette la première pierre à celui qui écrit à Dieu :

J'ai trop de fiel en moi
pour chanter ta présence...
Je ne puis te servir
Qu'en t'offrant ce que j'ai
Je te supplie mon Dieu
Au nom du Crucifié
Accorde-moi la force
De chanter ton absence...

On pense à Nietzsche : « Il faudrait qu'ils me chantent des chants meilleurs pour je croie à leur Sauveur. » Nous ne jouerons pas le jeu de réconcilier Valet. Il faudrait au préalable réconcilier le monde avec l'espoir. Son monde est celui des miteux : qui se fera miteux pour tenir aux miteux un langage qui leur aille à l'âme ? « Inapte au drapeau, inapte au tombeau », Paul Valet a découvert le chiffre. Ne soyons pas si pharisiens que d'en faire fi.

Poésie, tome II, de Garcia Lorca (Gallimard).

Trois tomes des œuvres complètes de Federico Garcia Lorca sont parus : un tome de théâtre, deux de poésie. Le second vient d'être traduit par une impressionnante équipe : Belamich, Darmangeat, Claude Couffon, Bernard Sesé, Prévost, Supervielle. Six traducteurs, et dont l'expérience est incontestable, pour près de cent soixante poèmes. Ce n'est pas trop. Chacun a mis son application (et son tempérament) à résoudre le difficile problème qui consisterait à donner un équivalent à l'une des langues poétiques les plus riches, les plus rares et les plus surprenantes qu'on ait jamais pu lire. Cette ferveur honore autant la littérature française que la poésie espagnole.

Il faudrait tout peser, dire ici la légèreté de gaze de telle *Estampe du ciel* (« Les étoiles n'ont pas d'amoureux — Jolies, comme elles sont! »); là, souligner l'ampleur du *Chant funèbre* (« La pierre est un dos fait pour porter le temps — avec les arbres de larmes et rubans et planètes »); ne pas omettre la grâce sensuelle du *Divan du Tamarit* (« Sur les branches du laurier — j'ai vu deux colombes nues »). Une large part du recueil a pour titre : *Le poète à New-York* et contient des poèmes écrits alors que Lorca était (1929-1930) étudiant à Columbia University. Ils chantent l'isolement de l'exilé, la foule à Coney Island, la ville « de fil de fer et de mort ». Ils chantent aussi la douloureuse, l'insolite présence des Noirs :

Oh! Harlem! Harlem!
Nulle angoisse comparable à tes rouges opprimés
à ton sang qui frémit dans l'obscure éclipse
à ta violence grenat sourd-muette dans la pénombre...

Il y a vingt-cinq ans à peine — et c'était six ans avant sa mort — l'auteur du *Romancero gitan* entrevoyait le remuement des races serves tandis que sa poésie s'ouvrait à la fois sur le raffinement des civilisations chenues et sur la nécessité de fonder le bonheur dans la fraternité humaine.

MAURICE CHAVARDÈS.

Le voyeur, de Robbe Grillet (Éd. de Minuit. 255 pages, 600 fr.).

Si bon nombre de romanciers tentent de retrouver le temps à grands renforts de souvenirs émus, si d'autres écrivains s'acharnent à créer un temps qui ne soit relié à aucune chronologie, Robbe Grillet, lui, sécrète son temps par la litanie des objets qu'il rencontre, par la procession des lignes et des figures géométriques. Son nouveau roman conte l'histoire de Mathias revenu dans son île natale pour placer des montres. La montre, cet objet magique, est tout à la fois talisman, profit et alibi. Ce Mathias, bourreau de lui-même, mais bourreau comptable de son temps, vit contraint de vivre et de se détruire du même coup de balancier, victime de ce temps peu fraternel, de ce temps qui est là, sans plus. Il n'y a pas d'avenir, mais simplement une reprise du passé, reconstruction ou désagrégation systématiques. On tourne autour d'un point mort dans un temps pourri. Et cette logique disloquée devient plus impitoyable que la bonne vieille logique traditionnelle. Le présent lui-même n'est plus présent, il ne mord plus sur l'avenir, ce présent est une parfaite mécanique, mais les engrenages ne mordent sur rien. C'est un moulin oublié, une machine étrange et fantastique qui tourne à vide.

Habituellement nous lisons une histoire avec des débris de pensées. Ici Robbe Grillet nous oblige à tout revoir, à tout lier. Il revient sans cesse à chaque détail, il va et vient de l'un à l'autre dans ce temps broyé qu'il élabore. Il ne cesse de développer ce qui est enveloppé, puis il revient flux et reflux comme dans une attente jamais comblée.

Il y a aussi une sorte d'impeccabilité et d'innocence du langage à décrire comme par géométrie savante la confusion du monde pris dans cette insistance à être construit de parallèles et d'obliques. Chaque phrase est à déclic, cela coupe net. Une grande sévérité nourrit l'indolente et inflexible flexion des mots, mais vit tout un océan agile derrière la précision du décrit. Les objets deviennent ces « corps organisés dont les éléments se rassemblent, se séparent pour aller s'entrelacer de nouveau, ils sont semblables à des groupes qui se forment et qui se rompent, qui se ferment et s'ouvrent ». Et ici aussi tout va tourner au profit d'un travail austère et entrer dans le fleuve muet de la circulation inté-

rieure « avec cette fascination, cette sympathie du fini pour le fini ».

Tout au long Robbe Grillet reste tendu par la volonté de ne pas lever le ton de la voix, d'écrire les mots paisiblement les uns à la suite des autres. Et cependant l'aboutissement, l'enchaînement sont terribles : les mailles ne laissent rien échapper. Peu à peu tout est saisi, figé, fasciné par ce regard méthodique. Ce n'est pas un monde qui se défait, mais c'est un monde qui se minéralise, c'est le monde minéral qui nous gagne. Un peu de sang à peine bleuit le monde qui se prend à ce tourbillon, à ce jeu d'hélices qui fait éclater les mornes habitudes. Ce monde est centrifugé, violemment brassé avant d'atteindre l'immobile, « l'eau du port est unie comme un étang gelé ».

Dans ce monde le voyeur vit comme une ombre, comme un double. Il glisse sur tout comme l'eau libre sur la toile cirée. Il vit un univers du délaissement — sans aucun pouvoir sur l'ordinaire. Il semble si transparent que rien ne le heurte. Rien ne le blesse. Il ne dévore pas des yeux, il découpe du regard. Seul un crime tout mondain lui donne une chance. Mais le mal court par dessous comme un cancer laissant l'homme aller et venir, avec une apparence de santé. Le voyeur vit de plus en plus secrètement, séparé des autres et de lui-même, dans une demi-stupeur. En lui tout s'évanouit. Cet architecte du temps est sans ironie, sans mépris, sans injure. Il passe simplement. Ce voyeur est un voyageur. Et ce séparé, ce déplacé, cet égaré qui erre avec la fausse assurance d'une quête d'intérêt (placer ses montres) donne souvent l'impression d'un fantôme qui invente ses rêves, qui crée ses incantations. C'est une conscience en reflets qui fore ses galeries de la connaissance dans le coton du quotidien. Si ce roman est le roman de la raison, des ruses de la raison, c'est aussi celui de la douleur de la raison. Mathias ne vit que de voir — et au moment où il veut toucher, savoir si c'est réel, il tue. Ne cherchez pas le criminel. Il est partout. Et la raison est douloureuse quand elle se laisse aller à pétrifier le monde. Alors vient l'indifférence, l'ennui (cette difficulté d'exister dont parle Maine de Biran; ce désespoir avorté comme le nomme Mounier) « hanté par la figure nostalgique des possibles qui n'arriveront pas, par la dialectique du trop, la conscience oublie de vivre et se laisse réduire à la pure con-

tinuation de l'existence. L'ennui c'est une sorte de masochisme ». Une sorte de voile sépare le voyeur du monde. Il ne peut se donner à personne ni à rien. Il marche et il regarde. Souvent il agit comme par un autre, comme par réflexe, comme par souvenir. Et aussitôt il essaie de faire entrer son geste à peine achevé dans son échafaudage réfléchi, dans son palais à facettes. Rien ne l'oriente. Il ne vit que de mémoire d'une vie scandée par un continuel retour auprès de certains objets magiques, tel son bout de ficelle roulé en huit.

Si une altération secrète le transforme peu à peu, ce n'est pas dans une déroute sournoise, mais dans un propos délibéré. Au jeu de portraits, par moments, il serait l'amical voisin de M. Ouine.

Le résultat de cette investigation policière, de cette écriture scientifique, c'est l'épaississement final du mystère premier. C'est le ton d'une monographie médicale où il n'y aurait jamais de diagnostic. L'ombre d'Edgar Poë n'est pas loin. Robbe Grillet voudrait nous donner un traité du labyrinthe. Il espère, il souhaite nous semer en route, nous perdre même de telle manière qu'on ne trouve l'issue que très difficilement. Il espère écrire un livre d'où il serait absent, il nous invite à un spectacle marqué secrètement donné. Mais le piège est à double tranchant... Robbe Grillet c'est « la bouche où le silence a la forme d'un cri ». Il se promène comme un spectre dans son silence — mais un spectre malheureux et heureux d'une solitude extrême.

Le jour où nous saurons lire un livre de cette qualité pour lui-même, pour son matériau propre qu'est cette langue sévère, objet œuvré, concret, le jour où nous saurons découvrir la beauté d'un tel livre « *en dehors de toute allusion à autre chose* », le jour où nous saurons que ce n'est pas de l'art abstrait », ce jour-là nous aurons appris à lire et la situation de la jeune littérature sera meilleure. Robbe Grillet cherche les éléments simples qui fondent une stylistique; nous ne pouvons qu'espérer beaucoup d'une recherche qui aboutit déjà à une telle *œuvre* d'où le pittoresque est banni — car ici, contrairement à un propos de Balzac, « Nous avons des produits, nous n'avons plus d'œuvres », nous avons une belle œuvre.

A. Kerhorre.

THÉATRE

En cette fin de saison, deux spectacles, *Capitaine Smith,* et *Élisabeth, la femme sans homme,* posent le problème des reprises.

Quand il s'agit des *Trois sœurs* ou de *La Mouette,* le mot « reprise » ne vient même pas sous la plume : ces œuvres *sont là,* toujours présentes, en attente d'acteurs et de spectateurs : on les retrouve plutôt qu'on ne les reprend. Le cas est assez différent avec des pièces comme *Intermezzo* de Giraudoux ou *La machine infernale* de M. Jean Cocteau. Quand elles virent la scène pour la première fois, nous avons eu l'impression d'être en présence d'œuvres importantes et peut-être pour *Intermezzo,* d'un chef-d'œuvre : la reprise ou les reprises sont ici nécessaires, elles « réalisent » cette épreuve du temps qui permet de savoir si la pièce a vraiment en elle la force de survivre à son temps. Mais dans le cas de *Capitaine Smith* et de *La femme sans homme* ?

Il eût été, certes, inconcevable qu'un directeur refusât la pièce de M. Jean Blanchon ou celle de M. André Josset quand elles étaient encore des œuvres de jeunes auteurs. Elles méritaient et d'être jouées et même de connaître un franc succès : être rejouées quelques années plus tard est tout de même une autre histoire!

Capitaine Smith est une fantaisie en deux actes sur un thème d'opérette; l'auteur a voulu en faire une comédie en trois actes : l'interminable troisième acte détruit rétrospectivement le plaisir léger que nous avions pris aux deux premiers. Le capitaine Smith est un marin si naïvement vaniteux que l'invraisemblable ne l'éclaire pas sur la vérité : la seule contemplation de son portrait aurait permis à sa jeune femme de lui donner un héritier... M. André Clavé a repris cette comédie-farce dans la salle du Théâtre Montparnasse comme divertissement d'été : comment n'a-t-il pas fait comprendre à l'auteur que le divertissement était terminé après le premier baisser de rideau ?

Nous avions dit ici même tout ce qu'il y avait d'habilement artificiel dans *Élisabeth* pour donner l'illusion de la profondeur. Pièce d'actrice dans un cadre historique, elle

combine avec art ce qui fait le succès de *La Dame aux camélias* et de *Madame Sans-Gêne;* une psychanalyse de la reine sans homme, en outre, flatte le spectateur invité à étudier un cas scabreux, elle le flatte d'autant plus que l'auteur s'exprime avec tact. Les spectateurs sont donc invités à voir, Salle du Luxembourg, Mme Annie Ducaux tour à tour amoureuse, furieuse, douloureuse, etc., à regarder des personnages richement vêtus dans le style de la fin du XVIe... Quand on pense au travail que suppose pareil spectacle, il faut bien se demander : était-ce nécessaire ?

La même question se pose devant un autre fait que cette fin de saison propose à nos méditations : le concours des jeunes compagnies. On sait que le jury n'a pu décerner le prix.

Qu'avons-nous vu, en effet ? D'abord un remarquable metteur en scène, M. Guy Suarès. M. Guy Suarès a le goût du risque, il sait que le devoir d'un directeur est de révéler au public de grandes œuvres peu connues; il choisit un poème d'une étrange poésie, il monte *Scènes de la vie de Don Juan* de Milosz et déroule sous nos yeux un album d'inoubliables images. Malheureusement, il a oublié que les spectateurs sont aussi des auditeurs : or, la formule doit être prise à la lettre, nous n'avons à peu près rien entendu.

M.Guy Suarès confie un poème à des acteurs qui ne savent pas articuler : M. Clément Harari monte une « farce musicale » avec des acteurs qui ne savent pas chanter. C'est d'autant plus gênant que la farce n'est pas particulièrement drôle. M. Clément Harari avait naguère présenté des pièces communistes ou progressistes intéressantes : croit-il sérieusement que l'antimilitarisme désuet et les naïves polissonneries de *La technique bulgare* amuseraient « les camarades », si bien disposés qu'ils fussent ?

Voici une autre troupe qui entend servir le théâtre poétique. La Compagnie Alain Carel a la chance de rencontrer un vrai poète, M. Loys Masson, la malchance est que ce vrai poète se montre pauvre dramaturge dans *Les Compagnons de La Marie-longue*. Un équipage de « purs », capitaine en tête, conduit La Marie-longue vers l'idéal, c'est-à-dire vers les révolutionnaires d'une île mystérieuse. Pourquoi l'idéal exige-t-il que chaque marin se jette à l'eau ? Si c'était clair, l'auteur n'aurait pas besoin de symboles

pour le dire... mais y a-t-il ici quelque chose sous les symboles ?

Ne parlons pas des gentils spectacles d'amateurs... Chaque soirée sauf une ou deux — je n'ai pu voir la Comédie de Paris qui a obtenu une mention avec *La servante du passeur* de Marcelle Routier — conduit à la même conclusion : tout semble se passer comme si ces « jeunes Compagnies » montaient des spectacles pour ce public très particulier qui remplit deux soirs la petite salle du Théâtre Charles de Rochefort : membres du jury, critiques, amis et parents des acteurs. On semble avoir tout à fait oublié qu'une pièce de théâtre est faite pour être jouée devant des gens de toutes conditions et le plus longtemps possible. Aucun des spectacles présentés au concours ne pourrait « tenir l'affiche » une semaine.

Bien sûr, nous ne pensons pas ici au public des « boulevards », mais aux gens qui s'intéressent au théâtre, que Ionesco et Adamov n'effraient pas, qui ont reconnu la grandeur dramatique d'*En attendant Godeau*. Un seul animateur semble avoir réfléchi à cet aspect de « la chose théâtrale » : ce n'est sans doute pas par hasard qu'il est aussi un excellent acteur; malheureusement M. René Lafforgue a trop demandé à ses camarades en leur confiant *Venise sauvée* de Thomas Otway et, d'un autre côté, peut-être la pièce aurait-elle plus touché les spectateurs dans une adaptation plus fidèle au texte anglais, moins soucieuse d'être mise au goût du jour et moins hantée par l'image shakespearienne d'Ophélie.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Trois exceptionnels « films de réalité »

Semaines après semaines se maintient sur l'écran du petit cinéma des Ursulines un film auquel les spécialistes de la distribution auraient certainement prédit un échec total. *Le Sel de la terre* est un film américain produit de manière très non-conformiste, en dehors du circuit normal de l'industrie américaine, par une équipe réduite qui a voulu reconstituer avec les ouvriers d'une mine l'histoire d'une

grève. Cette mine de zinc est située dans le Nouvau Mexique, au sud des États-Unis; la grève est déclenchée pour faire cesser la discrimination établie entre les ouvriers d'origine mexicaine (dont les familles étaient, d'ailleurs, établies dans le pays bien avant l'annexion aux États-Unis) et les ouvriers yankee; les premiers, considérés comme *coloured people* ont des salaires plus bas et ne bénéficient ni des garanties de sécurité dans le travail, ni des logements décents et confortables qu'on assure aux Américains de bonne race. La grève groupe pourtant les uns et les autres contre un patronat qui recourt à toutes les manœuvres de division et à tous les procédés d'intimidation pour gagner la partie. Le film est réalisé, paraît-il, par des marxistes. Rien ne distingue pourtant cette grève de celle que pourraient déclencher des travailleurs chrétiens pour faire cesser une atteinte à la dignité et aux droits individuels et familiaux de travailleurs victimes d'une injustice flagrante.

La qualité majeure de ce film est l'humanité. L'intérêt porté par le réalisateur — et par les spectateurs — aux personnages passe avant l'intérêt qu'on porte à l'intrigue. Au lieu d'une construction dramatique dont les personnages ne sont que des rouages (c'est le cas de presque tous les films de fiction) on nous présente une chronique de ces longs mois où les familles entières participent à une lutte destinée à assurer à tous de meilleures conditions de vie. Sur le thème de la lutte sociale se greffe celui de la participation des femmes à la vie sociale. Dans ces familles où l'on parle espagnol, où les visages sont souvent marqués par l'hérédité indienne, les femmes n'ont jamais eu voix au chapitre. Ce sont elles qui exigent que les revendications pour un meilleur logement et pour plus d'hygiène soient jointes aux revendications pour la sécurité du travail qui sont à l'origine de la grève. Les hommes considéraient comme secondaires ces questions d'eau qu'il faut aller chercher à la pompe et de chauffage au bois. La grève pourtant tourne mal et les piquets de grève sont interdits; les « jaunes », travailleurs amenés en camion pour remplacer les grévistes, vont entrer dans la mine. Les femmes alors remplacent les hommes et assurent le piquet de grève. Les hommes doivent à leur tour aller à l'eau et casser le bois. A la solidarité entre tra-

vailleurs d'origine mexicaine et d'origine américaine s'ajoute la solidarité entre les hommes et les femmes. Les ouvriers gagneront la partie grâce à cet approfondissement de leur communauté humaine.

Ce qui bouleverse dans ce film, c'est la simplicité et l'authenticité des êtres qui nous sont présentés. Tous les rôles d'ouvriers sont tenus par d'authentiques travailleurs de la mine. Ces visages américano-mexicains sont étonnant de vérité. Chaque image de leur vie quotidienne est un constat. Aucun élément mélodramatique, aucune exagération dans la volonté de prouver une thèse, ne vient déformer la vision qu'on nous donne de leurs problèmes simples et vitaux. Le désaccord entre un mari et sa femme, la joie d'une fête de famille, la gravité d'une réunion syndicale, l'inquiétude des enfants mis en présence de ces problèmes d'hommes, autant de vérités élémentaires qu'on découvre avec les acteurs du drame, autant de sentiments que l'on ne peut manquer de partager avec eux. Par la rigueur et l'honnêteté intellectuelle de leur récit les auteurs du *Sel de la terre* établissent entre les personnages et les spectateurs une totale participation.

Le titre de ce film pourrait prêter à confusion, car il existe un court métrage intitulé le *Sel de la terre* qui a été réalisé par Georges Rouquier, l'un des maîtres du documentaire français, célèbre depuis *Farrebique*. Les deux films n'ont aucun point commun, mais les citations bibliques sont à tout le monde. Georges Rouquier vient d'ailleurs de terminer un nouveau film qu'on pourrait comparer au *Sel de la terre* américain sur le plan de l'honnêteté intellectuelle et du goût de l'authenticité. Il s'agit de *Lourdes et ses miracles* [1], ensemble de trois films qui durent au total autant qu'un long métrage et se présentent comme une enquête objective et rigoureuse sur les malades à Lourdes et les guérisons. Il m'est difficile de dire tout le bien que je pense de ce film et de l'originalité du point de vue adopté par Georges Rouquier, puisque j'ai été moi-même pour quelque chose dans sa production. Qu'il me soit permis pourtant de

1. Produit par les *Productions du Parvis* pour les *Missions par le cinéma*, 8, rue Danton, Paris-VIe.

préciser que ce film devait être à l'origine un court métrage entrepris sur l'initiative du R.P. Pichard, à la demande de Mgr Théas, évêque de Lourdes; les prises de vue ont eu lieu pendant le pèlerinage du Rosaire en octobre 1954 après plusieurs mois de préparation; pendant six mois Georges Rouquier travailla au montage du film, et l'intérêt exceptionnel du résultat obtenu conduisit la maison de production à présenter trois films au lieu d'un : 1) *Témoignages :* après une brève présentation par Rouquier lui-même de Lourdes et du fonctionnement du Bureau des constatations médicales, des malades dont la guérison a été reconnue miraculeuse, viennent témoigner devant la camera en racontant leur histoire avec une extrême simplicité. 2) *Pèlerinage* : sans aucun commentaire ni aucun accompagnement musical, le film suit heure par heure la journée des malades à Lourdes depuis la messe du matin jusqu'aux processions de nuit dans les hôpitaux. 3) *Imprévu*, relate dans le style du constat les deux guérisons qui se sont produites à Lourdes pendant le tournage du film. Par un hasard étonnant les deux malades guéries avaient été filmées avant leur guérison; on assiste à la réunion du Bureau médical qui constate provisoirement ces guérisons. (Il faut un long délai pour que ces guérisons soient reconnues ou non par le Bureau médical. Si la réponse est positive les commissions canoniques intéressées auront à se prononcer ensuite sur leur caractère miraculeux.)

Lourdes et ses miracles a déjà été présenté à un public de journalistes et de professionnels où les croyants n'étaient pas en majorité. De l'avis unanime il s'agit d'une œuvre exceptionnelle; l'absence de tout élément de fiction et la rigueur du constat lui donnent une portée qui dépasse largement le public des seuls fidèles. Ce « film de réalité » prend une valeur de témoignage objectif auquel sont sensibles les incroyants comme les croyants.

Je voudrais signaler enfin un film qu'il sera difficile sans doute de voir sur les écrans, car il s'agit d'une production réalisée dans des conditions non commerciales par une équipe de jeunes. *La Pointe courte* est l'œuvre d'une jeune femme, Agnès Varda, dont c'est le premier film. Présenté hors festival à Cannes cette année, ce film extrêmement intéressant apporte une nouvelle indication sur l'orientation du

cinéma d'aujourd'hui dont l'avant-garde n'est plus représentée (comme voilà vingt ans) par les essais baroques du surréalisme, mais par des films dont la simplicité apparente tranche avec l'artifice où se complaisent les productions commerciales.

La Pointe courte a les dimensions d'un long métrage mais ne se présente pas comme une œuvre de fiction appuyée sur une construction dramatique (comme tous les «grands films » que l'on voit habituellement). Deux personnages y poursuivent un dialogue dont la courbe ne doit rien aux circonstances extérieures. En contrepoint nous est décrite la vie d'un village de pêcheurs, *La Pointe courte,* sorte de faubourg assez misérable de la ville de Sète. Les rapports qui s'établissent entre cette chronique de la vie d'un couple et cette chronique d'un village ne sont jamais explicatifs ou logiques. Il s'agit plutôt de « correspondances » au sens poétique du mot. Les deux personnages principaux sont mariés depuis quatre ans. Ils viennent de découvrir l'un et l'autre qu'ils ne s'aiment plus « comme des fous », qu'ils ne sont plus les amoureux du jour de leur mariage. Le mari est venu se réfugier à *La Pointe courte,* où il a passé son enfance. En regardant vivre, avec sa femme, ces pêcheurs misérables qu'il connaît tous par leur nom, ils découvrent ensemble qu'il est un autre amour plus profond que la passion qui les animait naguère.

On pourait rapprocher ce thème de celui du *Voyage en Italie,* de Rossellini; c'est le problème du couple séparé par l'indifférence de la vie quotidienne et qui retrouve son sens profond en découvrant les autres. Malgré une moins grande expérience technique on est sensible, dans le film d'Agnès Varda, à plus de sincérité et plus d'authenticité que dans celui de Rossellini. On entrevoit ici, comme dans l'œuvre de Frederico Fellini, l'aube d'un nouveau cinéma attentif, au-delà des apparences extérieures, à la vérité intérieure des êtres. Films réalistes sans doute, mais où le réalisme ne cède jamais à la tentation du pittoresque et où la réalité de la chose vue prend une valeur de signe. Les choses ici ont une âme dans la mesure où les êtres qui vivent devant nous leur vie quotidienne découvrent qu'ils en ont une.

J.-L. Tallenay.

Document

RENOUVELLEMENT DE LA C.F.T.C. ?

La presse quotidienne et hebdomadaire a accordé une attention inaccoutumée au vingt-huitième Congrès confédéral de la C.F.T.C. (28-30 mai 1955), où une *minorité* de 40 % des mandats s'est affirmée dans trois débats significatifs. L'intérêt légitime dont témoigne cette abondance d'informations, les inexactitudes aussi que l'on y trouve justifient une mise au point.

La C.F.T.C. ne pouvant être comprise que par son passé[1], il faut au moins jeter un regard sur les principales discussions qui ont animé ses Congrès depuis 1945.

1945-1953

Au Congrès de la C.F.T.C. qui suivit la Libération (septembre *1945*), une *minorité* se manifesta sur deux questions : celle de l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux et celle de la constitution de fédérations d'industrie. Deux jeunes leaders que la Résistance avait conduits à des postes de responsabilité s'étaient affirmés dans le débat : Fernand Hennebicq

1. Voir *La C.F.T.C. et son passé*, dans *Cahiers des Groupes Reconstruction*, nº 19, avril 1955, administration : O. Brocard, 25, ue A.-Croquette, Charenton (Seine).

(Gaz-Electricité) et Charles Savouillan (Métaux). Ce sont eux qui, au début de 1946, provoquent la fondation des groupes d'études *Reconstruction* : ceux-ci, en se maintenant sur un plan extra-syndical, aideront considérablement à l'information et à l'effort de recherche des militants.

Le Congrès de juin *1946* décida pour les membres du secrétariat et du Bureau confédéral de la C.F.T.C. « l'incompatibilité de leurs fonctions avec l'exercice du mandat de député et de conseiller général, comme avec toutes fonctions dans la direction nationale ou départementale d'un parti politique ». Malgré la victoire électorale du M.R.P., le sentiment de l'indépendance syndicale l'avait emporté.

Ce sentiment s'exprimait dans une résolution unanimement adoptée sur proposition du Syndicat général de l'Education nationale : le Congrès affirme que

> bornant strictement son action à la défense des intérêts généraux du travail, la C.F.T.C. détermine cette action en pleine responsabilité et en toute indépendance à l'égard de tous groupements extérieurs, politiques ou religieux.

A peine abordé en 1946, le problème de la révision des statuts confédéraux domina le Congrès de mai *1947*. Il s'agissait de réviser d'une part la déclaration de principes, d'autre part la structure confédérale.

Préparé dans des délibérations de Comité national confédéral (délégués des Fédérations et Unions départementales), l'accord se fit sur un nouveau texte de déclaration de principes, notamment sur le premier alinéa :

> La Confédération se réclame et s'inspire, dans son action, des principes de la morale sociale chrétienne.

La proposition initiale du Bureau confédéral était :

> La C.F.T.C. s'inspire, dans son action, des principes de la doctrine chrétienne, et notamment des commentaires et

précisions apportées par les encycliques pontificales relatives aux questions sociales et économiques.

Ayant obtenu satisfaction sur la déclaration de principes, la *minorité* ne put faire modifier la structure confédérale selon la conception *fédéraliste* traditionnelle dans le syndicalisme français et reprise devant le Congrès par Mathevet (Union départementale de la Loire) et Vignaux (Education nationale). L'ancienne structure étant conservée, le président confédéral garda la responsabilité du « maintien de la doctrine et de la discipline confédérales » : l'exercice de cette prérogative par Gaston Tessier allait provoquer entre la majorité et la minorité du Bureau confédéral une série de difficultés dont la dernière, seule notée ici, provoqua « la crise d'octobre » 1952.

L'atmosphère du Congrès de mai *1948* aurait atteint une tension extrême si n'avait été adoptée par une Commission dite des vingt et un et annexée au Rapport moral la résolution ci-dessous :

La Commission

— affirme unanimement que l'orientation du mouvement reste définie sans restrictions possibles par l'article premier des statuts tel qu'il a été approuvé dans sa nouvelle rédaction par le vingt-troisième Congrès confédéral de 1947, article qui doit continuer à inspirer l'attitude de l'action de la C.F.T.C.,

— considère qu'elle a le devoir de définir une fois pour toutes quel doit être le rôle de la majorité et de la minorité dans l'organisation syndicale. En face d'une position à prendre dans toute organisation syndicale, les libres discussions doivent permettre à tous les courants de s'expliquer pleinement.

Une fois le vote acquis, la discipline joue pour la totalité des adhérents.

Cependant, les tenants d'une conception minoritaire, tout en respectant la discipline définie, ont le droit de continuer à lutter par les voies régulières et en pleine lumière pour définir leur point de vue et s'efforcer de faire prévaloir les solutions qu'ils estiment les meilleures.

Le Congrès de juin *1949* fut accueilli, accompagné et

suivi par une campagne de presse contre l'unité d'action, campagne dirigée spécialement contre « la minorité C.F.T.C. » confondue avec les « chrétiens progressistes ». A ce propos, les camarades Hennebicq, Savouillan et Vignaux (Education nationale) tinrent à préciser leur position commune à l'égard du « progressisme chrétien » :

Nous sommes absolument séparés de ce groupe par son idée et sa pratique des rapports entre le christianisme et le communisme, son interprétation de l'histoire, sa conception du rôle des Partis communistes dans la vie publique et du rôle de l'U.R.S.S. dans les rapports internationaux.

Nous avons toujours été, et restons irréductiblement opposés à toute déviation et utilisation totalitaires du mouvement ouvrier.

Et si nous semblons avoir une commune méthode d'analyse des problèmes économiques, cette méthode ne doit rien au marxisme stalinien.

Le Congrès confédéral n'ayant plus lieu que tous les deux ans, le Congrès suivant, celui de *1951* eut à débattre de l'affiliation internationale de la C.F.T.C. : d'un côté, lancé par Gaston Tessier, appel « à la fidélité » (fidélité à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens), de l'autre, adhésion à la nouvelle Confédération Internationale des Syndicats Libres préconisée par Mathevet et Vignaux. La résolution minoritaire obtint 32 % des mandats. Comme l'observait *La Vie intellectuelle* de juin 1951 [2], le problème de l'internationale manifestait l'opposition de deux conceptions :

— l'une affirmant l'idée syndicale chrétienne, comportant le maintien d'une internationale, même sur la base réduite de quelques centrales nationales, mais avec des espoirs plus ou moins précis de reconquête en Allemagne et en Italie, d'expansion dans les Territoires d'outre-mer, voire en Amérique du Sud;

— l'autre conception, au contraire, partant du fait que si

2. P. Cheyron, *Une nouvelle minorité syndicale.*

les organisations syndicales chrétiennes ont répondu et répondent aux besoins de travailleurs de certains pays, dans une certaine situation historique, elles n'ont pas été nécessaires dans des situations et des pays différents, aux travailleurs catholiques mêmes — par exemple à ceux des nations de langue anglaise; en ce cas, pourquoi ne pas accepter la formule de la C.I.S.L. : unité internationale dans le respect des libertés syndicales, politiques, spirituelles, reconnaissance du pluralisme éventuel des centrales nationales, tel qu'il peut résulter des complexités de l'histoire syndicale, variable d'un pays à l'autre?

Après la « crise d'octobre » 1952 (sept démissions de membres du Bureau confédéral en conflit avec le président Gaston Tessier sur la conception de la discipline, voire de la « doctrine »), le Congrès de mai *1953* apparaît comme un Congrès de synthèse, notamment en matière de structure confédérale. Un Conseil confédéral bipartite est institué, composé pour une moitié des délégués des vingt-deux organisations confédérées les plus nombreuses (Fédérations et Unions départementales) et de vingt-deux élus du Congrès. Gaston Tessier quitte la présidence confédérale, dévolue à Maurice Bouladoux.

Dans l'organe officiel de la C.F.T.C., *Syndicalisme* (magazine de novembre 1952) Maurice Bouladoux, alors secrétaire général, s'était prononcé publiquement contre tout « resserrement confessionnel » de la C.F.T.C., écrivant notamment :

Ce n'est pas mépriser la richesse de tels ou tels enseignements qui ont apporté une « splendide contribution au progrès social » que de dire qu'ils s'imposent peut-être à tels ou tels d'entre nous, selon leur foi ou leurs conceptions philosophiques, mais que le mouvement lui-même se considère comme majeur et entend bâtir son programme et arrêter ses moyens d'action sous sa propre et sous sa seule responsabilité.

Nous voulons répéter aussi que lorsque nous disons que la C.F.T.C. est et restera non-confessionnelle, cela signifie clairement qu'elle préservera toujours farouchement son indépendance, non seulement à l'égard de toutes hiérarchies, mais encore de tous mouvements laïcs ou religieux.

La C.F.T.C. n'a pas de directeur de conscience ou de conseiller moral en dehors de ses propres organes statutaires issus de la confiance de ses congrès. S'il devait en être autrement, l'unité de la C.F.T.C. ne subsisterait pas une minute de plus.

La publication de cet article intitulé : *La C.F.T.C., organisation majeure, détermine son action en toute indépendance* avait aidé au succès des conversations entre la majorité du Bureau confédéral et les démissionnaires d'octobre : le geste de ces derniers, la publicité qui lui fut donnée, dans la presse, geste et publicité auxquels le milieu C.F.T.C. n'était guère habitué, avaient souligné la gravité de la crise, rendu nombre de responsables conscients de la nécessité de la surmonter par des tractations. Celles-ci aboutirent à l'entrée au nouveau Conseil confédéral de tous les démissionnaires et à l'élection de trois d'entre eux au Bureau confédéral « nouveau style », organisme exécutif restreint dont les membres sont élus par le Conseil. De telles transactions n'étaient guère compatibles avec l'affrontement devant le Congrès de thèses opposées. Aussi bien, après l'élection du nouveau Conseil et du nouveau Bureau confédéral un texte proposé par trois « minoritaires » devenait, à la quasi-unanimité, la résolution générale du Congrès. Le *Rapport d'orientation* présenté par Maurice Bouladoux : *La C.F.T.C. face aux responsabilités du syndicalisme moderne* était accepté dans des termes auxquels la quasi unanimité des délégués souscrivait également :

Considérant que ce document

préconise un syndicalisme de masse agissant dans tous les milieux de travail, déterminant son action indépendamment de toute autorité extra-syndicale et conciliant le pluralisme syndical actuellement nécessaire, avec les exigences légitimes d'unité ouvrière;

condamne le régime capitaliste et bourgeois de la France actuelle aussi bien que tout régime totalitaire, notamment de type stalinien;

et recherche dans ces limites une troisième voie permet-

tant une intervention efficace du syndicalisme, en pleine indépendance, dans le jeu des forces qui déterminent la politique du pays;

le Congrès demande aux organismes confédéraux et aux organisations confédérées d'adopter comme base de recherche et de discussion le Rapport d'orientation...

La résolution poursuivait en indiquant sur quels points devaient porter les précisions ultérieures, la première indication étant :

domaine et méthodes du travail de recherche qui incombe à un mouvement syndical.

Ces derniers mots expliquaient l'une des préoccupations majeures — non satisfaites par le Rapport — de beaucoup de « minoritaires », militants ouvriers ou enseignants et notamment des signataires de cet article. L'un d'eux avait écrit un an auparavant :

C'est l'absence de conscience de la situation globale qui constitue, nous le savons, l'une des difficultés les plus graves de notre vie sociale et politique. Cette conscienc de l'ensemble nous conduira à orienter notre action sur des causes, au lieu de la fixer ausitôt sur des buts partiels. Elle ne se mesure pas seulement en termes de connaissances acquises, mais plutôt en fonction de la capacité et du désir de saisir l'aspect unique, original de la situation présente, en fonction de la volonté de prendre connaissance des faits d'ensemble qui conditionnent l'expérience de groupes particuliers. Seule cette volonté permet une analyse correcte, valable, d'une situation.

... Une telle conscience de l'ensemble de la situation apporte à la démogagie le contrepoids le plus efficace, sans diminuer en rien, au contraire, la volonté d'action. Elle suppose une analyse à reprendre sans cesse, un effort continu à poursuivre; elle implique l'impossiblité de se contenter de réponses toutes faites, de principes tenus pour définitifs dans leurs formes abstraites

Une *méthode d'analyse* sociale, capable de guider une *politique syndicale,* voilà ce que réclamait, avant tout, un syndicaliste ouvrier que sa réflexion sur son action même avait conduit à se demander, pour ses

camarades de travail et pour lui-même : *Comment repenser le syndicalisme révolutionnaire ?*[3]. C'est avec cette question dans l'esprit qu'avec bien d'autres, après l'expérience d'août 1953, il a été amené aux prises de position « minoritaires » de mai 1955.

Aout 1953

Il n'est pas utile ici de nous étendre longuement sur ces grèves ; à peine terminées, elles ont été remarquablement analysées dans cette revue[4].

Aux yeux de nombreux militants de province, le comportement du Bureau confédéral de la C.F.T.C. fut tout à fait correct dans une première période ; la signification politique de la lutte fut de suite mise en lumière; les objectifs fixés par la résolution générale du Congrès de 1953 passèrent au premier plan dans les communiqués du Bureau confédéral. Mais au fur et à mesure que le mouvement se développait, que la convocation du Parlement devenait l'objectif principal pour un nombre croissant de travailleurs, la majorité de ce Bureau sembla changer de route, tandis qu'intervenaient des hommes politiques d'un parti « social », participant au Gouvernement Laniel-Faure.

Dés que les mêmes militants purent s'informer (on n'a pas oublié la difficulté des communications en août 1953), ils découvrirent que, malgré l'effort de conciliation poursuivi depuis octobre 1952 et les « motions de synthèse » du Congrès confédéral, *les événements eux-mêmes* avaient reformé au sein du Bureau confédéral une majorité et une minorité. Leur impression — confirmée depuis à la réflexion — fut immédiatement que,

3. Marcel Gonin, *Bulletin des Groupes Reconstruction*, 5 février 1953.

4. J. Perrot, *Les grèves d'août*, dans *La Vie Intellectuelle*, octobre 1953.

dans leur majorité, les dirigeants confédéraux, quoique plus jeunes que leurs prédécesseurs, étaient de nouveau pris dans le milieu traditionnel de la C.F.T.C. Dès lors, pour éclaircir la situation, fut réclamée la convocation d'un Comité national confédéral extraordinaire, seul organisme ayant la possibilité de demander la réunion d'un Congrès confédéral extraordinaire. En fait, la réunion ordinaire du Comité confédéral fut avancée. Réuni les 19 et 20 septembre 1953, ce Comité rejetait la demande d'un Congrès extraordinaire par 66 % des mandats contre 33 % : cette demande avait été présentée par les unions départementales du Finistère, de l'Indre-et-Loire et de la Loire.

Le secrétaire général Levard avait posé la question de confiance contre cette résolution, et une autre sur *le syndicalisme, le gouvernement et les partis* présentée par le Syndicat Général de l'Education Nationale (S.G.E.N.), les Fédérations de la Métallurgie et des Industries chimiques, les Unions départementales de la Loire, de l'Isère, du Puy-de-Dôme et du Cantal. Celle-ci obtint 36 % des mandats contre 57 % (7 % d'abstentions). On en retrouve l'essentiel dans la résolution minoritaire sur le Rapport moral au Congrès confédéral de mai 1955.

La conception syndicaliste qui l'inspire a été exposée en termes modérés, dans l'éditorial d'*Ecole et Education,* organe du S.G.E.N. du 21 septembre 1953 :

> Nous avons approuvé la C.F.T.C. d'avoir, dès le 11 août, reconnu que le mouvement de grève tendait au « renversement de la politique économique et sociale du pays » et réclamé « la convocation immédiate du Parlement ».
>
> Quelle qu'ait pu être, sur ces points, la pensée de tel ou tel parti, nous avons, comme syndicalistes, estimé que les négociations qui se sont déroulées dans la nuit des 20-21 août ne modifiaient pas la situation de fond qui méritait un examen public, dans un débat parlementaire.
>
> Dans la mesure même où il ne peut user qu'avec discrétion de l'arme de la grève, un syndicaliste universitaire estime normal le recours au Parlement.

Du point de vue plus général d'un syndicalisme inconditionnellement attaché aux libertés démocratiques, il faut dire avec notre camarade Mathevet, secrétaire de l'U.D.-C.F.T.C. de la Loire : la réaction des travailleurs qui continuent d'exiger la convocation du Parlement est profondément saine. Rompant avec un anarcho-syndicalisme dépassé, elle montre l'importance qu'ils attachent à une démocratie exclusive de toute déviation totalitaire de droite ou de gauche (Interview à *Franc-Tireur,* 28 août).

Dans la pensée de Mathevet comme dans la nôtre, il ne s'agissait nullement, pour les organisations syndicales, d'entrer, même en esprit, dans telle ou telle combinaison de partis, mais de susciter, par le débat parlementaire, un de ces mouvements d'opinion que nous savons indispensables pour animer des institutions démocratiques.

Même si nos gouvernants ne le comprennent guère, nous connaissons que la résistance d'un pays moderne au totalitarisme dépend de deux conditions : l'efficacité des institutions de la liberté politique, la vitalité d'un syndicalisme qui à la différence de ce qui se passe en régime totalitaire, jouit du droit de grève.

Contre l'attente même de la plupart des dirigeants minoritaires, le Congrès de mai 1955 devait montrer combien *août 1953* était resté présent à l'esprit des militants. 1.551 mandats (contre 2.377) se portèrent sur une résolution présentée par Yves Morel, secrétaire fédéral du Gaz et de l'Electricité (la dernière des Fédérations à donner, il y a bientôt deux ans, l'ordre de reprise du travail...). Cette motion demandait la disjonction de la partie du Rapport du Secrétariat confédéral concernant les événements d'août, en précisant :

Par cette disjonction

le Congrès entend seulement rappeler :

1° que le mouvement d'août exprimait en même temps qu'une défiance de fond à l'égard du gouvernement Laniel-Faure, une volonté de renversement de la politique économique et sociale;

2° que, dans l'urgence de cette situation, il appartenait à la C.F.T.C. de provoquer un débat parlementaire sur les grands problèmes nationaux de la solution desquels dépendait et dépend encore la condition des salariés français, — sans, pour autant, avoir à considérer les combinaisons parlementaires, possibles ou non dans l'immédiat,

— en avant pour seul but de prolonger l'action de grève par le mouvement d'opinion indispensable au « renversement » politique envisagé et au réveil de la confiance des travailleurs dans les institutions démocratiques;

3° qu'après avoir constaté la divergence entre les intérêts généraux du travail représentés par le syndicalisme et ceux de parlementaires, il était :

— nécessaire de confirmer l'indépendance politique de la C.F.T.C.,

— et naturel de demander aux responsables confédéraux une vigilance particulière à l'égard des personnalités, groupes ou groupements qui tendraient à utiliser les organisations ouvrières comme « cautions syndicales » de leur politique.

Affrontement

Le partage des mandats sur *août* se retrouve, à peu de choses près, sur deux autre votes, non moins significatifs, qui donnent également à la minorité un pourcentage de 40 %.

De la longue résolution proposée par le président confédéral Maurice Bouladoux en conclusion de son *Rapport d'orientation,* voici les passages les plus caractéristiques.

A. — *Orientations générales :*

3. — Le Congrès affirme que l'article premier des statuts confédéraux, auquel les organisations confédérées ont unanimement exprimé leur attachement, n'est pas une simple survivance des origines du mouvement, ni un hommage poli à ses traditions.

4. — Le Congrès tient à répéter que cet article premier n'enlève rien à la libre détermination du mouvement dans le triple domaine de sa pensée, de son action et de son recrutement.

5. — Le Congrès rappelle également que dans ce triple domaine, les principes de la morale sociale chrétienne, auxquels fait référence l'article premier des statuts confédéraux n'apportent aucune recette toute faite aux problèmes que posent les objectifs de libération ouvrière poursuivie par le syndicalisme chrétien.

6. — Loin de constituer un obstacle à un syndicalisme libre, la référence à des valeurs morales, dont le prestige

et la stabilité sont hors de discussion, apporte au monde du travail la confiance et la sécurité intellectuelle qu'il a en vain, et au prix des pires désillusions, cherché dans des doctrines ou des systèmes en opposition fondamentale avec ces valeurs morales.

7. — De plus, cette référence donne aux travailleurs la garantie que leur effort de libération peut se déployer dans un climat de liberté et qu'à son terme, ils ne risquent pas de déboucher sur une société dominée par une tyrannie nouvelle.

8. — Enfin, en opposant des principes égalitaires à l'oligarchie de principe des sociétés bourgeoises ou de fait des sociétés totalitaires, elle fournit à l'action revendicatrice des travailleurs, en vue d'une meilleure répartition du pouvoir et des richesses, une assise que les seules justifications d'ordre économique et sociologique ne suffiraient pas à donner.

C'est pourquoi le Congrès,

9. — Exerçant dans sa plénitude le pouvoir qu'a le mouvement de définir en toute liberté les lignes directrices de sa pensée et de son action.

10. — Confirme la condamnation portée par le Congrès de 1953 à l'endroit de l'actuel régime capitaliste de la France et du conservatisme de sa bourgeoisie, ainsi que de tout régime totalitaire, du type soviétique ou non,

11. — Propose aux travailleurs les perspectives d'une société sans classe, c'est-à-dire d'un régime politique, économique et social dans lequel la répartition du pouvoir et de l'autorité sera fonction de la seule valeur des hommes et des services rendus, et la répartition des richesses trouvera sa base essentielle dans les besoins de chacun, à l'excluion des privilèges de fortune, de race ou de classe.

12. — Ces perspectives sont celles d'une révolution ouvrière, foncièrement anti-capitaliste et résolument non-marxiste.

13. — Cette révolution sera progressive et réaliste, c'est-à-dire que l'ampleur et la durée de ses réalisations successives seront à la mesure de la puissance de combat et de victoire que sauront se donner les forces, ouvrières ou non, qui sont décidées à s'engager sur la voie tracée par la C.F.T.C.

. . . . . .

C. — *Objectifs immédiats.*

25. — Dans l'immédiat, et pour entrer dans la voie des réformes de structures nécessaires pour une organisation

démocratique et efficace de l'économie française, le Congrès assigne les objectifs suivants à l'action confédérale :

a) Élargissement des droits des Comités d'entreprise comportant la voix délibératrice de leurs délégués aux Conseils d'Administration des entreprises en sociétés.

b) Création de Comités paritaires dans chaque profession, ces Comités étant compétents pour connaître, en premier ressort, de toute question relative à l'organisation de la production, aux ententes de toute nature, aux questions de commerce extérieur.

c) Transformation du Conseil économique pour lui permettre, notamment d'arbitrer les difficultés pouvant naître entre deux ou plusieurs Comités professionels paritaires et pour qu'il joue un rôle effectif dans l'établissement des plans de développement de l'économie nationale et le contrôle de leur exécution.

d) Création de Comités économiques et régionaux à participation syndicale.

Le Congrès eut à choisir entre cette résolution (adoptée finalement par 2.303 mandats) et la résolution minoritaire (1.564 mandats), présentée par René Mathevet et dix-neuf autres dirigeants de Fédérations ou d'Unions départementales, résolution dont voici la teneur :

Convaincu que, pour la C.F.T.C., il est :

— nécessaire de continuer l'effort de renouvellement intérieur poursuivi depuis 1945,

— urgent de réveiller la tradition militante du syndicalisme français,

— possible de surmonter à la fois le conformisme et la démagogie par une orientation techniquement révolutionnaire,

le vingt-huitième Congrès confédéral de la C.F.T.C., réuni à Paris les 28, 29 et 30 mai 1955,

— constate, parmi les forces collectives en conflit dans la société française, l'insuffisance de la force syndicale,

— déclare que la première responsabilité de la Confédération est de contribuer au développement de cette force,

dont le fondement réel se trouve dans la solidarité de travailleurs de toutes catégories sur le lieu du travail,

et la forme principale d'organisation dans les fédérations nationales d'industries.

Considérant que l'émancipation des travailleurs demande

d'élever leur degré de conscience en même temps que leur degré d'organisation,

le Congrès affirme que :

pour résister tant à la désintégration du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise qu'à sa déviation totalitaire,

l'orientation confédérale doit exalter le sentiment d'indépendance syndicale, garantie de la liberté des salariés face aux pouvoirs présents et futurs;

d'où une triple obligation :

1°. En matière de participation syndicale aux organismes officiels, rendre les syndiqués conscients de la vanité et des périls d'une « politique de présence » qui ne serait pas liée à une force de base et créerait l'apparence d'un partage des responsabilités gouvernementales et patronales,

2°. Dans les perspectives d'avenir :

— écarter les schémas de « réforme de l'entreprise » ou de « profession organisée » qui feraient perdre de vue aux militants la nécessité permanente de la force et de l'indépendance syndicales sans lesquelles toute « co-gestion » et « démocratie économique » se révèlent illusoires.

3°. Quant aux rapports du syndicalisme avec la politique :

— éviter que l'action confédérale paraisse se confondre avec celle d'un parti ou d'une coalition de partis, sans limiter pour autant l'effort pour accroître la capacité politique des salariés et susciter les mouvements d'opinion indispensables au réveil de la démocratie.

Conscient de l'extrême difficulté qu'éprouvent les salariés français à obtenir une répartition nouvelle, non seulement des revenus mais du pouvoir, problème que ne résoudra pas un néo-capitalisme,

acceptant la tradition ouvrière française, socialiste non de parti, mais de conception économique,

constatant que pour le mouvement ouvrier européen un socialisme démocratique peut seul fournir l'alternative au mythe totalitaire,

le Congrès reconnaît que,

en visant à une planification démocratique qui fera de la fonction d'investissement une responsabilité publique,

l'action syndicale, dans tous les secteurs, s'attaque au régime capitaliste de l'entreprise.

Il reconnaît également que,

plus seront obstinées les résistances des privilégiés, plus profondes devront être les transformations à réaliser dans l'intérêt commun de la classe ouvrière et de la Nation.

Encore qu'il nous soit impossible de citer d'autres documents, nous devons noter que cette résolution avait été préparée non seulement par un travail collectif de réflexion critique sur les Rapports d'orientation présentés par le président Bouladoux aux Congrès de 1953 et 1955, mais encore par les Rapports d'orientation de deux Congrès fédéraux : ceux des Fédérations de la Métallurgie (septembre 1954) et des Industries chimiques (octobre 1954) qu'il faudrait consulter pour comprendre plus complètement la référence au « socialisme démocratique »[5].

La résolution minoritaire sur l'orientation était complétée par une « résolution générale » que déposa Detraz et que défendit Nicolas (Cheminots, Paris Sud-Est) dont voici deux passages caractéristiques :

Constatant,

d'une part — l'opposition patronale à la discussion collective de salaires en rapport avec les possibilités des industries et des entreprises — l'insuffisance (préjudiciable à la collectivité) des rémunérations dans la fonction publique et le secteur nationalisé, — la persistance des bas salaires dans de nombreuses professions ou régions;

d'autre part, la concentration accélérée de la puissance économique aux mains d'un néo-capitalisme, plus dynamique certes que l'ancien, mais plus redoutable aussi pour la solidarité ouvrière et l'indépendance de l'État,

le Congrès dénonce les équivoques et les dangers de l'utilisation de la conjoncture, appelée par M. Edgar Faure « politique d'expansion ».

Il déclare que,

tout en usant des possibilités d'information et de pression réelles qui peuvent s'offrir,

le syndicalisme ne saurait être ni paraître l'associé d'une telle action gouvernementale,

action ne comportant pas l'effort de planification démocratique indispensable à l'aménagement du territoire, à la

5. On peut se procurer ces rapports aux secrétariats de l'une et l'autre Fédération, 26, rue de Montholon, Paris-9e.

révision des structures économiques et à la transformation des rapports de classe.

Le Congrès précise

que cet effort de planification demande non seulement que le gouvernement soit doté des moyens d'information et de contrôle indispensables,

mais encore que le secteur public de l'économie (établissements d'État, Sociétés Nationales, notamment les banques nationalisées), soit intégralement maintenu et pleinement utilisé comme instrument d'une politique économique d'ensemble,

enfin que l'extension du secteur public soit envisagée, de nouvelles nationalisations étant mises à l'étude par les fédérations intéressées, notamment pour l'ensemble des transports, la sidérurgie, l'industrie du ciment et la grande industrie chimique.

Ce texte obtint 1.502 mandats contre 2.261 qui allèrent à la « déclaration générale » proposée par le Bureau confédéral.

Comme le constate un organe fédéral « majoritaire », *Le Lien Professionnel* des P.T.T. (juin 1955), ces « confrontations d'idées » ont manifesté l'existence au sein de la C.F.T.C. de « tendances » caractérisées, mais sans jamais menacer l'unité organique de la Confédération. En présentant aux lecteurs de *La Vie Intellectuelle* ce « document », deux militants ont voulu leur donner simplement les moyens de mieux comprendre le débat auquel ils ont eux-mêmes participé.

MARCEL GONIN,
PAUL VIGNAUX.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 3e trimestre 1955. — Imprimeur, n° 1.194.
Directeur gérant : R.-C. CHARTIER, N.M.P.P.